



## Données de référence 2018 (01/01/2018 - 31/12/2018)

Dates de début et fin de la campagne de collecte des données : 01/03/2019 - 01/10/2019

### Objectif :

La CEPEJ a décidé, lors de sa 31<sup>ème</sup> réunion plénière, de lancer le huitième cycle d'évaluation 2018 – 2020, portant sur les données de l'année 2018.

La CEPEJ souhaite utiliser la méthodologie développée dans le cadre des cycles d'évaluation précédents pour obtenir, en s'appuyant sur son réseau de correspondants nationaux, une évaluation globale des systèmes judiciaires des 47 Etats membres du Conseil de l'Europe ainsi que de trois pays observateurs (Israël, le Maroc et le Kazakhstan). Ceci permettra aux décideurs publics et aux praticiens du droit d'agir en tenant compte de ces informations uniques.

Le présent questionnaire a été adapté par le Groupe de travail sur l'évaluation des systèmes judiciaires (CEPEJ-GT-EVAL) à la lumière des cycles d'évaluation précédents et en tenant compte des commentaires des membres, observateurs, experts et correspondants nationaux de la CEPEJ. Le but de cet exercice est d'accroître la connaissance des systèmes judiciaires des Etats participants, de comparer le fonctionnement des systèmes judiciaires dans ses divers aspects ainsi que de comprendre les tendances de l'organisation judiciaire pour contribuer à améliorer l'efficacité de la justice. Le questionnaire d'évaluation et l'exploitation des résultats obtenus par ce biais ont pour ambition de devenir un véritable outil de politique publique de la justice, au service des citoyens européens.

### Instruction :

La manière d'utiliser l'application et de répondre aux questions est guidée par deux documents principaux:

- le manuel d'utilisation et,
- la note explicative.

Tandis que la note explicative apporte des définitions et explications sur le questionnaire d'évaluation de la CEPEJ et la méthodologie nécessaire pour y répondre, le manuel d'utilisation est un outil pour vous aider à naviguer dans cette application. Vous pouvez télécharger la note explicative dans son intégralité sur le site web de la CEPEJ. Les explications spécifiques sont également accessibles pour chaque question dans l'application sous l'onglet « Note explicative ». Ce dernier constitue un outil de consultation immédiate lorsque vous répondrez aux questions.

Le manuel d'utilisation est accessible dans l'onglet « Documentation » de l'application.

Si vous avez des questions relatives à ces documents ou à l'utilisation de l'application, n'hésitez pas à contacter le Secrétariat.

## 1. Informations générales et financières

### 1.1. Données démographiques et économiques

#### 1.1.1. Habitants et informations économiques



001. Nombre d'habitants (si possible au 1er janvier de l'année de référence +1)

[ 2 075 301 ]

Commentaires

**002. Total des dépenses publiques annuelles au niveau national et le cas échéant, les dépenses publiques des collectivités territoriales ou entités fédérales (en €)**

	Montant
Niveau national ou fédéral	1 637 000 000 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Niveau territorial/entités fédérales (total pour l'ensemble des niveaux territoriaux/entités fédérales)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires

**003. PIB par habitant (en €) en prix courant pour l'année de référence**

[ 5 153 ]

Commentaires

**004. Salaire moyen brut annuel (en €) pour l'année de référence**

[ 6 948 ]

NA

Commentaires

**005. Taux de change de la monnaie nationale (zone non Euro) en € au 1er janvier de l'année de référence +1**

[ 61.5 ]

Autorisation de décimales : 5

NAP

Commentaires 1 Euro = 61,5 denars

**A1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 1 à 5 :**

Sources : State Statistical Office

**1.1.2. Données budgétaires relatives au système judiciaire**



**006. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux, en € (sans le budget du ministère public et sans le budget de l'aide judiciaire). Si vous ne pouvez pas distinguer le budget alloué aux tribunaux des budgets alloués au ministère public et/ou à l'aide judiciaire, merci de vous référer à la question 7. Si vous êtes en mesure de répondre à**

la question 6, veuillez répondre NA à la question 7.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
<b>TOTAL - Budget public annuel alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6 + 7)</b>	29 085 246 [ ] NA [ ] NAP	28 567 603 [ ] NA [ ] NAP
<b>1. Budget public annuel alloué aux salaires (bruts)</b>	23 744 514 [ ] NA [ ] NAP	23 318 548 [ ] NA [ ] NAP
<b>2. Budget public annuel alloué à l'informatisation</b>	250 603 [ ] NA [ ] NAP	250 603 [ ] NA [ ] NAP
<b>3. Budget public annuel alloué aux frais de justice (frais d'expertise, d'interprètes, etc.)</b>	420 565 [ ] NA [ ] NAP	420 565 [ ] NA [ ] NAP
<b>4. Budget public annuel alloué aux bâtiments des tribunaux (maintenance, budget de fonctionnement)</b>	1 852 250 [ ] NA [ ] NAP	1 758 921 [ ] NA [ ] NAP
<b>5. Budget public annuel alloué à l'investissement en nouveaux bâtiments (tribunaux)</b>	0 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
<b>6. Budget public annuel alloué à la formation</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>7. Autres (veuillez préciser)</b>	2 817 314 [ ] NA [ ] NAP	2 818 996 [ ] NA [ ] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel alloué au fonctionnement de l'ensemble des tribunaux qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : The presented data for court budget includes budgets of all courts and not budget of the Judicial Council and the Academy for judges and public prosecutors. The budget allocated for computerisation is lower than last cycle because some of the financial sources were provided through international projects that are not part in the court budget. The category "other" increased this cycle because it was possible to categorise some of the expenses in other budget lines. Line for training is not included here, but in the questions about the Academy for training of judges and public prosecutors.

**007. Si vous ne pouvez pas répondre à la question 6 parce que vous ne pouvez pas isoler le budget public alloué aux tribunaux des budgets publics alloués au ministère public et/ou à l'aide judiciaire, veuillez remplir uniquement la ligne adéquate dans le tableau selon votre système :**

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
<b>Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et au ministère public</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et à l'aide judiciaire</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>Total du budget public annuel alloué aux tribunaux, au ministère public et à l'aide judiciaire</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : NAP

**008. Existe-t-il une règle générale selon laquelle une personne doit payer une taxe pour intenter une procédure devant un tribunal de droit commun :**

	Obligation de payer une taxe pour intenter une procédure devant une juridiction de droit commun ?
en matière pénale	( ) Oui ( X ) Non
en matière autre que pénale	( X ) Oui ( ) Non

S'il existe des exceptions à la règle de payer une telle taxe, veuillez préciser ces exceptions : According to the Law on Civil procedure, court will not proceed or undertake any procedural action if litigants have not paid court tax in advance.

**008-1. Quelle est, en quelques mots, la méthode de calcul de cette taxe :**

- Court fees are calculated in compliance with the provisions of the Law on court fees. They are calculated according to the value of the case.

**008-2. Montant de la taxe exigée pour engager une action en recouvrement d'une créance d'un montant de 3000€ :**

- [ 60 ]
- [ ] NA
- [ ] NAP

Commentaires According to the Law on Court Fees

**009. Montant annuel des taxes perçues par l'Etat (en €) :**

- [ 10 396 136 ]
- [ ] NA
- [ ] NAP

Commentaires Provided data form Ministry of Finance

**012. Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire, en €.**

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
TOTAL - Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire (12.1 + 12.2)	315 850 [ ] NA [ ] NAP	265 158 [ ] NA [ ] NAP	50 692 [ ] NA [ ] NAP
12.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP

12.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
--	--	--	--

Commentaires Provided data from courts and Ministry of Justice

### 012-1. Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
TOTAL - Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire (12-1.1 + 12-1.2)	280 492 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	256 158 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	24 334 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
12-1.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
12-1.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Si le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : Provided data from courts and Ministry of Justice

### 013. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué au ministère public, en €.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Total du budget public annuel alloué au ministère public, en € (dont 13.1)	12 042 292 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	11 388 662 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
13.1 Budget public annuel alloué à la formation du ministère public	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. De plus, si le budget public annuel alloué au fonctionnement du ministère public qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : Presented budget is for all public prosecution offices in the State including The Public Prosecutor's Office for Prosecuting Criminal Offences Related to and Arising from the Content of the Illegally Intercepted Communication, known as the Special Prosecutor's Office, that was established with the Law on the Public Prosecutor's Office for Prosecuting Criminal Offence Related to and Arising from the Content of the Illegally Intercepted Communication, adopted by the Assembly on the 15th of September 2015.

Budget of Special Public prosecution office if following: approved budget-3.717.609 Euro; implemented budget- 3.175.960 Euro.

Line for training is not included here, but in the questions about the Academy for training of judges and public prosecutors.

### 014. Instances formellement responsables des budgets alloués aux tribunaux (réponses multiples possibles) :

	Préparation du budget global des tribunaux	Adoption/approbation du budget global des tribunaux	Gestion et répartition du budget entre les tribunaux	Evaluation de l'utilisation du budget au niveau national
Ministère de la Justice	( ) Oui ( X ) Non <input type="checkbox"/> NAP	( ) Oui ( X ) Non <input type="checkbox"/> NAP	( ) Oui ( X ) Non <input type="checkbox"/> NAP	( ) Oui ( X ) Non <input type="checkbox"/> NAP

<b>Autre ministère</b>	( ) Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	( ) Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	( ) Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	( ) Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Parlement</b>	( ) Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	(X) Oui ( ) Non <input type="checkbox"/> NAP	( ) Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	( ) Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Cour Suprême</b>	( ) Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	( ) Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	( ) Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	( ) Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Conseil Supérieur de la Magistrature</b>	( ) Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	( ) Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	( ) Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	( ) Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Tribunaux</b>	( ) Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	( ) Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	( ) Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	( ) Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Organisme d'inspection</b>	( ) Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	( ) Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	( ) Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	( ) Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Autre</b>	(X) Oui ( ) Non <input type="checkbox"/> NAP	( ) Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	(X) Oui ( ) Non <input type="checkbox"/> NAP	(X) Oui ( ) Non <input type="checkbox"/> NAP

Si autre ministère et/ou organisme d'inspection et/ou autre, veuillez préciser : The Court Budget Council is responsible body for preparation, management, allocation of the budget among the courts and evaluation of the use of the budget. The Court Budget presents the annual estimate of the revenues and expenditures of the judicial branch and the Academy for Training of Judges and Public Prosecutors, determined by the Assembly and intended for the financing of the judicial branch and the Academy for Training of Judges and Public Prosecutors.

The Court Budget is a part of the State Budget as a separate part designated as "Judicial Power."

President of the The Court Budget Council is president of the Judicial Council.

Members of the Court Budget Council are President of the Supreme Court, Minister of Justice, presidents of four appellate courts, presidents of 2 basic courts on system of rotation, President of the Administrative Court and Director of Academy for training of judges and public prosecutors.

With the Court Budget Council presides President of the Judicial Council.

The Law on the Court Budget define procedure for the drafting, adoption, and enforcement of the Court Budget and the setting up of the Court Budget Council.

By means of the Court Budget the judicial branch of power in the Republic of Macedonia and the Academy for Judges and Public Prosecutors, is financed.

The Court Budget Council has duties as follows:

- set the criteria and methodology for the drawing up of the Court Budget,
- determines the allocation of the funds from the Court Budget to all the courts and to the Academy for Judges and Public Prosecutors and undertakes duly enforcement of the Court Budget,
- approves the funds for new employments in courts and in the Academy for Judges and Public Prosecutors within the framework of the fixed court budget of the mass designated for the pay of salaries,
- appoints the internal auditor,
- enacts the Rules of Order and other internal acts.

The expenditures of the Court Budget comprise the following:

1. Daily expenditures for,

- salaries and compensation for judges,
- salaries and compensation for the state employees, court police and other employees at the courts,
- merchandise and services for court's operations,
- expenditures incurred in proceedings,
- payment of other expenditures incurred in daily operations of courts,

- professional training of judges, state employees, court police and other employees at courts,
- salaries and compensation for the employees in the Academy for Judges and Public Prosecutors,
- merchandise and services for operations of the Academy for Training of Judges and Public Prosecutors,
- payment of other expenditures incurred in daily operations of the Academy for Judges and Public Prosecutors, and
- initial training of candidates for judges and deputies public prosecutors and continuous professional development of judges, public prosecutors and their deputies, of the employees in the courts and public prosecution offices, as well as of the civil servants from the Ministry of Justice which perform activities from the area of the justice system.

2. Capital expenditures for:

- purchasing of capital assets for courts,
- investment maintenance of the facilities and court equipment
- purchasing of capital assets for Academy for Judges and Public Prosecutors
- investment maintenance of the facilities and equipment of the Academy for Judges and Public Prosecutors

The drafting of the Court Budget is made on the basis of the fiscal policy and the main categories on the assessed revenues and expenditures for the next budget year, and in compliance with the internal criteria and methodology determined by the Court Budget Council.

The courts and the Academy for Judges and Public Prosecutors submit the following data to the Court Budget Council by June 1 of the current year the latest:

- estimate of the expenditures for the fiscal year, according to the expense items and smaller items,
- estimate of the expenditures for the next two fiscal years according to the expenses under categories,
- review of the expenses for the employment requisite for the carrying out of the functions of the users,
- proposals that contain future obligations or expenditures that shall be incurred over several years, including the investment projects presented individually, and - expenses for every forthcoming year presented individually.

In addition to this data, the users submit an explanation regarding the amount of the funds according to their positions.

After it receives the proposals, the Court Budget Council draws up a Court Budget Proposal and together with the explanation on the amounts of funds submits it to the Ministry of Finances.

Prior to the submission of the Budget Proposal of the Republic of Macedonia to the Government , the Minister of Finances together with the President of the Court Budget Council shall mandatory adjust the part of the funds "Court Budget" from the State Budget Proposal.

The Court budget as a part of State budget is adopted by he Parliament.

The President of the court and the Director of the Academy for Training of Judges and Public Prosecutors is responsible for the enforcement of the financial plan in the court, respectively, the Academy for Judges and Public Prosecutors.

The Court Budget Council follows the enforcement of the court financial plan. If, during the control, it is determined that irregularities and abuses by the President of the Court and by the Director of the Academy for Judges and Public Prosecutors have occurred in the process of enforcement of the financial plan, the Council informs the Supreme Court, the Ministry of Justice, the Judicial Council, the Academy for Judges and Public Prosecutors, the Ministry of Finance, and the State Bureau for Revision.

## 014-1. (ancienne question 61) Quelles instances possèdent des compétences budgétaires au sein des tribunaux ?

	Préparation du budget	Arbitrage et répartition du budget	Gestion quotidienne du budget	Evaluation et contrôle de l'utilisation du budget
<b>Conseil d'administration</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Président du tribunal</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Directeur administratif du tribunal</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Greffier en chef</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non

Autre	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
	<input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Non

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : Regulated in the Law on court budget.

## A2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 6 à 14 :

Sources : Q 6 - Judicial Council, Q 9 Ministry of Finance, Q 12 Ministry of Justice and courts and Q 13 Public Prosecution Office

### 1.1.3. Données budgétaires relatives à l'ensemble du système de justice

**015-1. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué à l'ensemble du système de justice, en € (ce budget global inclut le budget du système judiciaire – voir 15-2 ainsi que d'autres éléments du système de justice – voir 15-3) :**

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Budget public annuel alloué à l'ensemble du système de justice, en €	66 435 834 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	63 633 144 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus et préciser notamment si une part importante du budget provient d'une organisation internationale. De plus, si le budget public annuel alloué au fonctionnement de l'ensemble du système de justice qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : The biggest portion of the justice budget is allocated to the courts, prisons and public prosecution office.

### 015-2. Eléments du budget du système judiciaire (Q6, Q7, Q12, Q13)

	Inclus	Non inclus	N'existe pas (NAP)
Tribunaux (voir question 6 ou 7)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Aide judiciaire(voir question 12 ou 7)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Ministère public (voir question 13 ou 7)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

These categories are included in total budget allocated to the whole justice system.

### 015-3. Autres éléments budgétaires

	Inclus	Non inclus	N'existe pas (NAP)
Système pénitentiaire	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Service de probation	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Conseil supérieur de la magistrature	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>



Cour constitutionnelle	( X )	( )	( )
Service de gestion du système judiciaire	( X )	( )	( )
Service de l'avocat d'Etat	( X )	( )	( )
Service de l'exécution	( )	( X )	( )
Notariat	( )	( X )	( )
Service d'expertise légale	( )	( X )	( )
Protection judiciaire de la jeunesse	( )	( X )	( )
Fonctionnement du ministère de la Justice	( X )	( )	( )
Services des demandeurs d'asile et réfugiés	( )	( X )	( )
Service d'immigration	( )	( X )	( )
Certains services de police (ex : transfert, enquête, sécurité des détenus)	( )	( X )	( )
Autres	( X )	( )	( )

Si « autres », veuillez préciser : Other - Ombudsman

### A3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 15-1, 15-2 et 15-3:

Sources : Ministry of Justice, Court Budget Council, Directorate for Prison Administration, State Advocacy, Constitutional Court and Ombudsman.

## 2. Accès à la justice et à l'ensemble des tribunaux

### 2.1. Aide judiciaire

#### 2.1.1. Champ d'application de l'aide judiciaire

016. L'aide judiciaire concerne-t-elle :

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Représentation devant les tribunaux	( X ) Oui ( ) Non [ ] NA [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NA [ ] NAP

Conseil juridique, ADR et autres services juridiques	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
--	--	--

**016-1. Veuillez décrire brièvement l'organisation du système d'aide judiciaire dans votre pays à la fois avant d'aller devant le tribunal et durant la procédure ?**

- In our country there is a dual system of free legal aid: one through Ministry of Justice according to the Law on free legal aid and another one given directly by the courts according to the procedural laws (Law on civil procedure and Law on Criminal Procedure). The Law on free legal aid regulates the general rules for providing free legal aid, the types and scope of free legal aid, the providers and beneficiaries of free legal aid, their duties and responsibilities, the procedure for exercising the right to free legal aid, the funding, reward and cost reimbursement for provided free legal aid, free legal aid in cross-border disputes, transparency and accountability in providing free legal aid, special procedures for free legal aid, the supervision of the implementation of this law, and other issues related to free legal aid.

- Criminal Procedure

Article 74

Compulsory defense with a defense counsel and ex-officio defense counsel

(1) If the accused is dumb, deaf or incapable to defend himself or herself successfully or if a criminal procedure is conducted against him or her for a crime, which, according to the law, entails a sentence of life imprisonment, then the person shall have a defense counsel as of his or her first questioning.

(2) The defendant shall have a counsel during the detention period, if detention has been imposed against him or her.

(3) After an indictment has been raised for a crime for which a prison sentence of ten years or a more severe sentence is proscribed in the law, the accused shall have a counsel at the time of the delivery of the indictment.

(4) The accused shall have a defense counsel during the procedure of negotiation and bargaining with the public prosecutor on the guilty plea.

(5) The defendant who is being tried in his or her absence shall have a defense counsel assigned immediately after the decision for a trial in absence has been brought.

(6) If the accused, in the cases of compulsory defense as referred to in the previous paragraphs of this Article, does not provide a counsel himself, the President of the Court shall assign a defense counsel ex officio for the further duration of the criminal procedure until the final legally valid verdict. When the accused has been assigned a counsel ex officio after the indictment has been raised, the accused shall be informed accordingly together with the act of delivery of the indictment.

Article 75

Defense of indigent persons

(1) When the conditions for mandatory defense are not met, upon his or her motion, the defendant may be assigned counsel, if, taking his or her financial situation into consideration, it is deemed that the defendant cannot bear the expenses of the defense, when required for the purpose of the interest of justice and specifically due to the severity of the crime and complexity of the case. In the motion, the defendant can indicate the preferred attorney from the list of defense counsels of the appropriate legal community.

(2) The judge of the preliminary procedure i.e. the Presiding Judge of the Trial Chamber shall rule on the motion as referred to in paragraph 1 of this Article, and the defense counsel shall be appointed by the President of the Court.

(3) The defense expenses as referred to in paragraph 1 of this Article shall be covered by the State Budget of the Republic of Macedonia.

- In The Law on Court Fees there is special Chapter (Articles 10-17) related to exemption of court fees.

- The Law on Civil procedure

Exemption from payment of the expenses for the procedure

#### Article 163

(1) The court will exempt from payment of the expenses for the procedure the party which according to its general state of wealth does not have the possibility to bear these expenses without damages to the necessary personal support and the support of its family.

(2) The exemption from payment of the expenses for the procedure includes exemption from payment of fees and exemption from depositing an advance payment for the expenses for witnesses, expert witness, for insight and for the court advertisements.

(3) The court may exempt the party only from payment of fees, if because of paying the fees the funds for supporting the party and the members of its family would significantly decrease.

(4) When making the decision for exemption from payment of the expenses for the procedure, the court will carefully evaluate all the circumstances, and it will especially take into consideration the value of the case, the number of dependants of the party, and the incomes of the parties and the members of its family.

#### Article 164

(1) The decision for exemption from payment of the expenses for the procedure is made by the court of first instance upon the proposal from the party.

(2) The party is obligated to enclose with the proposal a certificate about its state of wealth from the state revenue department.

(3) In the certificate about the state of wealth, the amount of tax paid by the household and by individual members of the household must be stated, as well as other sources of their incomes, and in general, the state of wealth of the party to which the certificate is issued.

(4) More detailed regulations for issuing certificates about the state of wealth are enacted by the revenue department that is determined with a separate regulation.

(5) When this is necessary, the court itself may ex officio also procure the necessary data and information about the state of wealth of the party which demands exemption and it may question the opposing party about this.

(6) An appeal against the court decision with which the proposal of the party is accepted is not allowed.

#### Article 165

(1) When the party is completely exempt from payment of the expenses for the procedure (Article 163 paragraph 2), upon its request, the court of first instance will determine that it be represented by an authorized agent, if this is necessary for protection of the rights of the party.

(2) The party that is assigned an authorized agent is exempt from payment of the actual expenses and award for the assigned authorized agent.

(3) The authorized agent from among the private attorneys is assigned by the president of the court.

(4) The assigned authorized agent may request to be dismissed for justified reasons. The president of the council decides on this outside of the ma in hearing, and at the hearing - the council. An appeal against the court decision with which the authorized agent is dismissed is not allowed.

(5) An appeal against the court decision with which the proposal of the party for assigning the authorized agent is accepted is not allowed.

#### Article 166

When the party is completely exempt from payment of the expenses for the procedure

(Article 163 paragraph 2), an advance payment will be made from the funds of the court for the expenses of the witnesses, expert witnesses, translators and interpreters for insight and for issuing a court advertisement, as well as the actual expenditures for the assigned authorized agent.

#### Article 167

- (1) The court of first instance may revoke the decision for exemption from payment of the expenses and for the assignment of an authorized agent during the procedure, if it determines that the party is capable to cover the expenses of the procedure. Hereby, the court will decide whether the party will compensate fully or partially also those expenses and fees from which it was exempt earlier, as well as the actual expenditures and award for the assigned authorized agent.
- (2) Primarily will be compensated the amounts paid out from the funds of the court.

Article 168

- (1) The fees and expenses paid out from the funds of the court, as well as the actual expenditures and the award of the assigned authorized agent are part of the litigation expenses.
- (2) The court will decide, according to the provisions for compensation of expenses, on the compensation of these expenses by the opposing party to the party which is exempt from payment of the expenses for the procedure.
- (3) The fees and expenses that are paid out from the funds of the court are collected ex officio by the court of first instance from the party which is obligated to compensate them.
- (4) If the opposing party to the party which is exempt from payment of the expenses for the procedure is sentenced to compensate the litigation expenses, and if it is determined that it is not in state to pay these expenses, the court may additionally determine that the expenses from paragraph 1 of this Article will be paid completely or partially by the party which is exempt from payment of the litigation expenses from what was stated in the decision. This does not interfere with the right of this party to request compensation from the opposing party for the paid amount.

Article 169

The tariff for compensation of the expenses of the civil procedure which will be incurred in the courts is determined by the Minister of Justice with sub-regulations.

**017. L'aide judiciaire prévoit-elle la couverture ou l'exonération des frais de justice ?**

- Oui
- Non
- NAP

Si oui, veuillez préciser : 1. Civil Procedure

According to the Article 163 from the Law on Civil Procedure, the court shall exempt from payment of the expenses for the procedure the party which according to its general state of wealth is not capable of bearing these expenses without damages to the necessary personal support and the support of its family. Also, the exemption from payment of the expenses for the procedure includes exemption from payment of fees and exemption from depositing an advance payment for the expenses for witnesses, expert witness, for insight and for the court advertisements.

**018. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire pour des frais relatifs à l'exécution des décisions de justice (par exemple : honoraires d'un agent d'exécution) ?**

- Oui
- Non
- NAP

Si oui, veuillez préciser :

**019. L'aide judiciaire peut-elle être allouée pour d'autres frais (différents de ceux indiqués aux**

questions 16 à 18, par exemple honoraires d'un conseiller technique ou expert, honoraires d'autres professionnels de la justice (notaires), frais de voyage, etc.) ?

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Allocation de l'aide judiciaire pour d'autres frais	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : The law on free legal aid

According to the Article 4 para 4, secondary legal aid shall be provided by lawyers in proceedings before a court, a state authority, the Pension and Disability Insurance Fund of North Macedonia, the Health Insurance Fund of North Macedonia, and persons with public authorisations in accordance with the provisions of this law.

- The Law on Criminal procedure

Article 244

Nomination of technical advisors

(1)The public prosecutor, the defendant and the defense counsel shall have the right to nominate technical advisors from the registry of court approved experts, as of rule, but not more than two of them, who will help them in the gathering of information on professional issues or to contest the expert's report.

(2)The defendant and his or her counsel, in cases and under circumstances as prescribed in this Law for defense of indigent persons as referred to in Article 75 of this Law, shall have the right to be assisted by a technical advisor who will be paid from the State Budget.

(3)A person who cannot be an expert pursuant to Article 238 of this Law may not be nominated as a technical advisor.

- The Law on Civil Procedure

Article 162, para 2

(2) The exemption from payment of the expenses for the procedure includes exemption from payment of fees and exemption from depositing an advance payment for the expenses for witnesses, expert witness, for insight and for the court advertisements.

## 2.1.2. Informations relatives à l'aide judiciaire



020. Veuillez indiquer le nombre d'affaires ayant bénéficié de l'aide judiciaire :

	Total	Affaires portées devant les tribunaux	Affaires non portées devant les tribunaux
<b>TOTAL</b>		961	
	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>En matière pénale</b>		858	
	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>En matière autre que pénale</b>		103	
	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez préciser le cas échéant : In 2018 there were 857 criminal cases referred to the court for which court granted free legal aid (compulsory defense) and 1 case referred to the court for which court granted free legal aid (Defense of indigent persons) . Additionally in the same year there were 23 civil cases referred to the court for which court granted free legal aid and 80 civil cases for which Ministry of Justice granted legal aid according to the Law on free legal aid. The number of criminal cases decreased in 2018.

021. En matière pénale, les personnes n'ayant pas les moyens financiers suffisants peuvent-elles bénéficier de l'assistance gratuite (ou financée par un budget public) d'un avocat?

	Assistance gratuite d'un avocat
<b>Personnes mises en cause</b>	( X ) Oui ( ) Non
<b>Victimes</b>	( X ) Oui ( ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : The Law on Criminal Procedure

Article 74

Compulsory defense with a defense counsel and ex-officio defense counsel

(1) If the accused is dumb, deaf or incapable to defend himself or herself successfully or if a criminal procedure is conducted against him or her for a crime, which, according to the law, entails a sentence of life imprisonment, then the person shall have a defense counsel as of his or her first questioning.

(2) The defendant shall have a counsel during the detention period, if detention has been imposed against him or her.

(3) After an indictment has been raised for a crime for which a prison sentence of ten years or a more severe sentence is proscribed in the law, the accused shall have a counsel at the time of the delivery of the indictment.

(4) The accused shall have a defense counsel during the procedure of negotiation and bargaining with the public prosecutor on the guilty plea.

(5) The defendant who is being tried in his or her absence shall have a defense counsel assigned immediately after the decision for a trial in absence has been brought.

(6) If the accused, in the cases of compulsory defense as referred to in the previous paragraphs of this Article, does not provide a counsel himself, the President of the Court shall assign a defense counsel ex officio for the further duration of the criminal procedure until the final legally valid verdict. When the accused has been assigned a counsel ex officio after the indictment has been raised, the accused shall be informed accordingly together with the act of delivery of the indictment.

Article 75

Defense of indigent persons

(1) When the conditions for mandatory defense are not met, upon his or her motion, the defendant may be assigned counsel, if, taking his or her financial situation into consideration, it is deemed that the defendant cannot bear the expenses of the defense, when required for the purpose of the interest of justice and specifically due to the severity of the crime and complexity of the case. In the motion, the defendant can indicate the preferred attorney from the list of defense counsels of the appropriate legal community.

(2) The judge of the preliminary procedure i.e. the Presiding Judge of the Trial Chamber shall rule on the motion as referred to in paragraph 1 of this Article, and the defense counsel shall be appointed by the President of the Court.

(3) The defense expenses as referred to in paragraph 1 of this Article shall be covered by the State Budget.

## 022. En matière pénale, ont-elles le libre choix de l'avocat dans le cadre de l'aide judiciaire?

	libre choix de l'avocat
<b>Personnes mises en cause</b>	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP
<b>Victimes</b>	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP

Commentaires According to the Article 75 from The law on Criminal procedure, the defendant can indicate the preferred attorney from the list of defense counsels of the appropriate legal community.

## 023-0. Votre pays procède-t-il à un examen des revenus et/ou des biens (patrimoine) du demandeur avant d'octroyer l'aide judiciaire complète ou partielle ?

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Veuillez préciser si d'autres critères sont pris en compte pour l'octroi de l'aide judiciaire et veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : According to the Article 15 of the Law on free legal aid, the following persons are eligible to apply for secondary legal aid:

- a citizen of the Republic of North Macedonia with domicile in the Republic of North Macedonia;
- a foreign national with a permit for temporary or permanent stay in the Republic of North Macedonia, or a stateless person legally staying in the Republic of North Macedonia;
- a person entitled to legal aid provided by the Republic of North Macedonia pursuant to the international treaties ratified in accordance with the Constitution of the Republic of North Macedonia; and
- asylum seekers.

\*The Law on free legal aid

## CHAPTER II. CRITERIA FOR APPROVING SECONDARY LEGAL AID

### Article 17

General criteria for approving secondary legal aid

(1) The secondary legal aid applicant (hereinafter: the applicant) shall be entitled to secondary legal aid if their financial standing prevents them from exercising their constitutional and legal rights without jeopardising their livelihood and the livelihood of the family members in their household.

(2) The financial standing of the applicant and their family members shall be established on the grounds of a written statement on their financial standing (hereinafter: the statement) provided by the legal aid applicant as part of the secondary legal aid application.

(3) The applicant shall be approved secondary legal aid if:

- they meet the income and property criteria stipulated in Article 18 and Article 19 of this law; or
- they meet the criteria stipulated as an exception for approving legal aid under Article 20 of this law.

(4) The applicant shall be approved secondary legal aid if in addition to the criteria of paragraph (3) hereof, the secondary legal aid application is justified in accordance with Article 21 of this law.

(5) If the applicant provides inaccurate information regarding their financial standing or the financial standing of their family members in the written statement on their financial standing for the purpose of having secondary legal aid approved, the secondary legal aid application shall be declined and the applicant shall not be able to file a new secondary legal aid application prior to the expiry of 12 months from the delivery of the notification.

(6) In establishing the financial standing of the applicant and their family members, the income and property of the family members who appear as an opposing party in the procedure subject to the secondary legal aid application shall not be taken into account.

### Article 18

Income requirements

(1) The financial standing of the applicant and their family members shall be considered jeopardised by the procedure costs if:

- the monthly income of the applicant living alone does not exceed the minimum net wage in the Republic of North Macedonia, set by the regulations in the area of minimum wage;
- the monthly income of the applicant living in a household with their family members does not exceed the minimum net wage of paragraph (1), item 1, hereof, and the monthly income of each subsequent family member does not exceed 20% of the minimum net wage set by the regulations in the area of minimum wage.

(2) The following is considered monthly income of the legal aid applicant and their family members:

- net wages;
- pension in the Republic of North Macedonia or abroad;
- financial benefit for unemployment;
- reported or earned net income in the Public Revenue Office;
- income from financial support in agriculture and rural development from the preceding year;
- military or civil disability;
- income from temporary work abroad;
- income from financial instruments;
- income from real estate;
- funds with a payment operations carrier;
- legal support; and
- gifts subject to corporate income tax in accordance with the provisions of the Law on Income Tax.

(3) The following is not considered income under paragraph (2) hereof:

- compensation for support and care by another person;
- parental benefit for children;
- child benefit and special benefit;
- disability benefit;
- welfare benefit;
- continuous financial aid;
- one-off financial aid and aid in kind;
- financial compensation for accommodation costs for a placed person and foster family placement compensation;
- one-off financial aid for a newborn;
- child support indexed to the rise of living costs for the previous year, released by the State Statistical Office in January for the current year;
- council housing benefit
- fees for the applicant and their family members for census work related to a census of the population, households and homes in the Republic of North Macedonia;
- stipend;
- funds approved by a competent authority for medical treatment abroad;
- benefit for persons with impaired hearing;
- benefit for persons with impaired sight and persons with impaired mobility;
- wage compensation for shorter working hours due to caring for a physically or mentally impaired child; and
- financial aid for a person with the status of an orphan without parental care up to the age of 18.

(4) When determining income as grounds for approving secondary legal aid, what shall be considered is the average monthly net income and the income listed under paragraph (2) hereof received by the legal aid applicant and the family members in their household over the six months prior to filing the secondary legal aid application.

(5) If the income cannot be established in accordance with paragraph (4) hereof due to the inconsistent monthly income of the applicant and their family members, then the calculation shall be made from the intermittent income over the 12 months prior to the month when the secondary legal aid application was filed.

#### Article 19 Asset requirements

(1) An applicant shall be approved secondary legal aid if it is established on the grounds of the submitted statement of financial standing of the applicant and their family members that:

- the applicant and their family members own only one single housing unit or a flat in a building;
- in addition to the property of item 1 hereof, the applicant and their family members also own one or more physically connected lots not exceeding 300 m<sup>2</sup> in Skopje or 500 m<sup>2</sup> in other municipalities in the Republic of North Macedonia, i.e. one or more lots with a total area of no more than 5000 m<sup>2</sup> in rural areas;
- the legal aid applicant and their family members own only one registered motor vehicle with an engine displacement under 1200 cc.

(2) Within the meaning of this law, the following shall not be considered assets:

- items exempt from enforcement in accordance with the Law on Enforcement;
- income from property that this law takes into account when determining the income of the legal aid applicant or their family members;
- a registered passenger vehicle that the applicant uses to transport a disabled household member; and
- natural non-arable land (rocky land, ravines, etc.), as well as meadows, pastures, giant reeds and marshlands of class 5, 6, 7 and 8, in accordance with the Law on the Real Estate Cadastre.

#### Article 20

##### Approving secondary legal aid

without establishing financial standing

(1) By exception to Article 18 and Article 19 of this law, secondary legal aid shall be approved without establishing the financial standing of the applicant and their family members if:

- the applicant is in a foster family, assisted living or social welfare institution, as decided by a social work centre (hereinafter: special circumstances);
- the applicant needs to initiate and be represented in a procedure before a court in order to impose interim barring orders against domestic violence; or
- the applicant finds themselves in a financial situation preventing them from ensuring the protection of their rights independently due to a natural disaster, force majeure or circumstances beyond their control.



(2) In the case of paragraph (1), items 2 and 3, hereof, secondary legal aid shall be approved only if the applicant submits a document that they have been registered as a victim of domestic violence, i.e. documents by a competent authority that they have suddenly found themselves in a financial situation that has arisen within six months prior to the month when they have applied for secondary legal aid, and if the legal matter that is subject to the secondary legal aid application is related to the fact that the secondary legal aid applicant has found themselves in the situation preventing them from protecting their rights.

Article 21

Merit of the application

(1) In assessing whether to approve secondary legal aid, in addition to the requirements under Articles 18 and 19, i.e. Article 20 of this law, it is also necessary to establish the merit of the application.

(2) An application shall be considered to be without merit in the following instances:

- when it is obvious that the application is unfounded due to the lack of legal facts as grounds for legal action;
- when there is obvious abuse of the right to free legal aid;
- the legal matter subject to the legal aid application is obviously unreasonable;
- if the expectations and claims of the applicant are clearly contrary to the outcome for issues with the same or similar facts for the same legal issues; and
- when the applicant's claims are immoral.

Article 22

Grounds to decline secondary legal aid

A secondary legal aid application shall be declined if:

- the applicant does not fall into any of the categories provided in Article 15 of this law;
- the legal matter that is subject to the secondary legal aid application is not provided as a legal matter for which secondary legal aid is approved in accordance with this law;
- the application is without merit in accordance with Article 21 of this law;
- the applicant has failed to apply for secondary legal aid timely, in accordance with Article 25, paragraph (5), of this law;
- the authority competent for handling the legal matter has helped the applicant, has advised them of the possibilities to handle it, has prepared the necessary documents for protection or has otherwise helped them, rendering secondary legal aid no longer necessary;
- the applicant has made avail of secondary legal aid previously, was then obliged by a Ministry decision to reimburse the costs for unjustified secondary legal aid, but has failed to do so in the stipulated time and amount;
- it relates to customs and tax affairs;
- it relates to an application for libel and insult;
- it relates to compensation for intangible damage, except for victims of crime, as well as death or severe disability, in accordance with the provisions of the Law on Obligations;
- relates to misdemeanours;
- relates to public and utility services stipulated in the Law on Consumer Protection and the Law on Utilities
- the cost of providing legal aid is incomparably high compared to the value of the dispute;
- the term of six months from the day of adopting a decision revoking legal aid to the applicant in accordance with Article 26, paragraph 1, item 4 of this law, has not expired;
- the term of twelve months from the day of adopting a decision revoking legal aid to the applicant in accordance with Article 26, paragraph 1, item 7 of this law, has not expired;
- the attorney has submitted a reasoned opinion that pursuing the proceedings for which secondary legal aid has been approved is without purpose, regarding the same legal matter and legal grounds; or
- property issues in an administrative procedure.

**023. Si oui veuillez indiquer ci-dessous:**

	Montant du revenu annuel (pour une personne), (en €)	Valeur des biens (patrimoine) (pour une personne), (en €)
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière pénale	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière autre que pénale	200 [ ] NA [ ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière pénale	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière autre que pénale	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP

**024. Est-il possible de refuser l'aide judiciaire pour absence de bien-fondé de l'action (par exemple pour caractère abusif de l'action en justice ou en raison de l'absence d'un éventuel succès) ?**

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez expliquer les critères concrets pour refuser l'aide judiciaire :

**025. La décision d'accorder ou de refuser l'aide judiciaire est-elle prise par :**

( ) le tribunal

( ) une instance extérieure au tribunal

( X ) une instance mixte (tribunal/organe externe)

Commentaires Both the court and the Ministry of justice. Court and the Ministry of Justice in separate procedures can grant or refuse legal aid in different procedures. Court decides according to the Law on Civil procedure and the Law on Criminal procedure, while the Ministry of Justice decide according to the provisions in the Law on free legal aid.

The aim of the the Law on free of charge legal aid is to provide equal access to the justice for citizens. The Law determines free of charge legal aid provided by the state to the parties realised by lawyers.

This Law stipulates the right to free legal aid, the procedure by which it is realised, the beneficiaries, the conditions and the way it is realised, the providers of the free legal aid, the bodies competent to decide, the protection of the right to free legal aid, the financing and supervision of its realisation, the organisation of days for free legal advice, free legal aid in over-border disputes, as well as supervision of the implementation of the provisions of this Law.

The purpose of this Law is to guarantee equal access of the citizens and of other persons defined with this Law, to institutions of the system, in order to introduce, realise, and provide effective legal aid in accordance with the principle of equal access to justice. The procedure of free legal aid is an urgent procedure.

**026. Existe-t-il un système privé d'assurance de protection juridique permettant aux personnes physiques (cela ne concerne pas les entreprises ou autres personnes morales) de financer une action en justice ?**

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez donner des indications sur le développement actuel de ce type d'assurance dans votre pays; s'agit-il d'un phénomène en progression ?

**027. La décision judiciaire peut-elle préciser la manière dont les frais de justice payés par les parties au cours de la procédure seront partagés :**

	La décision judiciaire précise le partage des frais de justice
en matière pénale	( X ) Oui ( ) Non
en matière autre que pénale	( X ) Oui ( ) Non

Commentaires This issue is regulated in Chapter 11 from the Law on Civil Procedure and Chapter 10 from the Law on Criminal Procedure (expenses of procedures).

## B1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 20 et 23 :

Sources : The Ministry of Justice and courts

## 2.2. Usagers des tribunaux et victimes

### 2.2.1. Droits des usagers et victimes

028. Existe-t-il des sites/portails Internet officiels (ex: ministère de la Justice, etc.) à partir desquels le public a accès gratuitement :

	Oui	Adresse(s) internet :
aux textes juridiques (codes, lois, règlements, etc.)	( )	( X ) www.pravda.gov.mk www.sobranie.mk, www.pravo.org.mk, www.slvesnik.com.mk www.pf.ukim.edu.mk www.stat.gov.mk www.akademik.mk
à la jurisprudence des hautes juridictions	( )	( X ) www.sud.mk
à d'autres documents (par exemple le téléchargement de formulaires, l'enregistrement en ligne)	( )	( X ) www.sud.mk

Veuillez préciser quels documents et informations sont inclus dans « à d'autres documents » : e-delivery, online forms for petitions from citizens, accreditation from journalists etc.

029. Votre système prévoit-il une obligation d'informer les parties concernant les délais prévisibles de la procédure judiciaire ?

( X ) Oui, toujours

( ) Non

( ) Oui, seulement dans quelques situations particulières

Commentaires - Si oui seulement dans quelques situations particulières, veuillez préciser :

030. Existe-t-il un système d'information spécifique, public et gratuit, pour informer et aider les

## victimes d'infractions ?

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : There is no specific state system providing information to victims of offenses. Instead, NGOs are sharing information and are providing free legal aid, legal counsel and psycho-social support and have a better approach in reaching and helping their beneficiaries. The information provided to the beneficiaries is free of charge, available and accessible to everyone, but is not in one place. Currently, there are several organizations working on the issue such as the Macedonian Young Lawyers Association that together with the SOS Children's village provide legal information, counsel and psycho-social support for victims of violent crimes via phone, e-mail, the web page <http://pristadopravda.mk/> and in their offices. These two organizations through an EU funded project are trying to set standards and regulations for developing a national system for the provision of legal information and psychosocial support to victims of violent crimes. La Strada - Open Gate is another NGO that provides information, but specifically to victims of human trafficking. They have a special SOS line and a shelter for these victims <http://lastrada.org.mk/servis-sos-linija/>. Worth mentioning are also organizations such as EHO Shtip, Forum Tetovo, ESE, ([http://www.semejnonasilstvo.org.mk/Root/mak/centri\\_za\\_pravna\\_pomos\\_mak.asp](http://www.semejnonasilstvo.org.mk/Root/mak/centri_za_pravna_pomos_mak.asp)) Stanica P.E.T from Prilep, the Helsinki Committee in Macedonia, the First Family Center of HERA and the National Network to end violence against women "Voice against Violence" <http://www.glasprotivnasilstvo.org.mk/en/>. The Network has developed a web page for reporting incidents and violence <http://www.reagiraj-bidibezbedna.mk/>. Many of these organization provide free legal aid and counsel to the victims, some of them provide psycho-social support. We have to mention that the Ombudsman of the Republic of North Macedonia also provides certain support and information to beneficiaries addressing its offices, but they also do not have a specific victim support service. - In Law on justice for children there are provisions that guarantee right of children to be informed for their rights guaranteed by this law and ratified international conventions.

- The Law on Criminal Procedure

Article 53

Victim's rights

(1) The victim of a crime shall have the following rights:

- 1) to participate in the criminal procedure as an injured party by joining the criminal prosecution or for the purpose of a legal property claim for damages;
- 2) to get special care and attention by the bodies and entities that participate in the criminal procedure; and
- 3) to get an effective psychological and other professional assistance and support by bodies, institutions and organizations that provide for help to crime victims.

(2) The police, the public prosecutor and the court shall act with special care towards the victims of criminal offenses, advising them of their rights as referred to in paragraph 1 of this Article and Articles 54 and 55 of this Law and they shall take care of their interests when making decisions for criminal prosecution of the accused, i.e. when undertaking actions during the criminal procedure when the victim has to be present in person, when they have to draft an official note or record.

(3) In accordance with the special regulations, any victim of a crime, which entails a prison sentence of at least four years, shall have the right to:

- 1) get a councilor paid by the state budget before giving a statement, i.e. declaration or filing the legal-property claim, if the victim has serious psycho-physical impairment or if there are serious consequences as a result of the crime; and
- 2) be compensated for material and non-material damages from a state fund, under conditions and in a manner as prescribed in a separate law, if the damage caused cannot be compensated from the convicted person.

Article 54

Special rights of victims of vulnerable categories of victims

(1) The victims shall have the right to special measures of process protection when giving statement or being interrogated during all stages of the procedure:

- 1) if, at the time when giving the statement, the victim is less than 18 years of age;
- 2) if giving a statement or an answer to a certain question would mean exposing themselves or another close person to a serious threat for their life, health or physical integrity (endangered victims);
- 3) if, because of their age, the nature and consequences of the crime, the physical or psychological disability or another significant health condition, the social or cultural history, family circumstances, religious beliefs and the ethnic affiliation of the victim, the behavior of the

defendant, members of the defendant's family or friends towards the victim, there might be harmful consequences for their psychological or physical health or if it has a negative effect on the quality of the statement provided (especially vulnerable victims).

(2) The special measures of process protection shall be determined by the court, upon proposal from the public prosecutor or the victim, or upon its own initiative, when it is necessary to protect the endangered and especially vulnerable victims.

(3) When deciding on the determination of the special measures of process protection referred to in paragraph 2 of this Article, the court shall have to take into account the victim's will.

(4) The court shall have to assign special measures of process protection in the cases as referred to in paragraph 1, item 1 of this Article:

- 1) when a child victim has a need for special care and protection; or
- 2) when the child is a human trafficking victim, victim of violence or sexual abuse.

(5) In cases as referred to in paragraph 4, individually or along with another special measure of protection, the court has to ask for a video and audio recording of the statement and interrogation of the child, so that it can be used as evidence in the procedure. In exceptional cases, because of newly established circumstances in the case, the court may order additional interview of the child victim, once more at the most, through the use of technical means of communication.

(6) The manner of implementation of the special measures of process protection of child victims is regulated with a separate law.

#### Article 55

Special rights of victims of crimes against gender freedom and gender morality, humanity and international law

(1) Apart from the rights established in Article 53, the victim of crimes against gender freedom and gender morality, humanity and international law, shall also have the following rights:

- 1) before the interrogation, to speak to a counselor or a proxy free of charge, if he or she participates in the procedure as an injured party;
- 2) to be interrogated by a person of the same gender in the police and the public prosecution office;
- 3) to refuse to answer questions that refer to the victim's personal life, if those are not related to the crime;
- 4) to ask for an examination with the use of visual and audio means in a manner established in this Law; and
- 5) to ask for an exclusion of the public at the main hearing.

(2) The court, the Public Prosecutions Office and the police shall be obliged to advise the victim of his or her rights referred to in paragraph 1 of this Article, prior to the very first examination at the latest and to prepare an official note or record accordingly.

### 031. Existe-t-il des modalités favorables particulières applicables aux catégories de personnes vulnérables suivantes, au cours des procédures judiciaires ?

	Dispositif d'information	Modalités particulières pour les auditions	Autres modalités particulières
<b>Victimes de violence sexuelle/viol</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Victimes du terrorisme</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Mineurs (témoins ou victimes)</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Victimes de violence domestique</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Minorités ethniques</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Personnes handicapées</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Délinquants mineurs</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Autres (par exemple, les victimes de la traite des êtres humains, mariage forcé, mutilation sexuelle)</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non

Commentaires - Si « autres personnes vulnérables » et/ou « autres modalités particulières », veuillez préciser : The Law on Criminal

## Procedure

### Article 53

#### Victim's rights

(1) The victim of a crime shall have the following rights:

- 1) to participate in the criminal procedure as an injured party by joining the criminal prosecution or for the purpose of a legal property claim for damages;
- 2) to get special care and attention by the bodies and entities that participate in the criminal procedure; and
- 3) to get an effective psychological and other professional assistance and support by bodies, institutions and organizations that provide for help to crime victims.

(2) The police, the public prosecutor and the court shall act with special care towards the victims of criminal offenses, advising them of their rights as referred to in paragraph 1 of this Article and Articles 54 and 55 of this Law and they shall take care of their interests when making decisions for criminal prosecution of the accused, i.e. when undertaking actions during the criminal procedure when the victim has to be present in person, when they have to draft an official note or record.

(3) In accordance with the special regulations, any victim of a crime, which entails a prison sentence of at least four years, shall have the right to:

- 1) get a councilor paid by the state budget before giving a statement, i.e. declaration or filing the legal-property claim, if the victim has serious psycho-physical impairment or if there are serious consequences as a result of the crime; and
- 2) be compensated for material and non-material damages from a state fund, under conditions and in a manner as prescribed in a separate law, if the damage caused cannot be compensated from the convicted person.

### Article 54

#### Special rights of victims of vulnerable categories of victims

(1) The victims shall have the right to special measures of process protection when giving statement or being interrogated during all stages of the procedure:

- 1) if, at the time when giving the statement, the victim is less than 18 years of age;
- 2) if giving a statement or an answer to a certain question would mean exposing themselves or another close person to a serious threat for their life, health or physical integrity (endangered victims);
- 3) if, because of their age, the nature and consequences of the crime, the physical or psychological disability or another significant health condition, the social or cultural history, family circumstances, religious beliefs and the ethnic affiliation of the victim, the behavior of the defendant, members of the defendant's family or friends towards the victim, there might be harmful consequences for their psychological or physical health or if it has a negative effect on the quality of the statement provided (especially vulnerable victims).

(2) The special measures of process protection shall be determined by the court, upon proposal from the public prosecutor or the victim, or upon its own initiative, when it is necessary to protect the endangered and especially vulnerable victims.

(3) When deciding on the determination of the special measures of process protection referred to in paragraph 2 of this Article, the court shall have to take into account the victim's will.

(4) The court shall have to assign special measures of process protection in the cases as referred to in paragraph 1, item 1 of this Article:

- 1) when a child victim has a need for special care and protection; or
- 2) when the child is a human trafficking victim, victim of violence or sexual abuse.

(5) In cases as referred to in paragraph 4, individually or along with another special measure of protection, the court has to ask for a video and audio recording of the statement and interrogation of the child, so that it can be used as evidence in the procedure. In exceptional cases, because of newly established circumstances in the case, the court may order additional interview of the child victim, once more at the most, through the use of technical means of communication.

(6) The manner of implementation of the special measures of process protection of child victims is regulated with a separate law.

### Article 55

#### Special rights of victims of crimes against gender freedom and gender morality, humanity and international law

(1) Apart from the rights established in Article 53, the victim of crimes against gender freedom and gender morality, humanity and international law, shall also have the following rights:

- 1) before the interrogation, to speak to a counselor or a proxy free of charge, if he or she participates in the procedure as an injured party;
- 2) to be interrogated by a person of the same gender in the police and the public prosecution office;
- 3) to refuse to answer questions that refer to the victim's personal life, if those are not related to the crime;
- 4) to ask for an examination with the use of visual and audio means in a manner established in this Law; and
- 5) to ask for an exclusion of the public at the main hearing.

(2) The court, the Public Prosecutions Office and the police shall be obliged to advise the victim of his or her rights referred to in paragraph 1 of this Article, prior to the very first examination at the latest and to prepare an official note or record accordingly.

### **031-1. Les mineurs peuvent-ils être parties à une procédure judiciaire :**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser pour quelles procédures (civile, pénale, administrative/procédure normale ou accélérée) et à quelles conditions (les mineurs peuvent-ils bénéficier de l'aide judiciaire, d'un avocat, etc.) : According to the article 39 from the Law on free legal aid, The Ministry of Justice reimburses the costs of mediation for child in cases where the court decides that it is mandatory in accordance with the Law on Juvenile Justice.

The child has right for free legal aid in the procedure before Centar for social protection in the procedure of restorative justice.

The Law on criminal procedure

Article 59

Proposal for criminal prosecution or private action filed on behalf of a minor

(1) On behalf of minors and persons that are fully incapacitated to work, the criminal prosecution proposal or the personal legal action shall be submitted by their legal representative.

(2) Minors who have already turned eighteen years of age may submit proposals or private actions themselves.

Article 66

Minor as an injured party

(1) If the injured party is a minor or a person that is fully incapacitated to work, his or her legal representative shall be authorized to give all statements and to undertake all actions for which, according to this Law, the authority belongs to the injured party.

(2) Any injured party who is older than eighteen (18) years of age shall be authorized to give statements and take actions during the procedure on his or her own.

### **032. Votre pays dispose-t-il d'une procédure d'indemnisation des victimes d'infractions ?**

Oui, veuillez préciser pour quels types d'infractions : .....

Non

Commentaires

#### **032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?**

Oui

Non

Commentaires According to the new Law on the Criminal Procedure, fund for compensation of victims shall be established. This matter will be regulated by separate law. Competent authority that will decide for victims` compensation will be Commission for compensation.

In the Law on justice for children there are provisions that guarantee the right for children (victims of crime) for compensation of damages in accordance with the Programme for reimbursement for damages adopted by the Minister of justice.

According to this provision in 2018 the Minister of justice adopted the programme and allocated appropriate funds for its realisation.

In practice victims still does not receive compensation by state fund. Draft Law for victims` compensation was drafted and it is expected that soon it will enter in the procedure for its adoption. According to the draft, compensation will be allocated for violent criminal offences.

### 033. Si oui, cette indemnisation provient-elle :

- d'un dispositif avec des fonds publics
- des dommages et intérêts à payer par la personne responsable
- d'un dispositif avec des fonds privés

Commentaires According to the new Law on the Criminal Procedure, fund for compensation of victims shall be established. This matter will be regulated by separate law. The law is under preparation.

### 034. Existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement des dommages et intérêts octroyés aux victimes par les juridictions ?

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez illustrer avec des données disponibles concernant le taux de recouvrement, le nom des études, la fréquence des études et l'organe responsable : There are no such studies that we know of. There are several studies and reports for the right to compensation published by La Strada - Open Gate Macedonia. In attach are the links to these publications: - <http://lastrada.org.mk/wp-content/uploads/2019/04/%D0%9F%D0%A0%D0%90%D0%92%D0%9E-%D0%9D%D0%90-%D0%9A%D0%9E%D0%9C%D0%9F%D0%95%D0%9D%D0%97%D0%90%D0%A6%D0%98%D0%88%D0%90-%D0%9D%D0%90-%D0%A2%D0%A0%D0%93%D0%A3%D0%92%D0%90%D0%9D%D0%98%D0%A2%D0%95-%D0%9B%D0%98%D0%A6%D0%90-%D0%92%D0%9E-%D0%A0%D0%9C-20111.pdf> - <http://lastrada.org.mk/wp-content/uploads/2019/04/%D0%90%D0%BD%D0%B0%D0%BB%D0%B8%D0%B7%D0%B0-%D0%B4%D1%80%D0%B6%D0%B0%D0%B2%D0%B5%D0%BD-%D1%84%D0%BE%D0%BD%D0%B4-.pdf> - <http://lastrada.org.mk/wp-content/uploads/2019/04/%D0%9E%D0%B1%D0%B5%D1%81%D1%88%D1%82%D0%B5%D1%82%D1%83%D0%B2%D0%B0%D1%9A%D0%B5-%D0%BD%D0%B0-%D0%B6%D1%80%D1%82%D0%B2%D0%B8%D1%82%D0%B5.pdf>

### 035. Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des victimes (protection et assistance) ?

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : In the Witness protection law victims are included when they appear as witnesses. In this case they can conclude agreement with Witness Protection Unit which shall provide protection and assistance. Among others, public prosecutor have right to initiate non - procedural measures for protection of the victims. Moreover, the Public prosecutor of the Republic of Macedonia has the competence to put such proposal before the Witness Protection Council. Victims are also being provided with special procedural rights during the criminal procedure as defined in the Law on Criminal Procedure. According to the Law on Criminal Procedure the special measures of process protection shall be determined by the court, upon proposal from the public prosecutor or the victim, or upon its own initiative, when it is necessary to protect the endangered and especially vulnerable victims.

### 036. Les victimes d'infractions peuvent-elles contester une décision du procureur de classer une affaire ? Veuillez vérifier la cohérence de votre réponse avec celle de la question 105 qui traite de la possibilité pour un procureur "de classer une affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge". (La réponse NAP signifie que le procureur ne peut pas décider de classer une affaire de son propre chef. Une décision d'un juge est nécessaire.)

- Oui



( ) Non

[ ] NAP

Commentaires - Le cas échéant, veuillez préciser : Victims have right for dispute a public prosecutor's decision to discontinue a case that is submitted to the High public prosecution office.

### 037. Existe-t-il un système d'indemnisation pour les usagers dans les circonstances suivantes :

	Nombre de demandes d'indemnisation	Nombre de condamnations	Montant total (in €)
<b>Total</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	582 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	151 955 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Durée excessive de la procédure</b>	307 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	572 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	73 998 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Non-exécution des décisions de justice</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>Arrestation injustifiée</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	9 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	51 846 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Condamnation injustifiée</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	26 111 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Autre</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Le cas échéant, veuillez fournir des renseignements concernant la procédure d'indemnisation et la méthode de calcul du montant de l'indemnisation (par exemple, le tarif journalier pour une arrestation ou une condamnation injustifiée) : 1. In line with the responsibilities for implementation of the standards for the right of trial in a reasonable time frame, according to the European Convention on Human Rights, and the priority to decrease of the number of applications from RM on the basis of article 6, before the ECHR, the Law on courts from 2006 and the Amendments to the Law on courts provide sole jurisdiction to trial on claims for protection of the right to a trial in a reasonable time frame for the Supreme Court of RM. Hence, in April 2009 the Department for Processing of Cases within Reasonable Time was established, in line with the Working Schedule of the Supreme Court of RM. Additionally, Law on enforcement of ECHR decisions and Law for legal representation of RM before ECHR were adopted in order to establish efficient system for enforcement of the ECHR decisions.

2. The Law on Criminal procedure defines the procedure for damage compensation, rehabilitation and for realisation of other rights of persons who are convicted and arrested on unjustified grounds or unlawfully.

### 2.2.2. Confiance et satisfaction des citoyens dans leur système de justice

038. Votre pays a-t-il mis en place des enquêtes auprès des professionnels de la justice et des usagers des tribunaux pour mesurer leur confiance dans la justice et leur degré de satisfaction par rapport au service rendu ? Si oui, à quelles fréquences et à quels niveaux ?

	Au niveau national	Au niveau des tribunaux
<b>1. Enquêtes auprès des juges</b>	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc

2. Enquêtes auprès du personnel des tribunaux	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
3. Enquêtes auprès des procureurs	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
4. Enquêtes auprès des avocats	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
5. Enquêtes auprès des parties	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
6. Enquêtes auprès d'autres usagers des tribunaux (par exemple jurés, témoins, experts, interprètes, représentants des agences gouvernementales, ONG)	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
7. Enquêtes auprès des victimes	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
8. Autre(s) enquête(s) non mentionnée(s)	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc

Commentaires - Veuillez indiquer les références et les liens vers les enquêtes de satisfaction citées : These surveys are carried out by international projects, NGO`s, and Association of Judges.

**040. Existe-t-il un dispositif national ou local permettant de déposer une plainte concernant le fonctionnement du système judiciaire ? (par exemple le traitement d'une affaire par un juge ou la durée d'une procédure)**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

**041. Si oui veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :**

	Autorité compétente pour traiter de la plainte	Existence d'un délai pour cette autorité pour traiter la plainte
Tribunal concerné	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Instance supérieure	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

<b>Ministère de la Justice</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Conseil supérieur de la magistrature</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Autres organisations extérieures (ex. médiateur)</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non

Commentaires According to Article 31 from the Law on Judicial Council, this body has the competence to examine the complaints by citizens on the work of the judges, presidents of the courts and courts.

According to the Article 83 from the Law on the Courts, the Ministry of Justice has competence to examine the complaints by citizens on the work of the courts related to the delay of court proceedings as well as on the work of court services.

According to Article 12 from the Law on the Ombudsman, the Ombudsman shall undertake actions and measures for protection against the unjustified delay of court proceedings or unconscientious and irresponsible performance of the work of court's services, hence not infringing the principles of independence and autonomy of the judicial authority.

### 041-1. Si oui, veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

	Nombre de plaintes	Montant des indemnités accordées
<b>Tribunal concerné</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>Instance supérieure</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>Ministère de la Justice</b>	268 [ ] NA [ ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>Conseil supérieur de la magistrature</b>	754 [ ] NA [ ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>Autres organisations extérieures (ex. médiateur)</b>	945 [ ] NA [ ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP

Commentaires - Si possible, veuillez donner des informations sur l'efficacité de cette procédure de plainte et veuillez indiquer tout commentaire utile :

## 3. Organisation des tribunaux

### 3.1. Tribunaux

#### 3.1.1. Nombre de tribunaux

042. Nombre de tribunaux considérés comme entités juridiques (structures administratives) et implantations géographiques.

	Nombre de tribunaux
42.1 Tribunaux de droit commun de 1ère instance (entités juridiques)	25 [ ] NA [ ] NAP

42.2 Tribunaux spécialisés de 1ère instance (entités juridiques)	3 [ ] NA [ ] NAP
42.3 Tous les tribunaux (implantations géographiques) (ce chiffre inclut les tribunaux de droit commun de 1ère instance, les tribunaux spécialisés de 1ère instance, tous les tribunaux de seconde instance et cours d'appels et toutes les cours suprêmes)	34 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires Specialised first instance courts: Basic Criminal Court Skopje, Basic Civil Court Skopje and Administrative court  
Specialised second instance court: High Administrative Court

#### 043. Nombre (entités juridiques) de tribunaux spécialisés (ou ordre judiciaire spécifique) de 1ère instance

	Nombre de tribunaux
Total (il doit correspondre au nombre indiqué à la question 42.2)	3 [ ] NA [ ] NAP
Tribunaux commerciaux (à l'exclusion des tribunaux de faillites)	[ ] NA [ X ] NAP
Tribunaux des faillites	[ ] NA [ X ] NAP
Tribunaux du travail	[ ] NA [ X ] NAP
Tribunaux des affaires familiales	[ ] NA [ X ] NAP
Tribunaux des affaires locatives (tribunaux des baux)	[ ] NA [ X ] NAP
Tribunaux de l'exécution des sanctions pénales	[ ] NA [ X ] NAP
Tribunaux en matière de lutte contre le terrorisme, le crime organisé ou la corruption	[ ] NA [ X ] NAP
Tribunaux en matière de contentieux de l'Internet	[ ] NA [ X ] NAP
Tribunaux administratifs	1 [ ] NA [ ] NAP
Tribunaux des assurances et/ou de la sécurité sociale	[ ] NA [ X ] NAP
Tribunaux militaires	[ ] NA [ X ] NAP

Autres tribunaux spécialisés de 1ère instance

2

NA

NAP

Commentaires - Si « autres tribunaux spécialisés de 1ère instance », veuillez donner des précisions : Other - Basic Criminal Court Skopje, Basic Civil Court Skopje

**044. Une réforme dans la structure des tribunaux est-elle envisagée [par exemple une diminution du nombre de tribunaux (implantations géographiques) ou une réforme de la compétence des tribunaux] ?**

Oui

Non

Commentaires - Veuillez préciser : According to the Strategy for the reform of Judicial Sector adopted by the Government in November 2017, the following measure is defined in the Action Plan for the implementation of the Strategy: "Analysis of the court network and the number of courts in order to optimise the number of courts through amendments to the Law on the Courts."

**045. Nombre de tribunaux de 1ère instance (implantations géographiques) compétents pour une affaire concernant :**

	Nombre de tribunaux
le recouvrement d'une petite créance	26 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
le licenciement	26 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
le vol avec violence	26 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
faillite	15 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires There are 14 basic courts with extended competence, 9 basic courts with basic competence and the Basic Criminal Court Skopje, Basic Civil Court Skopje.

**045-1. Votre définition d'une petite créance est elle similaire à celle fournie dans la Note explicative ?**

Oui

Non

Commentaires - Si ce n'est pas le cas, veuillez préciser votre définition d'une petite créance : In 2015 the Parliament adopted amendments on the Law on Civil Procedure which increase the amount of small claims to 600.000 Denars (9756 Euro). That provision started to be implemented from February 2016.

In 2017 the Center for Legal Research and Analysis prepared the analysis "Economic Value on Civil Petty Cases". This publication contains deep cost benefit analysis of all aspects of small claims. The publication is available on the following web site:

<http://cpia.mk/media/files/ekonomska-opravnost-na-sporovite-od-mala-vrednost.pdf>

**045-2. Veuillez indiquer le montant en € d'une petite créance :**

**C. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 42, 43 et 45:**

Sources : Q 45 - The Law on Courts  
Q 45-1,2 - The Law on Civil Procedure

**3.2. Personnel des tribunaux****3.2.1. Juges et personnels non-juges**

**046. Nombre de juges professionnels siégeant en juridiction (si possible au 31 décembre de l'année de référence). (Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes permanents effectivement occupés, pour tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées.)**

	Total	Hommes	Femmes
<b>Nombre total de juges professionnels (1 + 2 + 3)</b>	511 [ ] NA [ ] NAP	207 [ ] NA [ ] NAP	304 [ ] NA [ ] NAP
<b>1. Nombre de juges professionnels de première instance</b>	385 [ ] NA [ ] NAP	146 [ ] NA [ ] NAP	239 [ ] NA [ ] NAP
<b>2. Nombre de juges professionnels dans les cours d'appel (2ème instance)</b>	101 [ ] NA [ ] NAP	44 [ ] NA [ ] NAP	55 [ ] NA [ ] NAP
<b>3. Nombre de juges professionnels dans les cours suprêmes</b>	19 [ ] NA [ ] NAP	8 [ ] NA [ ] NAP	11 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : In row 1. - Number of first instance professional judges there are counted judges in all 27 basic courts and judges in Administrative court.

In row 2. - Number of second instance professional judges there are counted judges in all 4 appellate courts and judges in High Administrative court.

**047. Nombre de présidents de tribunaux (juges professionnels).**

	Total	Hommes	Femmes
<b>Nombre total de président(e)s de juridictions (1 + 2 + 3)</b>	34 [ ] NA [ ] NAP	23 [ ] NA [ ] NAP	11 [ ] NA [ ] NAP
<b>1. Nombre de président(e)s de tribunaux de première instance</b>	28 [ ] NA [ ] NAP	20 [ ] NA [ ] NAP	8 [ ] NA [ ] NAP

<b>2. Nombre de président(e)s de cours d'appel (2ème instance)</b>	5 [ ] NA [ ] NAP	2 [ ] NA [ ] NAP	3 [ ] NA [ ] NAP
<b>3. Nombre de président(s) de cours suprêmes</b>	1 [ ] NA [ ] NAP	1 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires In row 1. - Number of first instance court presidents there are counted presidents in all 27 basic courts and in Administrative court.

In row 2. - Number of second instance court presidents there are counted presidents in all 4 appellate courts and in High Administrative court.

**048. Nombre de juges professionnels exerçant à titre occasionnel et rémunérés comme tel (si possible au 31 décembre de l'année de référence):**

	Donnée
<b>Donnée brute</b>	[ ] NA [X] NAP
<b>Donnée en équivalent temps plein</b>	[ ] NA [X] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation de la réponse à cette question :

**048-1. Ces juges professionnels siégeant occasionnellement traitent-ils une partie importante des affaires ?**

( ) Oui Si oui, veuillez apporter des précisions quant aux types d'affaires et une estimation en pourcentage.

.....

( ) Non

[X] NAP

Commentaires

**049. Nombres de juges non professionnels, non rémunérés, percevant, le cas échéant, un simple défraiement (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (y compris les "lay judges" ou juges consulaires ; mais les arbitres ou les jurés sont exclus de cette donnée) :**

	Donnée
<b>Donnée brute</b>	325 [ ] NA [ ] NAP
<b>Donnée en équivalent temps plein</b>	269 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires Lay Judges are elected by the Court Council. Conditions for their election are defined in the Law on Courts. Discrepancy comment: new appointment of lay judges and some of the lay judges left the position according to the law provisions

**049-1. Si de tels juges non professionnels existent en première instance dans votre pays, veuillez préciser pour quels types d'affaires :**

	Oui	Non	Echevinage
affaires pénales (infractions graves)	( )	( )	( X )
affaires pénales (infractions mineures)	( )	( X )	( )
affaires familiales	( )	( )	( X )
affaires de droit du travail	( )	( )	( X )
affaires de droit social	( )	( )	( X )
affaires commerciales	( )	( )	( X )
affaires de faillite	( )	( X )	( )
autre affaires civiles	( )	( X )	( )

NAP

Commentaires - Si autre, veuillez préciser :

**050. Votre système judiciaire prévoit-il un jury de jugement avec une participation des citoyens ?**

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires

**050-1. Si oui, pour quell(s) type(s) d'affaire(s) ?**

affaires pénales

affaires autres que pénales

Commentaires

**051. Veuillez indiquer le nombre de citoyens ayant participé à de tels jurys pour l'année de référence ?**

[            ]

NA

NAP

Commentaires

**052. Nombre de personnel non-juge travaillant dans les tribunaux (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents effectivement occupés).**

Total	Hommes	Femmes



<b>Nombre total de personnel non juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5)</b>	2 243 [ ] NA [ ] NAP	865 [ ] NA [ ] NAP	1 378 [ ] NA [ ] NAP
<b>1. Rechtspfleger (ou organes équivalents) chargés de tâches juridictionnelles ou para-juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours.</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>2. Personnels non juges chargés d'assister les juges à l'instar des greffiers (préparation des dossiers, assistance à l'audience, tenue des procès verbaux, aide à la préparation de la décision)</b>	595 [ ] NA [ ] NAP	209 [ ] NA [ ] NAP	386 [ ] NA [ ] NAP
<b>3. Personnels chargés de tâches relatives à l'administration et la gestion des tribunaux (gestion des ressources humaines, gestion des moyens matériels y compris de l'informatique, gestion financière et budgétaire, gestion de la formation)</b>	1 317 [ ] NA [ ] NAP	415 [ ] NA [ ] NAP	902 [ ] NA [ ] NAP
<b>4. Personnels techniques</b>	137 [ ] NA [ ] NAP	51 [ ] NA [ ] NAP	86 [ ] NA [ ] NAP
<b>5. Autres personnels non juges</b>	194 [ ] NA [ ] NAP	190 [ ] NA [ ] NAP	4 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires - Si « autres personnels non juges », veuillez préciser : Row 2 consists only law clerk that is responsible for helping the judges in drafting decisions, while other categories such case file preparation, assistance during the hearing, court recording are presented in row 3.

Under row 5. Other non-judge staff" there are presented data for court police.

**052-1. Nombre de personnel non-juge par instance (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents effectivement occupés)**

	Total	Hommes	Femmes
<b>Total de personnel non- juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3)</b>	2 243 [ ] NA [ ] NAP	865 [ ] NA [ ] NAP	1 378 [ ] NA [ ] NAP
<b>1. Total de personnel non- juge auprès des tribunaux de première instance</b>	1 937 [ ] NA [ ] NAP	775 [ ] NA [ ] NAP	1 155 [ ] NA [ ] NAP
<b>2.Total de personnel non- juge auprès des cours d'appel (2ème instance)</b>	233 [ ] NA [ ] NAP	72 [ ] NA [ ] NAP	173 [ ] NA [ ] NAP
<b>3.Total de personnel non- juge auprès des cours suprêmes</b>	68 [ ] NA [ ] NAP	18 [ ] NA [ ] NAP	50 [ ] NA [ ] NAP

**053. S'il existe dans votre système judiciaire la fonction de Rechtspfleger (ou organes équivalents), veuillez préciser dans quels domaines ils interviennent :**

- pour l'aide judiciaire
- en matière familiale
- pour les ordres de paiement
- pour les affaires liées aux registres (affaires liées au registre foncier et/ou au registre du commerce)
- exécution des affaires civiles
- exécution des affaires pénales
- autres types d'affaires non mentionnés (veuillez préciser en commentaire)
- pour les affaires non contentieuses
- NAP

Commentaires - Veuillez brièvement décrire leur statut et leurs fonctions :

**054. Les tribunaux ont-ils délégué certains services relevant de leur responsabilité à un service externe ?**

- Oui
- Non

Commentaires

**054-1. Si oui, veuillez préciser quels services ont été externalisés :**

- la maintenance informatique
- la formation du personnel
- la sécurité
- les archives
- le nettoyage
- autres types de services (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**C1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 46, 47, 48, 49 et 52**

Sources : Judicial Council  
Court Budget Council

**3.3. Ministère public**

**3.3.1. Procureurs et personnel**



**055. Nombre de procureurs (au 31 décembre de l'année de référence). Veuillez fournir**

l'information en équivalent temps plein et pour des postes permanents effectivement occupés, pour tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées .

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de procureurs (1 + 2 + 3)	185 [ ] NA [ ] NAP	82 [ ] NA [ ] NAP	103 [ ] NA [ ] NAP
1. Nombre de procureurs auprès des tribunaux de première instance	148 [ ] NA [ ] NAP	60 [ ] NA [ ] NAP	88 [ ] NA [ ] NAP
2. Nombre de procureurs auprès des cours d'appel (2ème instance)	28 [ ] NA [ ] NAP	15 [ ] NA [ ] NAP	13 [ ] NA [ ] NAP
3. Nombre de procureurs auprès des cours suprêmes	9 [ ] NA [ ] NAP	7 [ ] NA [ ] NAP	2 [ ] NA [ ] NAP

Veillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus :

### 056. Nombre de chefs des ministères publics.

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de chefs de ministères publics (1 + 2 + 3)	28 [ ] NA [ ] NAP	19 [ ] NA [ ] NAP	9 [ ] NA [ ] NAP
1. Nombre de chefs de ministères publics auprès de tribunaux de première instance	23 [ ] NA [ ] NAP	15 [ ] NA [ ] NAP	8 [ ] NA [ ] NAP
2. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours d'appel (2ème instance)	4 [ ] NA [ ] NAP	3 [ ] NA [ ] NAP	1 [ ] NA [ ] NAP
3. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours suprêmes	1 [ ] NA [ ] NAP	1 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP

Veillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus :

### 057. D'autres personnes ont-elles des fonctions comparables à celles des procureurs ?

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser leurs titres et fonctions :

#### 057-1. Veuillez préciser leur nombre (en équivalent temps plein) :

[            ]  
[ ] NA

#### 059. Si oui, est-ce que leur nombre est inclus dans le nombre de procureurs que vous avez indiqué à la question 55 ?

( ) Oui

Non

NAP

Commentaires

**059-1. Les Parquets disposent-ils de procureurs spécifiquement formés en matière de violence domestique et violence sexuelle ?**

Oui

Non

Commentaires In the Academy for judges and prosecutors are organised a lot of training activities in the field of domestic and sexual violence.

**060. Nombre de personnel (non procureurs) rattaché au ministère public (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (sans le nombre de personnels non juges, v. question 52)(répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents effectivement pourvus)**

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de personnel (non procureurs) rattaché au ministère public	477 <input type="checkbox"/> NA	153 <input type="checkbox"/> NA	324 <input type="checkbox"/> NA

Commentaires In presented data is included the staff of the Special Public Prosecution Office (91 employees). It should also be noted that in this number is not included investigators that work for public prosecutors as judicial police and they are employed mostly by the Ministry of the interior, Financial Police and Custom Office (23 investigators).

**C2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 55, 56 et 60**

Sources : Public Prosecution Office

**3.4.Parité hommes/femmes**

**3.4.1 Dispositions particulières pour faciliter la parité**

**061-2. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de recrutement :**

	Oui, veuillez préciser	Non
des juges	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
des procureurs	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
du personnel non-juge	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
des avocats	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

des notaires	( )	( X )
des agents d'exécution	( )	( X )

[ ] NA

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser :

**061-3. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de promotion :**

	Oui, veuillez préciser	Non
des juges	( )	( X )
des procureurs	( )	( X )
du personnel non-juge	( )	( X )
des avocats	( )	( X )
des notaires	( )	( X )
des agents d'exécution	( )	( X )

[ ] NA

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires . Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser :

**3.4.2 Au niveau national**

**061-4. Disposez-vous, au niveau national, d'une ou de plusieurs enquêtes ou rapports récents concernant, en tout ou partie, la répartition hommes/femmes au sein du système judiciaire concernant :**

	Oui	Non
les juges	( X )	( )
les procureurs	( X )	( )
le personnel non-juge	( X )	( )
les avocats	( X )	( )
les notaires	( X )	( )
les agents d'exécution	( X )	( )

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Pouvez-vous nous en préciser

les références ou le lien internet pour accéder à ce(s) document(s), ou nous le/les adresser ? Within the framework of the regular reporting for the implementation of the conventions, survey for distribution males/females in the judiciary is elaborated.


**061-5. Existe-t-il un programme national ou un document d'orientation visant à promouvoir l'égalité hommes/femmes dans le système judiciaire ?**

Oui

Non

Pièces-jointes

 1 ZEM eng.doc

 1 strategy\_ Gender Equality 2013-2020 eng.doc

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Pouvez-vous nous en préciser les références ou indiquer le lien internet pour accéder à ce(s) document(s), ou nous le/les adresser ? There is a Law for the promotion of equal rights between woman and man which contains special measures for improvement of equality between woman and man in the judiciary. In addition to that, the Law prescribes that every 8 years the Strategy for gender equality will be adopted.

**061-6. Existe-il au niveau national une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances)/une institution spécialement chargée des questions d'égalité hommes/femmes dans le système de justice concernant :**

	Oui, veuillez préciser	Non
le recrutement des juges	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
la promotion des juges	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
le recrutement des procureurs	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
la promotion des procureurs	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
le recrutement du personnel non-juge	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
la promotion du personnel non-juge	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

Commentaires - Si cela concerne une autre situation que celle du recrutement ou de la promotion, veuillez préciser. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires In the Ministry of labor and social policy exists legal representative for the protection of equal rights between the woman and man. In addition to this, there is a protection provided by the Ombudsman, Commission for Anti-discrimination and regular court.

**061-6-1. Veuillez préciser le texte qui met en place cette personne/institution :**

(titre, date, nature du texte) Article 21 from the Law on equal rights between woman and man.

[ ] NAP

**061-6-2. Veuillez préciser le statut de cette personne/institution :**

(par ex. indépendante, rattachée au ministère de la justice, à un Conseil supérieur de la magistrature ou équivalent ou à un organisme

interministériel spécialement dédié à l'égalité homme/femme) Legal representative for the protection of equal rights between the woman and man is employed in the Ministry of labor and social politics.

[ ] NAP

**061-6-3. Veuillez préciser si cette personne/institution a une fonction d'information et de consultation ou si ses avis ou décisions ont des conséquences juridiques :**

(par ex. bloquer une décision, ouvrir un droit à recours) Act of the legal representative has a character of opinion and recommendation.

[ ] NAP

**3.4.3 Au niveau des tribunaux/des services du ministère public**

**061-7. Existe-t-il, au niveau des tribunaux ou des services du ministère public une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances)/institution spécialement chargée de veiller au respect de l'égalité hommes/femmes concernant l'organisation du travail judiciaire :**

	Oui	Non
dans les tribunaux (juges)	( )	( X )
dans les services du ministère public (procureurs)	( )	( X )
pour le personnel non-juge des tribunaux	( )	( X )

Commentaires - Si oui, veuillez préciser leurs titres et leurs fonctions. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires .

**061-8. La féminisation de certaines fonctions - si elle existe dans votre pays – au sein des tribunaux ou des ministère public a-t-elle conduit à des modifications concrètes dans l'organisation du travail dans les domaines suivants :**

	Oui	Non
Affectation dans les différents postes	( )	( X )
Répartition de la charge de travail	( )	( X )
Horaires de travail	( )	( X )
Modalités du télé-travail et présence dans les locaux de travail	( )	( X )

<b>Remplacement des personnes absentes</b>	( )	( X )
<b>Organisation des audiences</b>	( )	( X )
<b>Autres</b>	( )	( X )

Commentaires - Si « autres », pouvez-vous préciser ? Pouvez-vous également donner des exemples concrets dans les différentes hypothèses évoquées ? Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires.

**061-9. Pour améliorer la parité dans l'accès aux différentes professions judiciaires et l'égalité dans la promotion ou dans l'accès aux fonctions de responsabilité, quelles sont, dans votre pays :**

les mesures déjà mises en œuvre (veuillez préciser) : Adopted the Strategy for equal rights between woman and man

les mesures prévues (veuillez préciser) : There are no new plans

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires There are not changes.

[ ] NAP

**061-10. Dans le système judiciaire de votre pays (en se basant éventuellement sur des évaluations, études ou rapports officiels), quelles sont les principales causes d'inégalités dans :**

les procédures de recrutement (veuillez préciser) : There is no problem in practice in that area.

les procédures de promotion et l'accès aux fonctions de responsabilité (veuillez préciser) : There is no problem in practice in that area.

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires There are no changes.



**061-11. Dans vos tribunaux, une attention particulière est-elle portée à la question de la parité vis-à-vis du public ou des usagers de la justice, notamment :**

	Oui, veuillez préciser	Non
les magistrats ou personnel des tribunaux sont plus des hommes ou des femmes selon certains types d'affaires	( )	( X )
la composition des audiences collégiales est toujours mixte	( X )	( )
il existe des statistiques hommes/femmes concernant les personnes qui saisissent le tribunal/les victimes, les auteurs d'infractions, etc.	( )	( X )

Commentaires - si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires .

### 3.5 Utilisation des technologies informatique dans les tribunaux

#### 3.5.1 Politiques générales en matière de technologie informatique dans le système judiciaire

**062-1. Principes de base et modèles utilisés dans la définition des politiques et stratégies relatives aux technologies informatiques**

	Organisation
<b>Politiques et stratégies informatiques</b>	<input type="checkbox"/> définies et coordonnées au niveau national par une institution <input checked="" type="checkbox"/> définies et coordonnées au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input type="checkbox"/> définies et coordonnées au niveau des l'unité/ partie prenante <input type="checkbox"/> autre
<b>TI Gouvernance informatique</b>	<input type="checkbox"/> gouvernance au niveau national par une institution <input checked="" type="checkbox"/> gouvernance au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input type="checkbox"/> organisées au niveau des l'unité/partie prenante <input type="checkbox"/> autre

Commentaires The Law on Courts

VIII. COURT INFORMATION SYSTEM

Article 99

(1) Information technology center shall be established in the Supreme Court of the Republic of Macedonia, competent for technical management of the automated computer system for the management of court cases and judicial portal and the database that originate from the work of the courts.

(2) The President of the Supreme Court of the Republic of Macedonia is responsible for the functioning of the automated computer

system for management of the court cases in the courts. (3) The Supreme Court of the Republic of Macedonia establishes a working body for standardization of procedures for using the automated computer system for managing court cases in the composition of one judge of the Supreme Court of the Republic of Macedonia, one judge from each appellate court, one judge from Administrative Court, one judge of the High Administrative Court, one judge from the Basic Court and administrator of the Supreme Court of the Republic of Macedonia and three IT managers from the courts. (4) The courts shall have information technology services, as separate organizational units.

(5) The courts shall publish binding decisions on the court's web site within seven days of the day of their effectiveness, in a manner determined by law.

(6) The president of the court or a judge appointed by him/her shall manage the center, that is, the information technology service.

(7) It shall be mandatory for the Court IT specialists to be professionally educated at the Academy for Judges and Public Prosecutors.

(8) The President of the Supreme Court of the Republic of Macedonia with by-law will determine the manner of functioning of the informatic system in all courts, after consent obtained in advance by the general session of the Supreme Court of the Republic of Macedonia.

**065-1. Dans le cas où il existe une structure nationale qui est en charge de la politique et de la gouvernance stratégique concernant la modernisation du système judiciaire (en s'appuyant, notamment, sur l'informatique) quelle est la composition de cette structure ?**

personnels administratifs, techniques et scientifiques seulement

équipes mixtes comprenant des personnels judiciaires (juges/procureurs/etc.) et des personnels administratifs/techniques/scientifiques

autres (préciser en commentaire)

Commentaires - (veuillez préciser si d'autres approches de modernisation ont été mises en œuvre) The Law on Courts Article 87-a

(1) The Council for Coordination and Management of Information and Communication Technology in the Judicial Bodies is established (in the further text: Council for ICT) as operative-expert body composed by the representatives of judicial bodies.

(2) The Council for ICT gives suggestions for determination of the priorities of the policies and coordination of the judicial bodies in the working of the system of information and communication technology.

(3) The Ministry of Justice gives administrative support in the work of Council for ICT.

(4) The Ministry of Justice uses the statistical data from the data basis from the IT system in the judiciary.

(5) The Minister of Justice shall, by means of a by-law, determine the composition and manner of functioning of the Council for ICT. (6) The Members of the Council for ICT will receive monthly payment in the amount of one third of the average salary in the Republic of Macedonia, for which the Ministry of Justice issues a decision.

**065-2. Quel est le modèle d'organisation majoritairement retenu pour mener des projets structurels informatiques dans les tribunaux et la gestion des applications (maintenance, évolution) ?**

	Conduite des nouveaux projets	Gestion des applications
Majoritairement par un service informatique avec l'appui de professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> No
Majoritairement par les professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.) en association avec un service informatique interne et/ou un prestataire externe	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> No
Autres approches (prestation externe uniquement – préciser en commentaire)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> No

Commentaires - veuillez apporter des précisions également en cas d' « autres approches »

**065-3. Existe-t-il un dispositif de détection et de valorisation des innovations en matière de technologies de l'information issues d'initiatives personnelles et/ou des tribunaux ?**

- Oui  
 Non

Commentaires (précisez notamment les projets ayant connu des développements nationaux)

**065-4. Avez-vous mesuré l'impact résultant de la mise en œuvre d'une ou de plusieurs des composantes de votre nouveau système d'information ?**

- Oui  
 Non

There was a mistake in the answer in 2016. This answer is correct.

**065-4-1. Si oui, avez-vous mesuré l'impact sur (multiples réponses possibles) :**

- les processus opérationnels  
 la charge de travail  
 les ressources humaines  
 les coûts  
 autres, veuillez préciser .....

Commentaires (veuillez donner des exemples d'impact)

**3.5.2 Sécurité du système d'information des tribunaux et protection des données à caractère personnel**

**065-5. Existe-t-il des audits indépendants ou autres mécanismes qui contribuent à la politique globale de sécurité concernant le système d'information judiciaire ?**

- Oui  
 Non

Commentaires (précisez notamment si des cadres nationaux de sécurité informatique existent)

**065-6. Une législation assure-t-elle la protection des données à caractère personnel traitées par les tribunaux ?**

- Oui  
 Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser notamment : l'existence d'autorités spécifiquement en charge de la protection des données à caractère personnel ; l'étendue des droits conférés aux citoyens dans le cadre spécifique des logiciels utilisés par les tribunaux ; l'existence de contrôles ou de limitations par la loi en ce qui concerne le partage des bases de données traitées par les tribunaux avec d'autres administrations (police, etc.) The Law on Data Protection

**3.5.3 Bases de données centralisées d'aide à la décision**

**062-4. Existe-t-il une base de données nationale centralisée des décisions de justice (jurisprudence, etc.) ?**

( X ) Oui

( ) No

Commentaires

**062-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :**

	Pour les décisions de 1ère instance	Pour les décisions de 2ème instance	Pour les décisions de 3ème instance	Lien vers la jurisprudence CEDH	Données anonymisées	Base de données de jurisprudence disponible gratuitement en ligne	Ouverture de la base de données de jurisprudence en open data
<b>Civile et/ou commerciale</b>	( X ) Oui pour tous les jugements ( ) Oui pour certains jugements ( ) Non	( X ) Oui pour tous les jugements ( ) Oui pour certains jugements ( ) Non	( X ) Oui pour tous les jugements ( ) Oui pour certains jugements ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Pénale</b>	( X ) Oui pour tous les jugements ( ) Oui pour certains jugements ( ) Non	( X ) Oui pour tous les jugements ( ) Oui pour certains jugements ( ) Non	( X ) Oui pour tous les jugements ( ) Oui pour certains jugements ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Administrative</b>	( X ) Oui pour tous les jugements ( ) Oui pour certains jugements ( ) Non	( X ) Oui pour tous les jugements ( ) Oui pour certains jugements ( ) Non	( X ) Oui pour tous les jugements ( ) Oui pour certains jugements ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser :

**062-6. Existe-t-il un fichier national informatisé centralisant les condamnations pénales?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

**062-6-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :**

- Mise en relation avec d'autres fichiers européens de même nature
- Contenu directement consultable par voie informatique par les juges et/ou les procureurs
- Contenu directement consultable à d'autres fins que pénales (matières civiles, administratives)

Commentaires - Veuillez préciser quelle est l'autorité délivrant l'accès

**3.5.4 Outils d'assistance à la rédaction**



**062-7. Existe-t-il des outils d'aide à la rédaction dont le contenu est coordonné au niveau national ? (modèles ou bibliothèques de trames, paragraphes pré-rédigés, etc.)**

Oui

Non

Commentaires – si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

**062-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :**

	Taux de disponibilité
<b>Civile et/ou commerciale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA
<b>Pénale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA
<b>Administrative</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA

**062-8. Existe-t-il des outils de dictée vocale ?**

Oui

Non

Commentaires

**062-8-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :**

	Disponibilité d'outils de dictée simples	Disponibilité d'outils d'enregistrement multiples	Fonction de reconnaissance vocale
<b>Civile et/ou commerciale</b>	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input checked="" type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input checked="" type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Essai pilote <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA

<b>Pénale</b>	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input checked="" type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input checked="" type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Essai pilote <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA
<b>Administrative</b>	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input checked="" type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input checked="" type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Essai pilote <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA

### 062-9. Existe-t-il un site intranet au sein du système judiciaire pour la diffusion d'information/actualités ?

**Taux de disponibilité :**

- 100% - accessible à l'ensemble de l'appareil judiciaire
- 50-99% - accessible à la plupart des juges/procureurs dans toutes les instances
- 10-49% - dans certains tribunaux seulement
- 1-9% - dans un seul tribunal
- 0% (NAP) - Pas d'accès

NA

Commentaires

### 3.5.5 Technologies utilisées pour l'administration des tribunaux et la gestion des affaires

#### 063-1. Existe-t-il un système de gestion informatisée des procédures judiciaires (CMS) ? (logiciel utilisé pour l'enregistrement des procédures judiciaires et leur gestion)

- Oui
- Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

#### 063-1-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement	État d'avancement d'une affaire en ligne	Base de données centralisée ou interopérable	Dispositifs intégrés d'alertes préventives (pour une gestion dynamique des affaires)	Degré d'intégration/co connexion d'un CMS avec un outil statistique
<b>Civile et/ou commerciale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> accessible aux parties <input checked="" type="checkbox"/> publication de la décision en ligne <input type="checkbox"/> les deux <input type="checkbox"/> non accessible <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Entièrement intégré, y compris BI <input type="checkbox"/> Intégré <input type="checkbox"/> Non intégré mais connecté <input checked="" type="checkbox"/> Pas du tout connecté <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Pénale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> accessible aux parties <input checked="" type="checkbox"/> publication de la décision en ligne <input type="checkbox"/> les deux <input type="checkbox"/> non accessible <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Entièrement intégré, y compris BI <input type="checkbox"/> Intégré <input type="checkbox"/> Non intégré mais connecté <input checked="" type="checkbox"/> Pas du tout connecté <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Administrative</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> accessible aux parties <input checked="" type="checkbox"/> publication de la décision en ligne <input type="checkbox"/> les deux <input type="checkbox"/> non accessible <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Entièrement intégré, y compris BI <input type="checkbox"/> Intégré <input type="checkbox"/> Non intégré mais connecté <input checked="" type="checkbox"/> Pas du tout connecté <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

## 063-2. Registres informatisés gérés par des tribunaux

	Taux de déploiement	Données consolidées au niveau national	Service disponible en ligne	Module statistique intégré ou connecté
<b>Registre foncier</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

<b>Registre relatif aux entreprises</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
---	---	---	---	---

Commentaires – si d’autres matières sont concernées, veuillez préciser

### 063-6. Systèmes informatisés de gestion budgétaire et financière des tribunaux

	Taux de déploiement de l’outil	Données consolidées au niveau national	Système communiquant avec d’autres ministères (des finances notamment)
<b>Gestion budgétaire et financière des tribunaux</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<b>Gestion des frais de justice</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<b>Autres (préciser en commentaires)</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires

### 063-7. Outils de mesure de la charge de travail des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur (Outil permettant de quantifier l’activité des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur – par exemple le nombre de dossiers traités)

Oui

Non

Commentaires

#### 063-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

Taux de déploiement des outils	Données utilisées pour un pilotage au niveau national	Données utilisées pour un pilotage au niveau local	Outil intégré dans le CMS
--------------------------------	---	--	---------------------------



<b>Pour les juges</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Pour les procureurs</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Pour le personnel non-juge/ non-procureur</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

### 3.5.6 Technologies utilisées pour la communication entre les tribunaux, les professionnels et/ou les justiciables

**064-2. Existe-t-il une possibilité de saisir des tribunaux par voie électronique ? (possibilité d'introduire une affaire par voie électronique, par exemple un courrier électronique ou un formulaire sur un site internet)**

Oui

Non

Commentaires

**064-2-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :**

	<b>Taux de disponibilité</b>	<b>Saisine papier obligatoire en parallèle</b>	<b>Cadre législatif spécifique autorisant la saisine</b>	<b>Outil intégré/connecté dans le CMS</b>
<b>Civile et/ou commerciale</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Pénale</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

<b>Administrative</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
-----------------------	---	--	--	--

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

### 064-3. Est-il possible de solliciter l'aide judiciaire par voie électronique ?

Oui

Non

Commentaires

#### 064-3-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	<b>Solliciter l'aide judiciaire par voie électronique</b>
<b>Taux de disponibilité</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA
<b>Formalisation de la demande par voie papier obligatoire en parallèle</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Cadre législatif spécifique encadrant les demandes d'attribution d'aide judiciaire par voie électronique</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>L'octroi de l'aide judiciaire est également électronique</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Information disponible dans le CMS</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

### 064-4. Est-il possible de transmettre des convocations à un rendez-vous judiciaire ou à une audience par voie électronique ? (un rendez-vous judiciaire désigne des phases préalables à une audience judiciaire, notamment en vue de médiation ou de conciliation)

Oui

Non

Commentaires

#### 064-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Convocations générées par le CMS	Convocation papier obligatoire en parallèle	Consentement de l'utilisateur pour être avisé par voie électronique	Modalités (si autres préciser en commentaires)	Cadre législatif spécifique
<b>Civile et/ou commerciale</b>	[ X ]	[ ]	[ X ]	[ ] SMS [ X ] Courrier électronique [ ] Application informatique spécifique [ ] Autres	[ X ]
<b>Pénale</b>	[ X ]	[ ]	[ X ]	[ ] SMS [ X ] Courrier électronique [ ] Application informatique spécifique [ ] Autres	[ X ]
<b>Administrative</b>	[ X ]	[ ]	[ X ]	[ ] SMS [ X ] Courrier électronique [ ] Application informatique spécifique [ ] Autres	[ X ]

Commentaires

**064-6. Existe-t-il des possibilités de communication électronique entre les tribunaux et les avocats et/ou les parties ? (envoi de fichiers électroniques et de données concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)**

**Communication entre le tribunal et les avocats représentant les parties**

- ( X ) Oui  
( ) Non

**Communication entre le tribunal et les parties non représentées par un avocat**

- ( ) Oui  
( X ) Non

Commentaires

**064-6-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :**

	Taux de déploiement de l'outil	Phases du procès concernées	Modalités (si différentes selon les phases du procès ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique
<b>Civile et/ou commerciale</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input checked="" type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) - pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
<b>Pénale</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) - pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
<b>Administrative</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) - pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui

Commentaires

**064-7. Modalités de communication électronique utilisées par des professionnels autres que les avocats (envoi de données électroniques concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)**

	Taux de déploiement de l'outil	Modalités (si différentes selon les actes ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique
Agents chargés de l'exécution des décisions de justice (tels que définis dans les Q169 et suivantes)	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
Notaires (tels que définis dans les Q192 et suivantes)	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
Experts (tels que définis dans les Q202 et suivantes)	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
Services de police judiciaire	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui

Commentaires

**064-9. Existe-t-il des systèmes de traitement en ligne de contentieux spécialisés ? (contentieux de faible valeur, créances non contestées, phases préparatoires à la résolution d'un conflit familial, etc - veuillez préciser en commentaire)**

( ) Oui

( X ) Non

Commentaire : Veuillez décrire le système existant.

**064-10. Vidéoconférence entre les tribunaux, les professionnels et/ou les usagers (concerne l'utilisation de dispositifs audiovisuels dans le cadre de procédures judiciaires tels que pour l'audition de parties, etc.).**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

**064-10-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes et de décrire en commentaires de cette rubrique les cas d'usage concrets de la vidéoconférence et les bénéfices attendus (par**

exemple, utilisation de ce dispositif afin de réduire le nombre de transferts de détenus vers le tribunal) :

	Taux de déploiement	Phase de procédure	Cadre législatif spécifique
<b>Civile et/ou commerciale</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input type="checkbox"/> Durant l'audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<b>Pénale</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input checked="" type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<b>Administrative</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input type="checkbox"/> Durant l'audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires

### 064-11. Enregistrement d'auditions ou de débats (enregistrement sonore ou audiovisuel en phase d'instruction et/ou de jugement)

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

#### 064-11-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement	Type d'enregistrement	Cadre législatif spécifique
<b>Civile et/ou commerciale</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input checked="" type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Pénale</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input checked="" type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input checked="" type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

<b>Administrative</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input checked="" type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input checked="" type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
-----------------------	---	--	--

### 064-12. La preuve électronique est-elle admissible ?

	<b>Admissibilité de la preuve électronique</b>	<b>Cadre législatif</b>
<b>Civile et/ou commerciale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> De droit commun seulement <input type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement
<b>Pénale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> De droit commun seulement <input type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement
<b>Administrative</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> De droit commun seulement <input type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement

Commentaires

## 3.6. Performance et évaluation

### 3.6.1. Politiques nationales déclinées dans les tribunaux / les services du ministère public

**066. Existe-t-il des normes de qualité définies pour le système judiciaire au niveau national (existe-t-il un système de qualité et/ou une politique de qualité de la justice) ?**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Supreme Court annually reviews reports of all courts regarding their work including qualitative criteria. Court Council defines qualitative and quantitative criteria for work of the courts.

Within the project "Development of monitoring indicators for the justice sector performance" supported by the British Embassy in Skopje, the Center for Legal Research and Analysis published the Matrix of monitoring indicators for the justice sector performance . This Matrix beside others contains indicators for quality of justice.

**067. Existe-t-il des personnels spécialisés responsables de la mise en œuvre de ces normes de qualité élaborées au niveau national?**

	Oui / Non
<b>dans les tribunaux</b>	( X ) Oui ( ) Non
<b>dans les services du ministère public</b>	( ) Oui ( X ) Non

Commentaires Within the Judicial Council, there is staff responsible for defining qualitative and quantitative criteria, as well as following their implementation.

### 3.6.2. Objectifs de performance et de qualité au niveau des tribunaux / des services du ministère public

**077. Concernant l'activité des tribunaux, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

**078. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les tribunaux :**

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des juges et des personnels des tribunaux
- satisfaction du personnel des tribunaux
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)
- coûts des procédures judiciaires
- nombre de recours
- taux de recours
- clearance rate
- disposition time
- autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires We have a project for measuring the work of the courts according to defined matrix with concrete indicators.

**077-1. Concernant l'activité des services du ministère public, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?**

( ) Oui

( X ) Non



**078-1. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les services du ministère public:**

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- satisfaction du personnel des services du ministère public
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les ministères publics)
- coûts des procédures judiciaires
- clearance rate
- disposition time
- pourcentage de condamnations et d'acquittements
- autre (veuillez préciser) : .....

**073. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des tribunaux basé principalement sur les indicateurs définis?**

- Oui
- Non

**073-0. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence ?**

- Annuelle
- Moins fréquente
- Plus fréquente

Commentaires - Si l'évaluation est «moins fréquente » ou «plus fréquente », veuillez préciser :

**073-1. Cette évaluation de l'activité du tribunal est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein de ce tribunal ?**

- Oui
- Non

**073-2. Si oui, quelles mesures sont prises?**

- Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance
- Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)

Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité

Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**073-3. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des services du ministère public basé principalement sur les indicateurs définis?**

Oui

Non

Commentaires

**073-4. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence ?**

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires - Si l'évaluation est «moins fréquente » ou «plus fréquente », veuillez préciser :

**073-5. Cette évaluation de l'activité des services du ministère public est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein des services du ministère public ?**

Oui

Non

Commentaires

**073-6. Si oui, quelles mesures sont prises?**

Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance

Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)

Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité

Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**079. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des tribunaux (réponses multiples possible) :**

Conseil Supérieur de la Magistrature

Ministère de la Justice

Organe d'inspection

Cour Suprême

Organe d'audit extérieur

Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires According to the Article 36 from the law on Judicial Council, this body review and evaluate the reports (three months reports and annual reports) and publish them on the own web site.

Also Supreme Court review the reports for the work of each court.

**079-1. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des services du ministère public (réponses multiples possible) :**

- Conseil supérieur des procureurs
- Ministère de la Justice
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur général /Procureur de la République
- Organe d'audit extérieur
- Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**3.6.3.Mesure de l'activité des tribunaux / des services du ministère public**

**070. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des tribunaux (performance et qualité) :**

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des juges et des personnels des tribunaux
- satisfaction du personnel des tribunaux
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)
- coûts des procédures judiciaires
- nombre de recours
- taux de recours
- clearance rate
- disposition time
- autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires The Law on Management of Court Cases, foresees use of automated computer system to manage court cases; respect for legal deadlines for procedural action, as well as for the adoption, producing and publishing the court decisions; it foresees establishing of Taskforce to manage the case flow through the court, which proposes measures to prevent and reduce the backlog of cases, regulates the modalities of publication of court decisions on the web-site of the court. President of the Court establishes the Task Force on managing the case-flow, chaired by the court administrator or an individual appointed by the president of the court, in courts where there is no court administrator. Its members are presidents of the court's departments and court officers in the rank of managerial court servants, or professional court servants.

**070-1. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des services du ministère public (performance et qualité) :**

- nombre de nouvelles affaires

- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- satisfaction du personnel des services du ministère public
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par le ministère public)
- coûts des procédures judiciaires
- clearance rate
- disposition time
- pourcentage de condamnations et d'acquittements
- autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**071. Existe-t-il un mécanisme permettant de suivre le nombre d'affaires pendantes et les affaires qui ne sont pas traitées dans un délai raisonnable (arriéré):**

- en matière civile
- en matière pénale
- en matière administrative

Commentaires Judicial Council on regular bases monitor backlog of cases.

**072. Existe-t-il un mécanisme permettant de surveiller les temps morts durant les procédures judiciaires ?**

	Oui (Si oui, veuillez préciser)	Non
dans les tribunaux	( X )	( )
dans les services du ministère public	( X )	( )

Commentaires Court president is obliged to monitor waiting time during court procedures.

Chief of the public prosecution office s obliged to monitor waiting time .

**3.6.4.Information sur l'activité des tribunaux / des services du ministère public**

**080. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des tribunaux ?**

- Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :Judicial Council
- Non

Commentaires Beside Judicial Council certain statistical data are collected within the Supreme Court, Ministry of Justice and the State Statistical Office.

**080-1. Est-ce que cette institution publie sur internet des statistiques sur le fonctionnement de**

**chaque tribunal:**

- Oui, sur internet
- Non, seulement en interne (sur un site intranet)
- Non

Commentaires Judicial Council publishes in its own reports some statistical data regarding the functioning of the courts on the web site. State Statistical Office publishes detailed statistical data on its web site particularly in the field of criminal cases. All of these reports are available on the following web site: [www.stat.gov.mk](http://www.stat.gov.mk)

**080-2. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des services du ministère public?**

- Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :Public Prosecution Office of the Republic of North Macedonia
- Non

Commentaires

**080-3. Est-ce que cette institution publie sur internet des statistiques sur le fonctionnement de chaque service du ministère public?**

- Oui, sur internet
- Non, seulement en interne (sur un site intranet)
- Non

Commentaires Public Prosecution Office publishes its reports on the web site.

**081. Les tribunaux individuels doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple le nombre d'affaires terminées, d'affaires pendantes, le nombre de juges et de personnels administratifs, les objectifs à atteindre et un bilan d'évaluation) ?**

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) :

**081-1. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:**

- Internet
- Intranet
- Diffusion papier

Commentaires Reports are available on the following web site: [www.sud.mk](http://www.sud.mk)

**081-2. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :**

- Annuelle
- Moins fréquente
- Plus fréquente

Commentaires

**081-3. Les services du ministère public doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple des données sur le nombre d'affaires entrantes, le nombre de décisions, le nombre de procureurs et de personnel administratif, des objectives et une évaluation de l'activité)?**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) :

**081-4. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:**

Internet

Intranet

Diffusion papier

Commentaires Reports are available on the following web site: [www.jorm.mk](http://www.jorm.mk)

**081-5. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :**

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires

### 3.6.5 Administration des tribunaux

**082. Existe-t-il une structure ou des processus de concertation entre le ministère public et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes, choix des modes simplifiés de poursuites....) ?**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Yes, there is a process of dialogue between the court and the parties in one court case. Court and parties have cooperation about the dates for the court hearings and also the organization of the court procedure.

Before starting of the procedure presiding judge can conduct a meeting with both parties (as a mini status conference) for organizational questions related to the procedure.

Also, according to article 347, p.2 from the Law on criminal procedure the Presiding Judge of the Trial Chamber may summon the parties to appear before the court on a specific date in order to elaborate their proposals i.e. their objections in regard to any proposed evidence.

**082-1. Existe-t-il en général une structure ou des processus de concertation entre les avocats et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions en matière non pénale (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes).**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Law on civil procedure Hearings

#### Article 106

- (1) The hearing shall be scheduled by the court when prescribed by law or when necessary for the procedure. An appeal shall not be allowed against the determination on scheduling the hearing.
- (2) The court shall in timely manner summon the parties and other persons whose presence is considered necessary. Together with the summons the submission that initiated the scheduling of the hearing shall be served to the parties, and the place, premises and time of holding the hearing shall be stated in the summons. If a submission is not served together with the summons, the parties, the subject of the dispute, as well as the activity that will take place at the hearing shall be stated in the summons.
- (3) In the summons, the court shall particularly remind of the legal consequences resulting from absence from the hearing.

#### Article 107

- (1) The hearing shall, as a general rule, be held in the court building and shall be audio recorded.
- (2) The court can decide to hold the hearing out of the court building, when it finds that it is necessary, or that in such manner it is saving time or costs of the procedure. An appeal shall not be allowed against this determination.

#### Article 108

- (1) The court may postpone the hearing when necessary for the purpose of exhibiting evidence or when there are other justified reasons thereof. The new hearing shall be held in a period of at least eight days, i.e. in a period of at most 45 days as of the day when the hearing has been postponed.
- (2) When the hearing is postponed, the court shall immediately announce the place and time of the new hearing to the people present.
- (3) When the party has requested postponement of the hearing with a submission, it shall be obliged to get information from the court whether it has accepted the request.
- (4) If the court accepts a proposal for postponement of the hearing referred to in paragraph (3) of this Article, the new hearing will be held within a period of 45 days as of the day of its postponement at the latest.
- (5) No special appeal is allowed against the decision of the court that decides upon the request for postponement of the hearing.

### **3.6.6 Performance et évaluation des juges et des procureurs**

#### **083. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque juge (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?**

- Oui  
 Non

Commentaires These targets are different according to the type of cases.

#### **083-1. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque juge :**

- Pouvoir executif (par exemple ministère de la Justice)  
 Pouvoir législatif  
 Pouvoir judiciaire (par exemple le Conseil supérieur de la magistrature, la Cour suprême)  
 Président de la juridiction  
 Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires Judicial Council is responsible body for setting the targets for judges.

#### **114. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du juge ?**

- Oui  
 Non

Commentaires Judges are evaluated by the Judicial Council within a period of 4 years (regular evaluation). Beside the mentioned procedure, there is an extraordinary evaluation. Extraordinary assessment of the work of the judge and president of the court is being made in case the judge applies for election to another court, to a higher instance court, election of a president of a court or member of the

**114-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation :**

- Annuelle
- Moins fréquente
- Plus fréquente

**083-2. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque procureur (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?**

- Oui
- Non

Commentaires

**083-3. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque procureur :**

- Pouvoir exécutif (par exemple Ministère de la Justice)
- Procureur général /Procureur de la République
- Conseil supérieur des procureurs
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**120. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du procureur ?**

- Oui
- Non

Commentaires

**120-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation**

- Annuelle
- Moins fréquente
- Plus fréquente

Commentaires THE LAW ON THE PUBLIC PROSECUTION OFFICE

Article 22

- (1)The Public Prosecutor's Council shall adopt a Rulebook on the determination of the method of evaluation of the performance by the public prosecutors.
- (2)The evaluation referred to in paragraph (1) of this Article, for each and every public prosecutor individually, shall be carried out directly by the higher-level public prosecutor, for a period of every two consecutive years.
- (3)The evaluation of the performance of the Basic Public Prosecutor for Prosecution of Organized Crime and Corruption shall be carried out by the Chief Public Prosecutor of the State.
- (4)The evaluation referred to in paragraph (1) of this Article, shall be delivered to the Public Prosecutor's Council of the State.

**C4. Veuillez indiquer les sources utilisées pour répondre aux questions de ce chapitre :**

Sources : Judicial Council and Public Prosecution Office



---

## 4.Procès équitable

### 4.1.Principes

#### 4.1.1.Principes du procès équitable

**084. Pourcentage de jugements par défaut de première instance en matière pénale (affaires dans lesquelles le suspect n'est ni présent ni représenté par un avocat durant l'audience) ?**

[ 8 ]

[ ] NA

[ ] NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la méthode de calcul utilisée :

**085. Existe-t-il une procédure permettant la récusation effective d'un juge si une partie estime qu'il n'est pas impartial ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Veuillez brièvement préciser:

**085-1. Ratio entre le nombre total de procédures de récusations initiées et le nombre de récusations qui ont abouti (au cours de l'année de référence) :**

[ 77 ]

[ ] NA

Commentaires In 2018 there were 3189 requests for exemption of judges while in the same year there were 2441 decisions for exemptions of judges.

**086. Existe-t-il dans votre pays un système de suivi des violations relatives à l'article 6 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme ?**

[ X ] Pour les procédures civiles (non-exécution)

[ X ] Pour les procédures civiles (durée)

[ X ] Pour les procédures pénales (durée)

[ ] NAP

Commentaires - Veuillez préciser quelles sont les modalités de ce dispositif de suivi (information sur les violations constatées par la Cour Européenne des droits de l'Homme au niveau de l'Etat/au niveau des tribunaux ; mise en place de dispositifs internes pour prévenir d'autres violations (similaires) et s'il permet de mesurer une évolution des violations constatées): The Inter-Departmental Commission for Execution of Judgments and Decisions of the European Court of Human Rights (hereinafter: the Inter-Departmental Commission) , which was set up pursuant to the provisions of the Law on Execution of Judgments and Decisions of the European Court of Human Rights of 2009, as amended in 2014, presents an institutional monitoring mechanism.

It is composed of representatives of the Ministry of Justice, the Ministry of the Interior, the Ministry of Foreign Affairs and the Ministry of Finance; the President of the State Judicial Council; the President of the Supreme Court; the President of the Constitutional Court; the Presidents of the Appeal Courts in Skopje, Bitola, Gostivar and Štip; the President of the Higher Administrative Court; the Council of Public Prosecutors; the State Public Prosecutor and the Government Agent before the European Court of Human Rights. Its representatives held at least four sessions per year in order to analyse and discuss the comprehensive information gathered from all respective institutions, with a view to ensuring effective monitoring of the process of execution of the Court's judgments handed down in

respect of the State.

The Inter-Departmental Commission constitutes an inter-institutional group of experts in charge of examining specific issues raised by the judgments of the Court given in respect of the State, identifying possible execution measures and monitoring their implementation. Additionally, the Inter-Departmental Commission may perform tasks which are tantamount to implementation of internal statutory and institutional systems to remedy the established violations of the European Convention on Human Rights, in particular as regards the violations found in respect of the right to a fair trial (Article 6 ECHR), as well as implementation of internal systems to prevent other similar violations in future.

In this connection, Section 11 paragraph 6 of the Law provides that the Inter-Departmental Commission is competent to monitor the implementation of the existing system for execution of judgments of the European Court of Human Rights and it is also tasked with recommending measures for its improvement.

With respect to the violations of the right to hearing within reasonable time in civil and criminal procedures and the non-enforcement of final judgments rendered by the Court in civil procedures, the Inter-Departmental Commission is also in charge of monitoring the implementation of the length remedy which was introduced as an effective remedy which should be exhausted by the applicants before the Supreme Court in order to address the existing violations of the right to hearing within reasonable time and award an adequate remedy to the injured party for the damage sustained (compensatory remedy), but also to prevent further prolongation of the impugned procedures by setting a time-limit within which the ongoing procedures should be terminated (acceleratory remedy).

### **086-1. Existe-t-il dans votre pays une possibilité de réexamen de l'affaire après un constat de violation par la Cour Européenne des droits de l'Homme ?**

Oui

Non

NAP

Commentaires There are such kind of provisions in procedural laws (Law on Criminal Procedure, Law on Civil Procedure and the Law on Administrative Disputes).

### **D1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions dans ce chapitre.**

Sources : Courts and Ministry of Justice

## **4.2. Durée des procédures**

### **4.2.1. Informations générales**

#### **087. Existe-t-il des procédures spécifiques pour les affaires urgentes :**

en matière civile

en matière pénale

en matière administrative

Il n'y a pas de procédure spécifique pour les affaires urgentes

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : In administrative procedure there are urgent procedures for administrative disputes before Administrative Court in the following fields: elections, public procurements, asylum, contemporary measures and misdemeanor cases in which there are seized items. There are two urgent special procedures defined in the Law on Civil procedure: procedure in labor disputes and procedure in disputes for disturbance of possession. Namely, in Article 405 of the Law on Civil Procedure it is defined that in the procedure of labor disputes, and especially when determining the time limits and the hearings, the court will always pay special attention to the need of quick resolving of the labor disputes. In procedures of labor disputes the time limit for response to a complaint is eight days. Also, it is defined that in the labor disputes, which refer to the termination of the employment, the main hearing must be hold within thirty

days from the day of the reception of the answer to the complaint. In this procedure, the procedure in front of a court of first instance has to be completed within six months from the day the complaint was filed. Also, in the procedure of labor disputes the court of second instance is obligated to make a decision upon appeal filed against the decision of the court of first instance within thirty days from the day of the reception of the complaint respectively within two months a hearing is held if in front the court of second instance.

Regarding the procedure in disputes for disturbance of possession it is important to mention that when determining the time limits and the hearings in regard to complaints for disturbance of possession, the court will always pay special attention to the need of a quick resolution according to the nature of each individual case. In this procedure, the time limit for response to a complaint is eight days and the main hearing must be held within thirty days from the day of the reception of the answer to the complaint. Also, in the procedure of disputes for disturbance of possession, the procedure in front of a court of first instance has to be completed within six months from the day the complaint was filed, while the court of second instance is obligated to make a decision upon appeal filed against the decision of the court of first instance within thirty days from the day of the reception of the complaint respectively within two months a hearing is held if in front the court of second instance. Also, the Bankruptcy procedure is urgent procedure. According to the Law on the Right of Child and the Law on Criminal procedure, proceedings with cases connected with juveniles and detention are urgent.

### **088. Existe-t-il des procédures simplifiées :**

en matière civile (petits litiges)

en matière pénale (infractions mineures)

en matière administrative

Il n'y a pas de procédure simplifiée

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : In the Law on Civil Procedure, there is special part named: "SEPARATE PROCEDURE" that contains following procedures: procedure in labor disputes, procedure in disputes for disturbance of possession, issuing a payment order, procedure for small claims, procedure for commercial disputes and procedure before selected courts.

The Law on Criminal Procedure contains simplified procedure for criminal offence for which is proscribed sanction of imprisonment up to 5 years.

### **088-1. Pour ces procédures simplifiées, les juges peuvent-ils rendre des jugements par oral, accompagnés du dispositif écrit, et sans la motivation complète du jugement ?**

affaires civiles

affaires pénales

affaires administratives

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : There is no possibility in our legal system to deliver an oral judgement with a written order and without the full reasoning of the judgement. Judge have to write reasoning of the judgement in all kind of procedures including simplified and urgent procedures.

### **089. Les tribunaux et les avocats ont-ils la possibilité de conclure des accords sur les modalités de traitement des affaires (présentation des dossiers, fixation des délais accordés aux avocats pour soumettre leurs conclusions et des dates d'audience) ?**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : This issue is regulated in procedural laws (The Law on Civil Procedure and the Law on Criminal Procedure).

## **4.2.2. Gestion des flux d'affaires – première instance**



### **091. Tribunaux de 1ère instance : nombre total d'affaires "autres que pénales"**

	Affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1 <sup>ère</sup> instance
<b>Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)</b>	31 295 [ ] NA [ ] NAP	87 509 [ ] NA [ ] NAP	88 634 [ ] NA [ ] NAP	30 170 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)</b>	21 383 [ ] NA [ ] NAP	41 974 [ ] NA [ ] NAP	42 522 [ ] NA [ ] NAP	20 835 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)</b>	2 481 [ ] NA [ ] NAP	37 644 [ ] NA [ ] NAP	37 146 [ ] NA [ ] NAP	2 979 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)</b>	2 480 [ ] NA [ ] NAP	37 609 [ ] NA [ ] NAP	37 114 [ ] NA [ ] NAP	2 975 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)</b>	1 [ ] NA [ ] NAP	35 [ ] NA [ ] NAP	32 [ ] NA [ ] NAP	4 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>2.2.3. Autres affaires liées aux registres</b>	1 [ ] NA [ ] NAP	35 [ ] NA [ ] NAP	32 [ ] NA [ ] NAP	4 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>2.3. Autres affaires non contentieuses</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP

<b>3. Affaires administratives</b>	6 630 [ ] NA [ ] NAP	6 544 [ ] NA [ ] NAP	7 448 [ ] NA [ ] NAP	5 726 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>4. Autres affaires</b>	801 [ ] NA [ ] NAP	1 347 [ ] NA [ ] NAP	1 518 [ ] NA [ ] NAP	630 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP

Commentaires In "2.2.3. Other registry cases" there are included cases for registrations of political parties.

Decrease of civil and commercial cases may be result of increased lawyer`s tariff

**092. Si les tribunaux traitent des "affaires civiles (et commerciales) non contentieuses", veuillez indiquer les catégories incluses :**

. In "non-litigious cases" there are included: non-disputable cases and division of property.

**093. Si "autres affaires", veuillez indiquer les catégories incluses :**

. In "4. Other cases" there are included bankruptcy and liquidation cases.

**094. Tribunaux de 1ère instance : nombre d'affaires pénales.**

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
<b>Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)</b>	26 108 [ ] NA [ ] NAP	48 621 [ ] NA [ ] NAP	49 124 [ ] NA [ ] NAP	25 605 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>1. Infractions graves</b>	4 821 [ ] NA [ ] NAP	10 308 [ ] NA [ ] NAP	10 465 [ ] NA [ ] NAP	4 664 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>2. Infractions mineures</b>	21 287 [ ] NA [ ] NAP	38 313 [ ] NA [ ] NAP	38 659 [ ] NA [ ] NAP	20 941 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>3. Autres affaires</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser. Question 94 does not included cases connected with enforcement of criminal (and misdemeanor) cases.

The number of cases was decreased due to the Law on misdemeanors adopted in 2015 according to which significant number of cases



### 4.2.3. Gestion des flux d'affaires – seconde instance

#### 097. Tribunaux de 2ème instance (appel) : Nombre d'affaires « autres que pénales »

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance
<b>Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)</b>	7 531 [ ] NA [ ] NAP	26 638 [ ] NA [ ] NAP	22 583 [ ] NA [ ] NAP	7 619 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)</b>	6 886 [ ] NA [ ] NAP	23 671 [ ] NA [ ] NAP	19 790 [ ] NA [ ] NAP	6 800 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>2.2.3. Autres affaires liées aux registres</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP

<b>2.3. Autres affaires non contentieuses</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>3. Affaires administratives</b>	645 [ ] NA [ ] NAP	2 967 [ ] NA [ ] NAP	2 793 [ ] NA [ ] NAP	819 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>4. Autres affaires</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser. Q 97 Significant increase of the amount of administrative cases pending on 31 Dec. 2018 (more than 41%) in comparison with the relevant data provided for 2016 is result of very low clearance rate in 2018.

Q 97 The significant increase of the amount of incoming civil (and commercial) litigious cases (more than 51%) in comparison with the relevant data provided for 2016 is result of increased number of resolved cases in 2017.

Q 97 The significant increase of the total amount of other than criminal cases pending on 31 Dec.2018 (more than 30%) is result of the insufficient number of judges in appellate courts.

Q 97 Significant increase of the total amount of other than criminal cases in 2018 (45,75%) in comparison with the relevant data provided in respect for 2016 is result of increased number of resolved cases in 2017.

### 098. Tribunaux de 2ème instance (appel) : nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance
<b>Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)</b>	2 817 [ ] NA [ ] NAP	7 393 [ ] NA [ ] NAP	7 287 [ ] NA [ ] NAP	2 923 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>1. Infractions graves</b>	587 [ ] NA [ ] NAP	2 599 [ ] NA [ ] NAP	2 672 [ ] NA [ ] NAP	514 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>2. Infractions mineures</b>	2 230 [ ] NA [ ] NAP	4 794 [ ] NA [ ] NAP	4 615 [ ] NA [ ] NAP	2 409 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>3. Autres affaires</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser. Q 98 decrease of total criminal cases and misdemeanors in 2018 is result of decrease of first instance misdemeanor cases due to the new law on misdemeanors that time when certain number of misdemeanors were under competence of state organs instead of courts.

### 4.2.4. Gestion des flux d'affaires – Cour suprême

#### 099. Cour suprême : nombre d'affaires « autres que pénales »

	Affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
<b>Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)</b>	1 385 [ ] NA [ ] NAP	1 550 [ ] NA [ ] NAP	1 756 [ ] NA [ ] NAP	1 179 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)</b>	1 084 [ ] NA [ ] NAP	1 203 [ ] NA [ ] NAP	1 341 [ ] NA [ ] NAP	946 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>2.2.3. Autres affaires liées aux registres</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>2.3. Autres affaires non contentieuses</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>3. Affaires administratives</b>	14 [ ] NA [ ] NAP	40 [ ] NA [ ] NAP	39 [ ] NA [ ] NAP	15 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP



<b>4. Autres affaires</b>	287 [ ] NA [ ] NAP	307 [ ] NA [ ] NAP	376 [ ] NA [ ] NAP	218 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
---------------------------	--------------------------	--------------------------	--------------------------	--------------------------	---------------------

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser. Other cases - trial in reasonable time

Q 99 increase of the amount of other cases pending on 1 Jan. 2018 is due to higher number of applications of citizens in 2017 for protection of their right for trial in a reasonable time.

### 099-1. Existe-t-il une procédure d'irrecevabilité manifeste au niveau de la Cour suprême?

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires

#### 099-1-1. Si oui, veuillez indiquer le nombre :

d'affaires reçues par la Cour suprême ? [ ]

d'affaires classées par cette procédure ? [ ]

Commentaires

### 100. Cour suprême: nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
<b>Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)</b>	323 [ ] NA [ ] NAP	447 [ ] NA [ ] NAP	544 [ ] NA [ ] NAP	226 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>1. Infractions graves</b>	323 [ ] NA [ ] NAP	447 [ ] NA [ ] NAP	544 [ ] NA [ ] NAP	226 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>2. Infractions mineures</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>3. Autres affaires</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser.

### 4.2.5. Gestion des flux d'affaires et durées – affaires spécifiques

101. Nombre d'affaires de divorce contentieux, licenciement, faillite, vol avec violence, homicide volontaire, relatives aux demandeurs d'asile et relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.
<b>Divorce contentieux</b>	1 170 [ ] NA [ ] NAP	3 640 [ ] NA [ ] NAP	3 292 [ ] NA [ ] NAP	1 284 [ ] NA [ ] NAP
<b>Licenciement</b>	3 894 [ ] NA [ ] NAP	3 640 [ ] NA [ ] NAP	7 877 [ ] NA [ ] NAP	4 162 [ ] NA [ ] NAP
<b>Faillite</b>	707 [ ] NA [ ] NAP	1 289 [ ] NA [ ] NAP	1 427 [ ] NA [ ] NAP	558 [ ] NA [ ] NAP
<b>Vol avec violence</b>	1 776 [ ] NA [ ] NAP	1 894 [ ] NA [ ] NAP	2 605 [ ] NA [ ] NAP	968 [ ] NA [ ] NAP
<b>Homicide volontaire</b>	47 [ ] NA [ ] NAP	61 [ ] NA [ ] NAP	61 [ ] NA [ ] NAP	47 [ ] NA [ ] NAP
<b>Affaires relatives aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951)</b>	28 [ ] NA [ ] NAP	39 [ ] NA [ ] NAP	37 [ ] NA [ ] NAP	30 [ ] NA [ ] NAP
<b>Affaires relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers</b>	5 [ ] NA [ ] NAP	1 [ ] NA [ ] NAP	4 [ ] NA [ ] NAP	2 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires

**101-1. Pouvez-vous décrire succinctement le dispositif de votre pays traitant des recours juridictionnels relatifs aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951) et au droit de l'entrée et du séjour des étrangers :**

. This matter is regulated in the Law on Administrative disputes and the Law on international and temporary protection. The procedure for recognizing the right of asylum in first instance (administrative procedure - regular or urgent) is conducted by the Sector for asylum in the Ministry for Interior. Upon the decision of the Sector for asylum, the asylum seeker has a right to initiate administrative dispute to the Administrative Court according to the Law on administrative disputes. On the judgement of Administrative Court asylum seeker has a right for appeal to the High Administrative Court. The initiation of administrative dispute delay the execution of the decision.

The asylum seeker (article 61), as well as the the persons with acknowledge status (recognized refugee (article 67)) and persons with subsidiary protection (article 76)) have a right of residence on the territory of the State. An entry is enable for each foreigner who seeks international protection from the State, but the asylum seeker is obliged to submit request for recognizing the right of asylum. Asylum seeker is a foreigner who requests protection from the State and have submitted request for recognizing the right of asylum, for which a criminal judgment has not been enacted, in the procedure for recognizing the right of asylum.

**102. Durée moyenne des procédures, en jours (à partir de la date de saisine du tribunal). La durée moyenne des procédures est calculée à partir de l'introduction du recours jusqu'au prononcé du jugement, sans tenir compte de la phase d'exécution.**

	% des décisions ayant fait l'objet d'un appel	Durée moyenne en 1ère instance (en jours)	Durée moyenne en 2ème instance (en jours)	Durée moyenne en 3ème instance (en jours)	Durée moyenne de la procédure complète (en jours)	% d'affaires pendantes depuis plus de 3 ans, pour toutes les instances
<b>Affaires civiles et commerciales contentieuses</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Divorce contentieux</b>	12 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	96 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Licenciement</b>	51 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	118 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Faillite</b>	4 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	132 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Vol avec violence</b>	24 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	242 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Homicide volontaire</b>	55 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	348 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

**103. Le cas échéant, veuillez préciser les procédures propres au divorce (contentieux et non contentieux) :**

. The Law on civil procedure is applied in divorce cases. In addition to that in the Law on the Family there is special part (five articles) dedicated to divorce of marriage, but it does not contain provisions regarding the court procedure.

**104. Comment est calculée la durée moyenne des procédures pour les six catégories d'affaires de la question 102? Veuillez décrire la méthode de calcul.**

. Length of procedure in days divided with total number of cases in the court in 2018

**4.2.6. Gestion des flux d'affaires – ministère public**



**105. Veuillez décrire le rôle et les attributions du procureur dans la procédure pénale (plusieurs choix possibles) :**

diriger ou superviser l'enquête policière

- mener des enquêtes
- quand cela est nécessaire, saisir le juge pour qu'il ordonne des mesures d'enquêtes
- porter une accusation
- soumettre l'affaire au tribunal
- proposer une peine au juge
- faire appel
- superviser la procédure d'exécution
- classer l'affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge (observer la cohérence avec la question 36 !)
- clore l'affaire par une sanction ou une mesure imposée ou négociée sans décision d'un juge
- autres attributions significatives (veuillez préciser) : .....

Commentaires There was a big reform in the sphere of criminal procedure. With the new Law on criminal Procedure from 2010 (started to be implemented from 2013), public prosecutors are responsible to conduct investigation. Also the above mentioned law introduced plea bargaining.

**106. Le procureur a-t-il également un rôle dans les affaires suivantes :**

- affaire civiles
- affaires administratives
- affaires de faillite

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : In Article 49 from the Law on administrative disputes is prescribed that public prosecutor has right to submit the request for protection of legality.

**107. La gestion des affaires par le procureur : nombre total des affaires penales en première instance**

	Reçues par le procureur au cours de l'année de référence	Classées sans suite par le procureur (v. 108 ci-dessous) au cours de l'année de référence	Terminées par une sanction ou par une mesure imposée ou négociée par le procureur	Portées devant les tribunaux
<b>Nombre total d'affaires pénales traitées en première instance par le procureur</b>	31 511 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	280 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	8 968 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires In the column "Concluded by a penalty or a measure imposed or negotiated by the public prosecutor# there are included only plea bargaining cases.

**107-1. Si la procédure du plaider coupable existe, combien d'affaires ont été portées par le procureur devant les tribunaux par le biais de cette procédure?**

	Nombre de procédures du plaider coupable
<b>Total</b>	280 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Avant que l'affaire ne soit portée devant les tribunaux</b>	280 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Pendant la procédure judiciaire

NA  
 NAP

Commentaires

## 108. Nombre total des affaires classées sans suite par le procureur.

	Nombre d'affaires
Nombre total des affaires classées sans suite par le procureur (1 + 2 + 3 + 4)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Classées sans suite par le procureur parce que l'auteur de l'infraction n'a pas pu être identifié	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Classées sans suite par le procureur en raison d'une impossibilité de fait ou de droit	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Classées sans suite par le procureur pour raison d'opportunité	137 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autre	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires

## 109. Est-ce que ces données incluent le contentieux routier ?

Oui

Non

Commentaires There are included only this traffic offences that are defined as a criminal offences in the Criminal Code and not these traffic offences defined as misdemeanors.

## D2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 91, 94, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 107, 107-1 et 108.

Sources : Ministry of Justice  
Judicial Council, Courts  
Public Prosecution Office

## 5. Carrière des juges et procureurs

### 5.1. Recrutement et promotion

#### 5.1.1. Recrutement et promotion des juges

## 110. Comment les juges sont-ils recrutés ?

] principalement par concours (concours ouvert)

] principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience professionnelle dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)

] une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)

] autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires Judges in basic courts are appointed by the Judicial Council from the candidates which have finished initial training in the Academy for Judges and public prosecutors.

### **111. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement. Les juges sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :**

] une instance composée seulement de juges

] une instance composée seulement de non juges

] une instance composée de juges et de non juges

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des juges. S'il existe plusieurs instances impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs : The Academy for judges and public prosecutors is responsible for conducting the initial training.

Judges in basic courts are appointed by the Judicial Council from the candidates which have finished initial training in the Academy for Judges and public prosecutors. Judges in higher courts are also appointed by Judicial Council.

### **112. La même instance (Q.111) est-elle compétente pour la promotion des juges ?**

) Oui

) Non

Commentaires Judges in higher courts are also appointed by Judicial Council.

### **113. En quoi consiste la procédure de promotion des juges: (plusieurs réponses possibles)**

] Concours / Examen

] Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)

] Absence de procédure spécifique

Commentaires - Veuillez préciser comment se déroule la promotion des juges (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen): The Law on the courts

Article 46

(1) Special requirements for election of a judge to a Court of First Instance, Court of Appeal and the Supreme Court shall be as follows: 1. A person who has completed the training at the Academy for Judges and Public Prosecutors, determined by the law, may be elected as a judge of a basic court;

2. A judge of a basic court may be elected a person who has a working experience of at least four years of uninterrupted judicial service as a judge in another basic court up to the moment of the application for election, who has been assessed by a competent authority with a positive assessment, in accordance with the Law on the Judicial Council ;

3. A person with a working experience of at least six years of continuous service as a judge in a basic court, Administrative or Higher Administrative Court up to the moment of the application for election may be elected as a judge of the court of appeal, who is assessed by the competent authority with a positive assessment, in accordance with the law the Law on the Judicial Council ;

4. A person with a working experience of at least four years of continuous service as a judge in another appellate court up to the moment of the application for election may be elected as a judge of an appellate court, who is assessed by a competent authority with a positive assessment, in accordance with the law the Law on the Judicial Council ;

5. A person with a working experience of at least six years of service as a judge in an appellate court up to the moment of the application for election may be elected as a judge of the Supreme Court and who is assessed by a competent authority with a positive assessment in

accordance with the Law on the Judicial Council .

(2) Special conditions for election of a judge in the Administrative Court and the Higher Administrative Court are:

1. A person with a working experience of at least four years of uninterrupted judicial service as a judge in a basic court up to the moment of the application for election may be elected as a judge of the Administrative Court, who is evaluated by a competent authority with a positive assessment, in accordance with the Law on the Judicial Council ;

2. As a judge of the Higher Administrative Court may be elected a person who has working experience of at least six years uninterrupted judicial service as a judge in the appellate court or the Administrative Court up to the moment of the application for election, who is assessed by a competent authority with a positive assessment , in accordance with the Law on the Judicial Council .

(3) A person who has completed at least one mandate as a judge of an international court and who meets the requirements of Article 45 of this Law, may be elected a judge at all levels of the judiciary.

### **113-1. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un juge? (plusieurs réponses possibles)**

Les années d'expérience

Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)

La performance (quantitative)

Les résultats d'évaluations

Les critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)

Autre(s)

Aucun critère

Commentaires - Veuillez fournir tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»): See comments on previous question

Other criteria - to pass integrity and psychological test

The Law on Judicial Council

Criteria for the election of a judge of a higher court Article 48

(1)The Council shall select a judge in an Appellate Court, the Administrative Court, the Higher Administrative Court and the Supreme Court of the Republic of North Macedonia from among the candidates who have applied to the announcement and who meet the requirements and criteria anticipated by the Law on Courts and this Law in a manner that it shall rank the candidates that have applied according to the necessary specialization for filling a judge's position.

(2) The Council shall select as a judge the person of highest expert and professional qualities, with good reputation in exercising his judicial office, on the base of the following criteria: 1) expert knowledge and specialization in the field and participation in continuous training; 2)positive evaluation of his work 3)capability in verbal and written expression, which can be seen through prepared decisions and judiciary expert actions

4)undertaking additional work when performing judicial office by participating in procedures to resolve backlog of cases; 5)undertaking additional work when performing judicial office by means of mentorship, education, and alike;

6)length of judicial service. (3) If the candidate is from among the judges, the Council shall obtain an opinion from the court.

(4) The president of court on the base of the held session of judges shall deliver the opinion to the Council. (5) The manner of the candidates' ranking is regulated by the Council with a by-law. (6) The ranking will be done by the commission consisted of three members of Council selected by lot.

### **5.1.2.Statuts, recrutement et promotion des procureurs**

#### **115. Le ministère public est-il :**

statutairement indépendant

sous l'autorité du ministre de la Justice ou une autre autorité centrale

autre (veuillez préciser) : "Samostojni"

Commentaires - Le cas échéant, veuillez préciser les garanties objectives de cette indépendance (mutation, nomination...). In the

Constitution public prosecutors are defined as "Samostojni". This term is similar to term "independent".

### **115-1. La loi, ou une autre réglementation, empêche-t-elle les instructions spécifiques de poursuivre ou de ne pas poursuivre qui seraient adressées à un procureur ?**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : These guarantees are contained in the Law on Public Prosecution office and the Law on Criminal Procedure.

### **116. Comment sont recrutés les procureurs ?**

principalement par concours (concours ouvert)

principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)

une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)

autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires According to the Amendments of the Constitution of the Republic of Macedonia adopted in 2005, public prosecutors except State Public Prosecutor are appointed by the Council of public prosecutors. In the Law on Public Prosecution the public prosecutor can be appointed among any person that meets the general terms set by law on employment in a state body, as well as the following conditions Basic Conditions:

- to be a citizen of the State
- to actively know the Macedonian language
- to have working capacity and general health capacity
- to have a University degree for a law graduate in the State or a recognized diploma from abroad and - to have the Judicial exam.

For State Public Prosecutor can be appointed a person who meets the above mentioned terms, as well as the following special terms:

- 8 years professional experience in legal matters, after taking the judicial exam, or a full-time or part-time university professor that has been teaching a law related subject or a judicial practice subject for more than 10 years.

For Public prosecutor in the State Public Prosecution Office can be appointed a person who besides mentioned basic conditions meets the following terms:

- 8 years professional experience in legal matters with acknowledged results, after taking the judicial exam.

For Higher public prosecutor of a Higher Public Prosecution can be appointed any person that besides the mentioned basic conditions has professional experience of at least 5 years as a public prosecutor with acknowledged results in the work.

For public prosecutor in a Higher Public Prosecution can be appointed any person who besides the basic conditions meets the following special terms:

- 5 years professional experience in legal matters with acknowledged results, after taking the judicial exam

For Public Prosecutor of the Public Prosecution for Prosecuting Organized Crime and Corruption and a public prosecutor in the Public Prosecutor's Office for Prosecuting Organized Crime and Corruption can be elected a person that besides the basic conditions has professional experience of at least 4 years as a public prosecutor with acknowledged achievements in the work.

For public prosecutor in a Basic Prosecution can be appointed any person who besides basic conditions mentioned above meets the following special terms:



- Completed training at the Academy for training of judges and public prosecutors.

In the Law on Public Prosecution is defined that in the position of the State Public prosecutor, high public prosecutor and in the public prosecution for prosecution of the organised crime and corruption, the Council will select a person with confirmed results at work, who has professional and experts qualities who as well enjoys authority in performing his function, based on the following criteria:

1. expertise knowledge in the criminal field, what will be considered specialist studies, postgraduates studies and participation in the continued education,
2. the relation towards the work or the timely manner in the execution of the work as public prosecutor,
3. capability for professional solving of the legal issues,
4. undertaking of additional work during the execution of the function of public prosecutor through the participation in the preparation of the rules, facilitation, education etc.
5. Enjoying and keeping of the authority of public prosecutor and public prosecution's office, that can be confirmed by the communication manner with the parties and other institutions, independence, impartiality and reliability in performance of the function of public prosecutor and outside of the working hours,
6. professional relation with the public prosecution experts service.

Beside the mentioned criteria, the High public prosecutor of the high public prosecution office, Public prosecutor for the prosecution of the organised crime and corruption and the Basic public prosecutor of the basic public prosecution office should possess ability to perform duties of managerial character.

Also it is important to mention that the higher public prosecutors, the Public Prosecutor of the Public Prosecution for Prosecuting Organized Crime and Corruption and the public prosecutors in the Public Prosecution for Prosecuting Organized Crime and Corruption and basic public prosecutors in the Basic Public Prosecution are elected from the ranks of public prosecutors in the State, abiding by the procedure and manner for electing a public prosecutor in the respective Public Prosecution.

### **117. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement. Les procureurs sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :**

- une instance composée seulement de procureurs
- une instance composée seulement de non procureurs
- une instance composée de procureurs et de non procureurs

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des procureurs. S'il y a plusieurs autorités impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs : The Academy for judges and public prosecutors is responsible for conducting the initial training as a condition to be appointed for judge or public prosecutor. After finishing initial training, the Council of Public Prosecutors (composed of public prosecutors and non-public prosecutors) appoints public prosecutors.

### **118. La même instance (Q 117) est-elle compétente pour la promotion des procureurs ?**

- Oui
- Non, quelle instance est compétente pour la promotion des procureurs ? .....

Commentaires The Council of Public Prosecutors is competent body for appointment of all public prosecutors except the State Public Prosecutor who is elected by the Parliament.

### **119. En quoi consiste la procédure de promotion des procureurs: (plusieurs réponses possibles)**

- Concours / Examen
- Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)

Absence de procédure spécifique

Commentaires - Veuillez préciser comment se déroule la promotion des procureurs (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen) : Election of public prosecutors in higher public prosecutor's offices is regulated in Article 40 from the Law on Council of Public Prosecutors. The Council shall elect a Higher Public Prosecutor at a Higher Public Prosecutor's Office, Public Prosecutor for prosecution of organized crime and corruption, and a Basic Public Prosecutor at a Basic Public Prosecutor's Office from the candidates who have applied from among the appointed public prosecutors and who meet the requirements and criteria stipulated in the Law on Public Prosecutor's Office. The candidate, who wins the majority of votes from the total number of Council members, shall be appointed a Higher Public Prosecutor, Public Prosecutor for prosecution of organized crime and corruption or Basic Public Prosecutor. In case the Public Prosecutor of the Republic of Macedonia, Higher Public Prosecutor, Public Prosecutor for prosecution of organized crime and corruption or Basic Public Prosecutors are not reappointed, they shall continue performing the duties of public prosecutors at the same public prosecutor's office.

## 119-2. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un procureur?

- Les années d'expérience
- Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)
- La performance (quantitative)
- Les résultats d'évaluations
- Les critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)
- Autre(s)
- Aucun critère

Commentaires - Veuillez préciser tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»):

### 5.1.3.Mandat et retraite des juges et procureurs

#### 121. Le mandat des juges est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

- Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :64 for man and 62 for woman
- Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (ex: la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser : There is a possibility for judges to prolong their retirement until 67.

#### 121-1. Un juge peut-il être transféré dans une autre juridiction sans son consentement :

- Pour des raisons disciplinaires
- Pour des raisons organisationnelles
- Pour d'autres raisons (veuillez préciser les modalités et garanties) : .....
- Non

Commentaires The law on the Courts

Article 39(1) The judge shall exercise the judicial function in the court where he/she is elected.

(2) As a rule, the judge shall be elected to try in specific areas.

- (3) The judge cannot be transferred from one to another court against his/her will.
- (4) The assignment of judges shall be made by an annual work schedule defined by the president of the court upon a previously obtained opinion from the session of judges, that is, from the general session of the Supreme Court, taking into consideration the decision of the judge for specialization in criminal, civil, commercial, administrative or another legal area.
- (5) The length of judicial service and the results from the work shall be taken into consideration when appointing presidents of specialized departments and divisions.
- (6) The judge cannot be transferred from one to another court division against his/her will. (7) The judge may require transfer from one to another division.
- (8) As an exception, the judge may be transferred to another court division against his/her will by a written, explained decision of the president of the court, upon previously obtained opinion from the general session of the Supreme Court of the Republic of Macedonia, when it is required by the increased workload and the subject of work of the court, but for a period of one year at the most and not more than once in five years. After expiring of the time for temporary transfer of the judge in another court division, he/she must be returned to the division from which he/she was transferred.
- (9) As an exception, the judge of a court of appeal and a basic court may be temporarily, and at the most for a period of one year, transferred to another court in the same or lower instance or from one to another specialized division when due to prevention or recusal of a judge, or due to significantly increased workload, reduced efficiency, or due to the complexity of the cases the day-to-day operation of the court comes into question, but not more than once in five years. In the case of temporary transfer, the salary if the judge cannot be reduced. After expiring of the time for temporary transfer of the judge in another court or specialized division, he/she must be returned to the court, i.e. division from which he/she was transferred. (10) The temporary transfer of a judge referred to in paragraph (9) of this Article shall be made by the Judicial Council by a written, explained decision and it shall immediately notify the president of the court from which the judge is transferred and the president of the court to which the judge is temporary transferred.
- (11) The judge may file a complaint against the decision referred to in paragraphs (4), (7) and (9) of this Article within a period of three days to the general session of the Supreme Court, which is obliged to decide upon the complaint within a period of seven days.
- (12) The judge may file a complaint against the decisions referred to in paragraphs (8) of this Article within a period of three days to the Judicial Council, which shall be obliged to decide upon the complaint within a period of seven days. The decision of the Judicial Council shall be final.

**122. Une période probatoire est-elle instaurée pour les juges (par exemple avant d'être nommé à vie) ? Si oui, quelle en est la durée ?**

- ( ) Oui, durée de la période probatoire (en années) : .....
- ( X ) Non

Commentaires

**123. Le mandat des procureurs est-il à durée indéterminée (à savoir « à vie » = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?**

- ( X ) Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :64 for man and 62 for woman
- ( ) Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser : Retirement age for male public prosecutors is 64 years, while for female public prosecutors is 62 year with possibility for both to be extended to 67 years.

**124. Une période probatoire est-elle instaurée pour les procureurs ? Si oui, quelle en est la durée ?**

- ( ) Oui, durée de la période probatoire (en années) : .....
- ( X ) Non

Commentaires

**125. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les juges (v. question 121), quelle est la durée du mandat (en années)? Est-il renouvelable ?**

[ ]

[ ] NA

[ X ] NAP

Commentaires All judges are appointed for a life.

### 125-1. Est-il renouvelable ?

( ) Oui

( ) Non

[ X ] NAP

Commentaires

### 126. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les procureurs (v. question 123), quelle est la durée du mandat (en années)?

[ ]

[ ] NA

[ X ] NAP

Commentaires

### 126-1. Est-il renouvelable ?

( ) Oui

( ) Non

[ X ] NAP

Commentaires

## E1. Veuillez indiquer les sources utilisées pour répondre aux questions de ce chapitre :

Sources : Judicial Council  
Council of Public Prosecutors

## 5.2. Formation

### 5.2.1. Formation des juges

#### 127. Types de formations proposées des juges :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale (par exemple fréquentation d'une école de la magistrature, stage dans un tribunal)	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
Formation continue générale	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non

<b>Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)</b>	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)</b>	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux</b>	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Formation continue à l'éthique</b>	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non

Commentaires There are special programs for initial and continuous training of judges and public prosecutors adopted by the Board of the Academy on the proposal of the Program Council.

## 128. Fréquence de la formation continue des juges :

	<b>Fréquence de la formation</b>
<b>Formation continue générale</b>	[ X ] Régulièrement (par exemple tous les ans) [ ] Occasionnellement (en fonction des besoins) [ ] Pas de formation proposée
<b>Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)</b>	[ X ] Régulièrement (par exemple tous les ans) [ ] Occasionnellement (en fonction des besoins) [ ] Pas de formation proposée
<b>Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)</b>	[ X ] Régulièrement (par exemple tous les ans) [ ] Occasionnellement (en fonction des besoins) [ ] Pas de formation proposée
<b>Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux</b>	[ X ] Régulièrement (par exemple tous les ans) [ ] Occasionnellement (en fonction des besoins) [ ] Pas de formation proposée
<b>Formation continue à l'éthique</b>	[ X ] Régulièrement (par exemple tous les ans) [ ] Occasionnellement (en fonction des besoins) [ ] Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des juges : There is a two years Program for continuous training of judges and public prosecutors adopted by the Board of the Academy on the proposal of the Program Council of the Academy for judges and public prosecutors. There is a special program for new elected judges and public prosecutors.

### 5.2.2. Formation des procureurs



## 129. Types de formations proposées aux procureurs :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
Formation continue générale	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
Formation continue à l'éthique	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non

Commentaires There are special programs for initial and continuous training of judges and public prosecutors adopted by the Board of the Academy on the proposal of the Program Council.

## 130. Fréquence de la formation continue des procureurs :

	Fréquence de la formation continue
Formation continue générale	[ X ] Régulièrement (par exemple tous les ans) [ ] Occasionnellement (en fonction des besoins) [ ] Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	[ X ] Régulièrement (par exemple tous les ans) [ ] Occasionnellement (en fonction des besoins) [ ] Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	[ X ] Régulièrement (par exemple tous les ans) [ ] Occasionnellement (en fonction des besoins) [ ] Pas de formation proposée
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	[ X ] Régulièrement (par exemple tous les ans) [ ] Occasionnellement (en fonction des besoins) [ ] Pas de formation proposée

<b>Formation continue à l'éthique</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans)
	<input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins)
	<input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des procureurs : There is a two years Program for continuous training of judges and public prosecutors adopted by the Board of the Academy on the proposal of the Program Council of the Academy for judges and public prosecutors. There is a special program for new elected judges and public prosecutors.

**131. Disposez-vous d'(une) institution(s) publique(s) chargée(s) de la formation des juges et des procureurs?**

	Formation initiale seulement	Formation continue seulement	Formation initiale et continue
Une institution pour les juges	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Une institution pour les procureurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Une institution commune pour juges et procureurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

Commentaires Academy for judges and public prosecutors is a institution responsible for conducting the initial and continuous training for judges and public prosecutors.

**131-0. Si oui, quel est le budget de cette (ces) institution(s)?**

	Budget de l'institution pour l'année de référence, en €
Une institution pour les juges	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Une institution pour les procureurs	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Une institution commune pour les juges et procureurs	1 280 894 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

**131-1. S'il n'y a pas de formation initiale obligatoire des juges et/ou des procureurs dans de telles institutions, pouvez-vous brièvement préciser comment ces juges et/ou procureurs sont formés ?**

. Judges and prosecutors have initial training in the Academy for judges and prosecutors.

**131-2. Nombre de formation continue (en jours) organisées par l'institution de formation judiciaire à l'intention des juges, des procureurs, du personnel non-juge et du personnel non-procureur**

	Nombre de formation continue organisée, en jours (sans e-learning)	Formations en ligne disponibles tout au long de l'année de référence (e-learning)
<b>Total</b>	261 [ ] NA [ ] NAP	1 [ ] NA [ ] NAP
<b>1. Seulement pour les juges</b>	89 [ ] NA [ ] NAP	1 [ ] NA [ ] NAP
<b>2. Seulement pour les procureurs</b>	24 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
<b>3. Seulement pour le personnel non-juge</b>	19 [ ] NA [ ] NAP	1 [ ] NA [ ] NAP
<b>4. Seulement pour le personnel non-procureur</b>	4 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
<b>5. Autres formations communes</b>	1 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires : In 2018 Academy for judges and public prosecutors organised 189 training activities with a total of 4154 participants (1895 judges, 608 public prosecutors, 1103 staff from courts and public prosecution offices and 548 participants from other institutions).

## E2. Veuillez indiquer les sources utilisées pour répondre aux questions de ce chapitre :

Sources : Academy for training of judges and public prosecutors

### 5.3.Exercice de la profession

#### 5.3.1.Salaires et avantages des juges et procureurs

#### 132. Salaires des juges et des procureurs au 31 décembre de l'année de référence:

	Salaire annuel brut, en €	Salaire annuel net, en €	Salaire annuel brut en monnaie nationale	Salaire annuel net en monnaie nationale
<b>Juge professionnel de 1ère instance au début de sa carrière</b>	19 707 [ ] NA [ ] NAP	14 390 [ ] NA [ ] NAP	1 212 000 [ ] NA [ ] NAP	885 000 [ ] NA [ ] NAP
<b>Juge de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un juge de ce niveau, non pas le salaire du président de la cour)</b>	23 805 [ ] NA [ ] NAP	17 380 [ ] NA [ ] NAP	1 464 000 [ ] NA [ ] NAP	1 069 000 [ ] NA [ ] NAP
<b>Procureur au début de sa carrière</b>	14 196 [ ] NA [ ] NAP	12 924 [ ] NA [ ] NAP	873 054 [ ] NA [ ] NAP	794 826 [ ] NA [ ] NAP



<b>Procureur auprès de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un procureur de ce niveau, non pas le salaire du Procureur Général).</b>	21 516 [ ] NA [ ] NAP	14 292 [ ] NA [ ] NAP	1 323 234 [ ] NA [ ] NAP	878 958 [ ] NA [ ] NAP
---	-----------------------------	-----------------------------	--------------------------------	------------------------------

Commentaires Salaries of judges and public prosecutors are regulated in the Law on salaries for judges and the Law on salaries for public prosecutors.

### 133. Les juges et les procureurs bénéficient-ils des avantages complémentaires suivants ?

	Juges	Procureurs
<b>Imposition réduite</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Retraite spécifique</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Logement de fonction</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Autre avantage financier</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non

Commentaires In 2015 and 2018 the Parliament adopted amendments on The Law on judge`s salaries and on the Law on public prosecutor`s salaries.

These two laws introduced additional financial benefits for judges and public prosecutors for work under special conditions, work on confidence cases and for security risks.

### 134. Si « autre avantage financier », veuillez préciser :

. In 2015 and 2018 the Parliament adopted amendments on The Law on judge`s salaries and on the Law on public prosecutor`s salaries.

These two laws introduced additional financial benefits for judges and public prosecutors for work under special conditions, work on confidence cases and for security risks.

[ ] NAP

### 135. Un juge peut-il cumuler son travail avec les autres fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
<b>Enseignement</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Recherche et publication</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Arbitrage</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Consultant</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non

<b>Fonction culturelle</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Fonction politique</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Méiateur</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Autre fonction</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser. The Law on the courts  
Article 52

- (1) The judicial office is incompatible with the office of a member of the parliament, that is, member of a council in the municipality, that is, the City of Skopje, and the offices in state bodies, the municipality and the City of Skopje, except for cases provided by law.
- (2) The judge cannot hold any other public office or practice a profession, except an office determined by law which is not contrary to his/her independence and autonomy in the exercise of the judicial office.
- (3) The judge cannot be a member of a managing or supervisory board of a trade company or another legal entity established for the purpose of gaining profit.
- (4) The judge may be an educator or may deliver lectures in the Academy for Judges and Public Prosecutors and in a higher education institution and may participate in scientific projects.
- (5) The judge for the period while teaching as an educator at the Academy for Judges and Public Prosecutors, may perform the judicial function in a reduced amount, in accordance with the law.
- (6) The Judge must not use his office or the reputation of the court to accomplish his personal interests.
- (7) The judge cannot be a member or hold a political office within a political party or carry out political or party activity.

### 137. Un procureur peut-il cumuler son travail avec les autres fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
<b>Enseignement</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Recherche et publication</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Arbitrage</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Consultant</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Fonction culturelle</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Fonction politique</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Méiateur</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Autre fonction</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser : Authorization for prosecutors is needed just for teaching and it is issued by the Council of Public Prosecutors .

**139. Prime de productivité : les juges ont-ils droit à des primes en fonction du respect d'objectifs quantitatifs en rapport avec les affaires terminées (par exemple nombre d'affaires terminées pour une période donnée) ?**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser les conditions et éventuellement les montants:

### **5.3.2 Institution/organe d'éthique**

**138. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des juges (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les juges, etc.) ?**

Oui

Non

Commentaires

**138-1. Si oui, quelle est la composition de cet institution/organe ?**

juges uniquement

juges et représentants d'autres professions juridiques

autre, veuillez préciser : .....

Commentaires For consistent application of the principles of the Code of Ethics, the Association establishes an advisory committee, which upon request by a judge, lay-judge, president of a court, session of a court or the Association of Judges (its branches) issues advisory opinions and advices concerning one or more questions regarding ethical conduct of a judge/lay-judge or regarding appropriate performance of judicial duties and avoidance of a conflict of interest between the judges' and lay-judges' private life and performance of their judicial duties. The opinions and advices of the Advisory Committee have preventive and advisory character. They indicate the conducts that represent a violation to the principles of the judicial Code of Ethics.

The Advisory Committee works under the auspices of the Association of Judges and is consisted of a president and 6 members.

The members of the Advisory Committee are elected by the Steering Board of the Association of judges, from among the lines of the judges and lay-judges, upon proposal of the branches of the Association of judges, with a mandate of two years. The members of the Advisory body are elected as follows: one judge of the Supreme Court, one judge of the Administrative or High Administrative Court, one judge from each appellate jurisdiction, who enjoy confidence of the judges on bases of his/her personal integrity and dignity in the execution of the judicial function, and one lay-judge. The president of the Advisory Committee is elected from among the members of the Committee. The members of the Advisory Committee enjoy immunity and may not be held responsible or be subject of a disciplinary procedure for the reason of given opinion or action as a member of the Advisory Committee.

The members of the Committee shall work without any compensation.

The Advisory Committee for Judicial Ethics submits Annual report for its activities to the Steering Board of the Association of the Judges and the General session of the Supreme Court. A request for an advisory opinion from a judge, lay-judge, president of a court or Association of judges (its branches) should be submitted in writing, to which the Committee responds in writing no later than 15 days from the day of receiving the request, based on concrete facts and circumstances. If any of the facts or circumstances in the request are not detailed enough to allow the Committee to issue an appropriate opinion, additional information can be requested from the submitter of the request for opinion. The Committee shall not issue an opinion if the requested additional information is not enough or is not submitted.

The requests for opinions and the advisory opinions issued by the Advisory Committee, as well as the facts and circumstances on which they are based are confidential. The Advisory Committee publishes its advisory opinions on the web-sites of the Association of the Judges and the Supreme Court , as well as the facts and circumstances they are based on, after an appropriate anonymizing of the persons, places and data that may lead to identification. The sessions of the Advisory Committee are confidential. Publication of the edited (anonymized) opinions of the Advisory Committee is available to all judges, with aim to provide directions to other judges that face similar issues.

Publication of the legal opinions and advices on certain issues related to the exercise of judicial office, prevention of conflicts of interest of judges/lay-judges, the manner of disposal with protocol gifts received during official visits, receptions and celebrations as well as prohibition for giving/receiving gifts by a judge and a lay judge are submitted in person, electronically or by post to the applicant for advice.

### **138-2. Les avis de cet institution/organe sont-ils accessibles au public?**

Oui

Non

[ ] NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc.

<http://www.mja.org.mk/Default.aspx?id=c2f58fe6-3965-4c1c-87ba-522b742c7fe1>

[ ] NAP

### **138-3. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des procureurs (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les procureurs, etc.) ?**

Oui

Non

Commentaires

### **138-4. Si oui, quelle est la composition de cet institution/organe ?**

procureurs uniquement

procureurs et représentants d'autres professions juridiques

autre, veuillez préciser : .....

Commentaires For the purpose of supervision and interpretation of the Ethical Code, an Ethical Council is established, consisting of a president and four members of the public prosecution office.

The president of the Ethical Council is elected by the members of their ranks.

The members of the Ethical Council are appointed and dismissed by the State Public Prosecutor for a period of four (4) years, with a right to another mandate term, within 30 days from the day of adoption of the Code.

One of the candidates for members of the Ethical Council shall be elected on the proposal of the Council of Public Prosecutors from among the public prosecutors - members of the Council of Public Prosecutors , and the rest of the members shall be elected by the State Public Prosecutor.

When appointing the members of the Ethical Council, the principle of equitable and adequate representation of the ethnic communities that are not the majority in the State shall be respected.

The Ethical Council may, at the request of a public prosecutor, give an opinion on the compliance of certain conduct with the Ethical Code.

The procedure for determining violation of the principles of the Ethical Code is regulated by the Ethical Council with a Rulebook, and the working procedure of the Council is regulated by Rules of Procedure.

The Ethical Council gives opinions and recommendations on the complaints about the behavior of the public prosecutors that the applicants consider to be contrary to the Ethical Code, on their own initiative, as well as on the proposal of the superior public prosecutor. The public prosecutor to whom the complaint relates shall be given a right to reply within eight days.

The Ethical Council shall notify the superior public prosecutor in the prosecution office where the suspected public prosecutor performs the function, as well as the higher level public prosecutor for the complaints he/she considers to be grounded. If it is a matter of grounded complaints against a Public Prosecutor of a Basic Public Prosecution Office, than public prosecutor of the Basic Public Prosecution Office for Prosecuting Organized Crime and Corruption and public prosecutor of the Higher Public Prosecution Office, shall notify the State Public Prosecutor.

### 138-5. Les avis de cet institution/organe sont-ils accessibles au public?

Oui

Non

[ ] NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc. <http://zjorm.org.mk/>

[ ] NAP

## 5.4.Procédures disciplinaires

### 5.4.1.Autorités responsables des procédures disciplinaires et des sanctions

#### 140. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les juges (plusieurs options possibles) ?

Justiciables

Tribunal concerné ou supérieur hiérarchique

Cour suprême

Conseil supérieur de la magistrature

Tribunal ou autorité disciplinaire

Médiateur (Ombudsman)

Parlement

Pouvoir exécutif (veuillez préciser) : .....

Autre (veuillez préciser) : .....

Ceci n'est pas possible

Commentaires

#### 141. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les procureurs (plusieurs options possibles) :

Citoyens

Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique

Procureur Général/Procureur d'Etat

Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)

Tribunal ou autorité disciplinaire

Médiateur (Ombudsman)

Organisme professionnel

Pouvoir exécutif (veuillez préciser) : .....

Autre (veuillez préciser) : .....

Ceci n'est pas possible

Commentaires

#### 142. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des juges ? (plusieurs options possibles)

- Tribunal
- Cour suprême
- Conseil supérieur de la magistrature
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Parlement
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) : .....
- Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**143. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des procureurs ? (plusieurs options possibles)**

- Cour Suprême
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur Général/Procureur d'Etat
- Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Organisme professionnel
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) : .....
- Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**5.4.2. Nombre de procédures disciplinaires et de sanctions**

**144. Nombre de procédures disciplinaires intentées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)**

	Juges	Procureurs
<b>Nombre total (1+2+3+4)</b>	10 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	3 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>1. Faute déontologique</b>	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>2. Insuffisance professionnelle</b>	10 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	3 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>3. Délit pénal</b>	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

<b>4. Autre</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
-----------------	--	--

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

**145. Nombre de sanctions prononcées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs :**

	<b>Juges</b>	<b>Procureurs</b>
<b>Nombre total (total 1 à 10)</b>	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	3 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>1. Réprimande</b>	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>2. Suspension</b>	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>3. Retrait d'une affaire</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>4. Amende</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>5. Diminution de salaire temporaire</b>	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	3 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>6. Rétrogradation de poste</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>7. Mutation géographique dans un autre tribunal</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>8. Démission</b>	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>9. Autre</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>10. Révocation</b>	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires intentées et le nombre de sanctions prononcées, veuillez en préciser les raisons.

**E3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 144 et 145 :**

Sources : Judicial Council  
Public Prosecution Office

## 6. Avocats

### 6.1. Profession d'avocat

#### 6.1.1. Statuts de la profession d'avocat

##### 146. Nombre d'avocats exerçant dans votre pays :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'avocats	2 722 [ ] NA	1 324 [ ] NA	1 398 [ ] NA

Commentaires

##### 147. Ce nombre inclut-il la catégorie « conseiller juridique » (« solicitor/in-house counsellor ») qui ne peut pas représenter de clients en justice ?

Oui ( )

Non ( X )

Commentaires

##### 148. Nombre de conseillers juridiques qui ne peuvent pas représenter de clients en justice :

[ ]

[ X ] NA

[ ] NAP

Commentaires

##### 149. Les avocats ont-ils le monopole de la représentation en justice (plusieurs options sont possibles) pour les :

	Première instance	Seconde instance	Cour suprême
Affaires civiles	[ ]	[ ]	[ ]
Affaires de licenciement	[ ]	[ ]	[ ]
Affaires pénales - Défendeur	[ X ]	[ X ]	[ X ]
Affaires pénales - Victime	[ X ]	[ X ]	[ X ]
Affaires administratives	[ ]	[ ]	[ ]

[ ] NAP

Commentaires - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu du monopole des avocats : This matter is regulated in procedural laws. According to the Article 71 from the Law on criminal procedure, only a licensed attorney may act as a counsel for the defense.

Law on Civil procedure

Article 81



(1) An authorized representative of the party may be:

- attorney
  - person – graduated lawyer who is employed by the party
  - blood relative in the straight line, brother, sister or a spouse - if it has full legal capacity
- (2) If a person appears as an authorized agent, contrary to the provisions from paragraph (1) of this Article, the court shall pass a decision with which it shall deny that person any further representation and shall inform the party about that.

(3) A separate appeal against the decision from paragraph (2) of this Article shall not be allowed.

#### Article 82

If value of the case exceeds 1.000.000 denars, the authorized agents of the legal entity can be the graduate lawyer with the passed bar exam who is employed by the legal entity.

### 149-0. En cas d'absence de monopole, veuillez préciser les organismes ou personnes pouvant représenter les clients au tribunal :

	Première instance	Seconde instance	Cour suprême
<b>Organisme de la société civile</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<b>Membre de la famille</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<b>Personne concernée elle-même</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<b>Syndicat</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<b>Autres</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires - Si « autres », veuillez préciser. De plus, veuillez préciser pour les catégories mentionnées quels sont les types d'affaires concernés par cette/ces représentation(s) : See comment in Q149

### 149-1. Outre les fonctions de représentation en justice et de conseil juridique, un avocat peut-il exercer d'autres activités ?

- Activité notariale
- Arbitrage/médiation
- Mandataire
- Syndic de copropriété
- Agent immobilier
- Autres (veuillez préciser) : .....

Commentaires According to the Law on Mediation, among others, mediator can become the person who is a lawyer.

### 149-2. Quelles sont les statuts de la profession d'avocat ?

- Avocat indépendant
- Avocat salarié
- Avocat d'entreprise

Commentaires According to the Article 6 from the Law on the Bar, a lawyers or lawyers associated in lawyer`s company may perform

lawyers activities.

**150. La profession d'avocat est-elle organisée à travers :**

- un barreau national
- un barreau régional
- un barreau local

Commentaires According to the Article 33 from the Law on the Bar, lawyers are organised in the Bar Chamber. This Chamber is independent.

**151. Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'avocat ?**

- Oui
- Non

Commentaires - Si non, veuillez indiquer s'il existe d'autres exigences spécifiques en matière de diplôme ou de niveau universitaire: The Bar Exam is one of the conditions to become a lawyer.

**152. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les avocats ?**

- Oui
- Non

Commentaires

**153. La spécialisation dans certains domaines est-elle liée à certaines formations, à un certain niveau de compétence, à un certain diplôme ou à certaines autorisations ?**

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : There is special exam foreseen for representation in proceedings for protection of intellectual rights and industrial property.

**F1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 146 et 148 :**

Sources : The Bar Chamber

**6.1.2.Exercice de la profession**

**154. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur les honoraires prévisibles des avocats (c'est à dire une information préalable sur le montant prévisible des honoraires demandés) ?**

- Oui
- Non

Commentaires The Lawyers Tariff is available on the web site of The Bar Chamber. <https://mba.org.mk/index.php/mk/akti/advokatska-tarifa>

### 155. Les honoraires des avocats sont-ils librement négociés ?

Oui

Non

Commentaires According to the Article 1 of the Lawyers Tariff, the lawyer and the party can freely negotiate fees, but not less than that prescribed in the Tariff.

### 156. La loi ou les règlements du Barreau contiennent-ils des règles sur les honoraires des avocats (même s'ils sont librement négociés) ?

Oui, la loi contient des règles

Oui, les règlements du Barreau contiennent des règles

Non, ni la loi ni les dispositions du Barreau ne contiennent de règles

Commentaires All lawyers fees are defined in the Lawyers Tariff. For each kind of lawyer`s activity (action) is prescribed different fee.

## 6.1.3. Standards de qualité et procédures disciplinaires

### 157. Des normes de qualité ont-elles été formulées pour les avocats ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, quels sont les critères de qualité utilisés?

### 158. Si oui, qui a la responsabilité d'établir ces normes de qualité :

le Barreau

le législateur

autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

### 159. Existe-t-il une possibilité de déposer une plainte concernant :

la prestation de l'avocat

le montant des honoraires

Commentaires - Veuillez préciser :

### 160. Quelle est l'autorité compétente pour traiter des procédures disciplinaires?

Le juge

Le ministère de la Justice

Une instance professionnelle

Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires Responsible organ for disciplinary procedure is Bar Chamber. In the framework of the Bar Chamber there are three main organs responsible for disciplinary procedure:

Disciplinary Prosecutor, Disciplinary Court and Appellate Council. Lawyer may initiate administrative dispute before the Administrative Court on the final decision brought by the above mentioned organs.

**161. Procédures disciplinaires initiées à l'encontre des avocats. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)**

	Nombre de procédures disciplinaires
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	206 [ ] NA [ ] NAP
1. Faute déontologique	206 [ ] NA [ ] NAP
2. Insuffisance professionnelle	0 [ ] NA [ ] NAP
3. Délit pénal	0 [ ] NA [ ] NAP
4. Autre	0 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : The considerable increase observed in 2018, compared to 2016, is due to the fact that in 2018 The Chamber of lawyers initiated disciplinary procedures against lawyers for some breaches of the rules of Chamber (mostly for no payment of annual membership fee).

**162. Sanctions prononcées à l'encontre des avocats.**

	Nombre de sanctions
Nombre total de sanctions (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	1 [ ] NA [ ] NAP
1. Réprimande	0 [ ] NA [ ] NAP
2. Suspension	0 [ ] NA [ ] NAP
3. Retrait d'une affaire	[ ] NA [X] NAP
4. Amende	1 [ ] NA [ ] NAP
5. Autre	0 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez indiquer les raisons : The Bar Chamber provide data in Q161 and Q162.

**7. Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal et autres mesures alternatives au règlement**

## des litiges

### 7.1 Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

#### 7.1.1. Précisions sur la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

##### 163. Existe-t-il des processus de médiations conduite ou renvoyée par le tribunal dans le système judiciaire ?

Oui

Non

Commentaires Small commercial cases up to 15.000 Euro.

##### 163-1. Dans certains domaines, le système juridique prévoit-il la médiation obligatoire avec un médiateur ?

Avant/à la place de la procédure devant le tribunal

Ordonnée par le tribunal, le juge, le procureur ou une autorité publique dans le cadre d'une procédure contentieuse en cours

Pas de médiation obligatoire

Commentaires - Si la médiation obligatoire existe, veuillez préciser quels sont les domaines concernés : Small commercial cases up to 15.000 Euro

According to the Law on Civil Procedure regarding commercial disputes up to 1.000.000,00 denars, the parties are obliged to try to resolve the dispute through mediation before filing a lawsuit in front of the court .

According to the Law on Civil Procedure, if the judge considers that the dispute can be resolved through mediation, he can refer the parties to the mediation process.

##### 163-2. Dans certains domaines, le système juridique prévoit-il des séances d'information obligatoires avec un médiateur?

Oui

Non

Commentaires -Si les séances d'information obligatoires existent, veuillez préciser quels sont les domaines concernés :

##### 164. Veuillez préciser, par type d'affaires, qui fournit des services de médiation conduite ou renvoyée par le tribunal ?

	Médiateur privé	Autorité publique (autre que le juge)	Juge	Procureur
Affaires civiles et commerciales	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires familiales	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires administratives	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

<b>Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [ ] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [ ] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [ ] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [ ] NAP
<b>Affaires pénales</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [ ] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [ ] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [ ] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [ ] NAP
<b>Affaires liées aux consommateurs</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [ ] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [ ] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [ ] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [ ] NAP

Commentaires

**165. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire lors des médiations conduites ou renvoyées par le tribunal ou de bénéficier gratuitement de ces services?**

Oui

Non

[ ] NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Only exception of this is possibility prescribed in Article 85 of the Law on justice for children - all expenses for mediation for children in criminal procedures are covered from the State Budget.

**166. Nombre de médiateurs accrédités ou enregistrés pour exercer la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal:**

	<b>Total</b>	<b>Hommes</b>	<b>Femmes</b>
<b>Nombre de médiateurs</b>	43 [ ] NA [ ] NAP	16 [ ] NA [ ] NAP	27 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires

**167. Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal:**

	<b>Nombre d'affaires pour lesquelles les parties s'accordent pour débiter une médiation</b>	<b>Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal terminées</b>	<b>Nombre d'affaires conclues par un accord de règlement</b>
<b>Total (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6)</b>	293 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	137 [ ] NA [ ] NAP
<b>1. Affaires civiles et commerciales</b>	227 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	71 [ ] NA [ ] NAP
<b>2. Affaires familiales</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>3. Affaires administratives</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>4. Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements</b>	66 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	66 [ ] NA [ ] NAP

5. Affaires pénales	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
6. Affaires liées aux consommateurs	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la source : Ministry of Justice - Register of Mediation

Mediation in the Republic of Macedonia was first introduced by the Law on Mediation in 2006. While in 2013, in order to promote and increase the use of mediation in practice, a new Law on Mediation was adopted. Mediation is allowed in property and legal disputes, family disputes, workplace disputes, trade disputes, consumer disputes, insurance disputes, disputes in the field of education, environmental protection, disputes regarding discrimination and other disputed relations where mediation is appropriate to the nature of the disputed relations and can help to resolve them. Mediation is allowed in criminal cases if its application is not excluded by a special law.

### 168. Est-ce que les formes suivantes de mesures alternatives de règlement des litiges existent dans votre pays ?

la médiation autre que la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

l'arbitrage

la conciliation (si différente de la médiation)

d'autres mesures alternatives au règlement des litiges (veuillez spécifier) : .....

Commentaires - Arbitration

The arbitration is also available in the legal provisions , as an alternative measure of judicial procedures in the field of commercial law. As part of the Economic Chamber , the Permanent Court of Arbitration is established, where business partners may settle mutual business relations disputes, who in their contracts have foreseen that possibility. The Arbitration in Macedonia exists since 1993, The value of disputes resolved through arbitration varies from a few thousand to several million Euros. - Conciliation

There are a significant number of legal grounds that allow friendly settlement of disputes, both before and out-of-court proceedings.

The court settlement

The court settlement is provided in the Law on Litigation Procedure whereby the parties during the course of the whole procedure can settle upon the subject of the dispute. This is one type of judicial mediation. The settlement is concluded on minutes (no court decision) and the parties sign the minutes voluntarily. Although there is no formal court decision, the concluded court settlement is considered res judicata and the parties do not have the possibility to file a dispute again before the court for the same thing. Each party shall bear their own costs when the procedure is completed with a court settlement, if in the settlement is not otherwise agreed.

- According to the Law on Criminal Procedure for offences subject to private prosecution, the judge may summon only the private prosecutor and the defendant to a conciliation hearing if he considers it expedient for the prompt termination of proceedings. On the conciliation hearing the judge may propose the private prosecutor and the defendant to be sent to mediation, if it is agreed by both parties, whilst the settlement reached in front of a mediator shall be submitted to the court, who will adopt a decision to terminate the procedure.

### G1. Veuillez indiquer la source de la réponse à la question 166 :

Source : Chamber of Mediators

## 8.Exécution des décisions de justice

### 8.1.Exécution des décisions en matière civile

## 8.1.1.Fonctionnement

### 169. Existe-t-il dans votre système judiciaire des agents d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires

### 170. Nombre d'agents d'exécution

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'agents d'exécution	97 [ ] NA	56 [ ] NA	41 [ ] NA

Commentaires Persons who perform public authorizations determined by law, out of the Courts, appointed by the minister of justice according to the provisions of the Law, who decide directly on the actions to be taken, within their authorizations, in order to carry out the enforcement decision and take up the enforcement actions, according to the final enforcement act.

### 171. Les agents d'exécution sont-ils (plusieurs choix possibles) :

des juges

des huissiers de justice exerçant en profession libérale réglementée par les autorités publiques

des huissiers de justice attachés à une institution publique

autre

Commentaires - Veuillez préciser leur statut et leurs compétences (pouvoirs) :

### 171-1. Les agents d'exécution ont-ils le monopole dans l'exercice de leur fonction ?

Oui

Non

Commentaires - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu du monopole des agents d'exécution ou au contraire des indications sur la concurrence à laquelle ils peuvent être confrontés: An enforcement title can be carried out only by enforcement agent.

### 171-2. L'agent d'exécution peut-il réaliser les procédures civiles d'exécution suivantes :

	Option
Saisie des biens meubles corporels	<input checked="" type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non [ ] NAP
Saisie des immeubles	<input checked="" type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non [ ] NAP
Saisie entre les mains d'un tiers des créances du débiteur portant sur une somme d'argent	<input checked="" type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non [ ] NAP



<b>Saisies des rémunérations</b>	( X ) Oui avec monopole ( ) Oui sans monopole ( ) Non [ ] NAP
<b>Saisies des véhicules terrestres à moteur</b>	( X ) Oui avec monopole ( ) Oui sans monopole ( ) Non [ ] NAP
<b>Mesures d'expulsion</b>	( X ) Oui avec monopole ( ) Oui sans monopole ( ) Non [ ] NAP
<b>Vente forcée par adjudication publique des biens saisis</b>	( X ) Oui avec monopole ( ) Oui sans monopole ( ) Non [ ] NAP
<b>Autres</b>	( X ) Oui avec monopole ( ) Oui sans monopole ( ) Non [ ] NAP

Commentaires See answer in Q171-3

### **171-3. Outre l'exécution des décisions de justice, quelles sont les autres activités pouvant être exercées par les agents d'exécution ?**

- [ X ] Signification ou notification d'actes judiciaires ou extrajudiciaires
- [ X ] Recouvrement de créances
- [ X ] Ventes aux enchères mobilières et immobilières publiques ou volontaires
- [ X ] Séquestres
- [ X ] Constats
- [ ] Service des audiences près les juridictions
- [ ] Conseils juridiques
- [ ] Procédures de faillites
- [ X ] Missions confiées par le juge
- [ ] Représentation des parties devant les juridictions
- [ ] Rédaction des actes sous-seings privés
- [ ] Administrateur d'immeubles
- [ ] Autres

Commentaires In 2016 (and two amendments in 2016 and 2018) there were the new legislation introducing the new competence of the enforcement agents (recording and reporting of evidence). Actions taken by the enforcement agent

Article 40

(1) The enforcement agent shall take the following actions:

- receives enforcement requests,
- delivers court letters based on a court decision in accordance with the provisions of the Law on Civil Procedure,
- delivers orders, minutes, conclusions and other documents that arise from the performance of their work,

- carries out the legitimization of the parties and the participants in the enforcement procedure,
- collects data on the assets and other data for the debtor in function of the enforcement,
- makes orders and conclusions, compile transcripts/ minutes, requests, confirmations and official documents and notes, in accordance with the provisions of this Law,
- carries out inventory, assessment, seizure and sale of movable objects, rights and real estate, receives funds from the debtor, hands it over,
- allocates funds from enforcement,
- sells movable and immovable objects and enforces execution against other property rights in a bankruptcy procedure, at request of the Bankruptcy Trustee, except for the sale of the business enterprise,
- performs seals (sealing) of movables and real estate , due to disabling their use or spending by placing a stamp of the enforcement agent,
- empties facilities from people and goods , and transfers real estate and undertakes other actions that are necessary for implementation of the enforcement procedures, determined by the law,
- publishing in the mass media,
- submits a request for appointment of a guardian for special cases to the Center for Social Affairs, when the address of the debtor is unknown or has no representative,
- submit a request for obtaining data for having a transaction account to the legal entity that maintains the Unified Register of Transaction Accounts, in connection with the subject of enforcement,
- submits a request for announcing the search and stopping of the motor vehicle , a subject to enforcement, to the Ministry of Internal Affairs,
- gives notice of the status of the case at the request of the parties,
- undertakes other actions in connection with the affairs of the court,
- undertake actions for providing material evidence for entrusted work from the court,
- issues a certificate for payment of the claim and
- undertakes other actions envisaged by the law.

## **172. Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'agent d'exécution?**

Oui

Non

Commentaires The Exam for enforcement agents is one of the condition to became a enforcement agent.

## **172-1. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les agents d'exécution ?**

Oui

Non

Commentaires According to the article 78 paragraph 1 item d from the Law on Enforcement, The Chamber of Enforcement Agents adopts Program for continuous training and education of enforcement agents and their deputies. In Article 65 paragraph 1 item 2 fro the Law of Enforcement, there is prescribed ground for disciplinary liability if enforcement agent does not fulfill obligation for participating in continuous training and education.

## **173. La profession d'agent d'exécution est-elle organisée par (la réponse NAP signifie que la profession n'est pas organisée) :**

une instance nationale

une instance régionale

une instance locale

Commentaires The Chamber of Enforcement Agents is established according to the Article 75 from the Law on Enforcement. The main organs of the Chamber are the Assembly, Steering Board and President of the Chamber.

**174. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur le coût prévisible des frais d'exécution ?**

Oui

Non

Commentaires The ground and the criteria for the enforcement fees and prescribed in Article 46 from the Law on Enforcement. They are elaborated in more details in secondary legislation (Tariff for enforcement) adopted by the Minister of Justice upon opinion of the Enforcement Chamber.

**175. Est-ce que les frais d'exécution sont librement négociés ?**

Oui

Non

Commentaires

**176. Est-ce que la loi énonce des règles sur les frais d'exécution (même s'ils sont librement négociés) ?**

Oui

Non

Commentaires The criteria for the enforcement fees and prescribed in Article 46 from the Law on Enforcement.

**H0. Veuillez indiquer les sources pour la réponses à la question 170 :**

Source : Ministry of Justice,  
Chamber of Enforcement Agents

**8.1.2.Efficacité des services d'exécution**

**177. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des agents d'exécution ?**

Oui

Non

Commentaires According to the Article 54 from the law on Enforcement, Ministry of Justice is competent for conducting the supervision on the work of enforcement agents. According to the Article 78 paragraph 1 item d from the law on Enforcement, Enforcement Chamber establish Commission for conducting the supervision on the work of enforcement agents. According to the Article 86 from the law on Enforcement, parties have right for objection for legality of actions of enforcement agents. Basic court on the area of enforcement is competent to decide on the above mentioned objection.

**178. Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les agents d'exécution ?**

une instance professionnelle

le juge

le ministère de la Justice

le procureur

autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires See comments on the Q177

### **179. Des normes de qualité sont-elles formulées pour les agents d'exécution ?**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, quels sont les critères de qualité utilisés ? The Ministry of Justice established the quality standards through the Law on

enforcement and secondary legislation envisaged by the Law. According to the Law on Enforcement, a person who fulfills the following conditions, may be appointed an enforcement agent:

1) to be a citizen of the State;

2) to be able to work and have a general good health condition and

ability to work, which is medically proven with a certificate issued by a competent healthcare institution in the field of occupational medicine;

3) to be a graduate lawyer with a completed degree of four-year high education in legal studies or to be a law graduate with acquired 300 credits at legal studies, according to the European Credit Transfer System (ECTS);

4) to have passed the bar exam;

5) to have passed the exam for enforcement agent;

6) to have working experience in legal matters at least 5 years after finishing law studies;

(C

7) to actively master Macedonian language;

8) not to be convicted by a final court decision on unconditional punishment of imprisonment for more than six months, or no to be imposed a ban upon the candidate on performing a profession, activity or duty;

9) to make a statement before a notary agent that he will provide appropriate equipment and the facility required to perform their affairs and

10) to make a statement before a notary agent for his property

condition, with all the consequences in case of giving a false statement.

### **180. Si oui, qui est chargé de formuler ces normes de qualité ?**

un organisme professionnel

le juge

le ministère de la Justice

autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires Minister of Justice appoints enforcement agents upon a proposal list made by Chamber of Enforcement Agents.

### **181. Disposez-vous d'un mécanisme spécifique pour l'exécution des décisions de justice rendues contre des autorités publiques, y compris pour assurer le suivi de cette exécution ?**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

### **182. Disposez-vous d'un système pour contrôler la manière dont la procédure d'exécution est conduite par l'agent d'exécution?**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Party has a right to challenge any enforcement agent action to the court.

The Enforcement agents are obliged to submit quarterly regular reports to the Ministry of justice regarding number of new cases, types of cases, nature of creditors and debtors (natural persons, companies, state bodies etc) number of cases executed, enforcement mechanisms, amount collected etc.

At the same time the party or participant in the execution has right to submit complaints for irregularities in execution to the competent court and to submit appeal against decision of the court.

### 183. Quelles sont les principales plaintes des usagers concernant les procédures d'exécution ?

**Veillez n'en indiquer que 3 au maximum.**

absence de toute exécution

non exécution des décisions judiciaires rendues contre des autorités publiques

manque d'information

durée excessive

pratiques illégales

supervision insuffisante

coût excessif

autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires "Non-execution" and "excessive length" were added due to the fact that there are cases in which the debtor has no property and there is no possibility for enforcement, or the debtor was overindulgent.

### 184. Votre pays a-t-il préparé ou adopté des mesures concrètes pour changer la situation concernant l'exécution des décisions de justice – en particulier les décisions rendues contre les autorités publiques ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

### 185. Existe-t-il un système mesurant la durée des procédures d'exécution :

	Existence du système
pour les affaires civiles	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
pour les affaires administratives	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires

### 186. Pour un jugement concernant un recouvrement de créances, pouvez-vous estimer le délai de notification aux parties habitant dans la ville du siège de la juridiction ? (Une seule option

possible)

entre 1 et 5 jours

entre 6 et 10 jours

entre 11 et 30 jours

plus (veuillez préciser) : .....

NA

Commentaires The average timeframe depends on the case and varies from case to case. However, in most of the cases it is 1-5 days. In cases where this period is longer, the main problem is that parties refuse to receive the letter, or they have temporary or permanently left the country.

**187. Nombre de procédures disciplinaires initiées à l'encontre des agents d'exécution. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)**

	Nombre de procédures disciplinaires initiées
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	10 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Pour faute déontologique	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Pour insuffisance professionnelle	10 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Pour délit pénal	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autre	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : The increase in the number of disciplinary proceedings initiated against enforcement agents is a consequence of the amendments to the Law improving the competences of the Ministry for conducting the extraordinary supervision of the work of bailiffs.

**188. Nombre de sanctions prononcées à l'encontre des agents d'exécution :**

	Nombre de sanctions prononcées
Nombre total de sanctions (1+2+3+4+5)	10 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Réprimande	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Suspension	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

3. Retrait d'une affaire	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
4. Amende	5 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
5. Autre	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez en indiquer les raisons : "Other" - Permment taking away of the right to perform occupation of enforcement agent

## H1. Veuillez indiquer les sources pour les réponses aux questions 186, 187 et 188 :

Source : Ministry of Justice,  
Chamber of Enforcement Agents of the Republic of Macedonia

## 8.2.Exécution des décisions pénales

### 8.2.1.Fonctionnement de l'exécution des décisions pénales

#### 189. Qui est chargé de l'exécution des décisions pénales? (plusieurs options possibles)

- Juge  
 Procureur  
 Services pénitentiaire et de probation  
 Autre autorité (veuillez préciser) : .....

Commentaires - Veuillez préciser ses fonctions et compétences (ex. fonctions d'initiative ou de contrôle). With the amendments of the Law on tax procedure from 2010, Public Revenue Bureau is responsible for execution of fines in criminal and misdemeanor cases.

#### 190. En matière d'amendes prononcées par une juridiction pénale, existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement effectif ?

- Oui  
 Non

Commentaires

#### 191. Si oui, quel est le taux de recouvrement ?

- 80-100%  
 50-79%  
 Moins de 50%

Commentaires - Veuillez indiquer la source ayant permis de répondre à cette question :

## 9.Notaires

## 9.1. Profession de notaire

### 9.1.1. Nombre et statuts des notaires

192. Si votre pays dispose de notaires, veuillez indiquer leur nombre et leur statut. Sinon, veuillez passer à la question 197.

	Total	Hommes	Femmes
<b>TOTAL (1+2+3+4)</b>	190 [ ] NA [ ] NAP	76 [ ] NA [ ] NAP	114 [ ] NA [ ] NAP
<b>1. Statut privé (sans contrôle d'une autorité publique)</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>2. Professionnels nommés par l'Etat</b>	190 [ ] NA [ ] NAP	76 [ ] NA [ ] NAP	114 [ ] NA [ ] NAP
<b>3. Fonctionnaires</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>4. Autre</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser le statut de ces notaires : The notary is a person who is authorized to perform publicly mandated duties as prescribed by law under the appointment of the Ministry of Justice and who performs the notary service as a sole professional occupation.

#### 192-1. Quelles sont les conditions d'accès à la profession de notaire (plusieurs options possibles) :

- diplôme
- expérience professionnelle/formation professionnelle
- examen
- procédure de nomination par l'Etat
- autre (veuillez préciser): .....

Commentaires Requirements for the appointment of notaries

#### Article 10

(1) A person can be appointed notary only if they meet the following conditions:

- a) be a citizen of the Republic of Macedonia;
- b) be professionally competent and enjoy a general medical competence which is proven by a certificate of a competent occupational medicine institution;
- c) be a graduate lawyer having completed four-year undergraduate studies of law or a graduate lawyer who has completed 300 credits under the Bologna declaration in studies of law according to the European Credit Transfer System (ECTS);
- d) pass the exam for notaries;
- e) have prior working experience at least 3 years following the bar exam or have prior working experience in notary office at least 2 years following the bar exam;
- f) not be convicted by an effective judgment on unconditional sentence of imprisonment of over six months or not be issued a ban on performing the



occupation, office or duty;

g) pledge an oath before a notary that they shall provide the requisite equipment and premises for the performance of the notary service;

h) pledge before a notary that they are not overly in debt otherwise incur all consequences of perjury;

i) have active command of the Macedonian language and its Cyrillic alphabet; and

j) not have had the office of judge terminated, or their labour relation as a civil servant, assistant notary, deputy notary, attorney or bailiff by an effective judgment within a disciplinary procedure up to the expiry of three years as of the day of the judgment effectiveness.

## **192-2. Le mandat des notaires est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?**

[ X ] oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :64

[ ] non, veuillez indiquer la durée du mandat : .....

Commentaires - existe-t-il des exceptions (par exemple la révocation à titre de sanction disciplinaire). Veuillez préciser : Exception is if the notary is dismissed for disciplinary liability.

## **194. Quel type de fonctions exercent les notaires (plusieurs réponses possibles):**

[ X ] dans le cadre de certaines procédure civile (par exemple successions ou partage successoral, divorce par consentement mutuel)

[ X ] authentification

[ X ] certification des signatures

[ ] contrôle de légalité des documents soumis par les parties

[ ] médiation

[ X ] prestation de serments

[ X ] autre, par exemple collecter les taxes, tenir des registres (veuillez préciser) :see the comments

Commentaires In Article 3, paragraph 2 from the Law on notary, is prescribed that the notary service includes drafting and issuance of public documents regarding legal operations in the form of a notary deed (or act), statements and attestations of facts used as a basis to pledge rights or obligations; adopting decisions within a procedure to issue notary payment orders; attestation of private deeds (solemnization); issuing of certificates, authenticating signatures and marks, transcripts, translations, keeping documents, money and valuables for their transfer to other persons or authorities, as well as performing mandated activities defined by law.

## **194-1. Les notaires ont –ils des droits exclusifs dans l'exercice de leurs fonctions :**

[ X ] dans le cadre de certaines procédure civile (par exemple successions ou partage successoral, divorce par consentement mutuel)

[ X ] authentification

[ X ] certification des signatures

[ X ] contrôle de légalité des documents soumis par les parties

[ ] médiation

[ X ] prestation de serments

[ X ] autre, par exemple collecter les taxes, tenir des registres (veuillez préciser) :other - payment orders and legacy procedure

Commentaires - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu des droits exclusifs des notaires ou, au contraire, des indications sur la concurrence à laquelle ils peuvent être confrontés: As regards the first option "within some civil procedures", notaries are competent, for example, in not disputable inheritance cases, while they do not have a competence in cases related to divorce by mutual consent. "Other": payment orders and legacy procedure

**194-2. Dans quels domaines du droit les notaires ont-ils des compétences (plusieurs réponses possibles) ?**

- Transaction immobilière
- Droit de la famille
- Droit des successions
- Droit des sociétés
- Contrôle de la régularité des jeux de hasard
- Autres

Commentaires The Law on the Notary  
Notary instruments and authentications  
Article 4

(1) Notary instruments are public deeds which the notary has drafted within their scope of work and official actions enshrined by law such as instruments related to legal affairs and statements drawn by the notary in the form of a notary deed (notary acts), notary payment order, minutes of legal operations and other actions taken by the notary or in their presence (notary minutes), attestations of facts that the notary has attested to personally or through deeds (notary attestations) and certified (solemnized) private deeds.

(2) Notary authentications are authentications of signatures or marks, authentications of identicalness of transcripts or certificates (transcript authentication), authentication of translations and other authentications as prescribed by the law.

(3) The notary deeds, the certified (solemnized) private deeds, the notary payment orders and decisions issued within successions as an entrusted mandate from the court and in cases defined by this law are self-executing.

(4) Notary instruments have the probative effect of public deeds if the required conditions prescribed by this Law have been met during their drafting.

(5) The notary authentications are probative as public deeds when it comes to facts certified by the notary.

**194-3. Les notariats utilisent-ils des systèmes numériques spécialisés dans leur activité ?**

- Dans l'élaboration d'instruments authentiques
- Dans l'enregistrement d'instruments authentiques (archives)
- Pour d'autres activités (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**195. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des notaires ?**

- Oui
- Non

Commentaires

**196. Si oui, quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les notaires (plusieurs options possibles)?**

- une instance professionnelle

le tribunal

le ministère de la Justice

le procureur

autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires In Article 130, 131 and 134 paragraph 3 from the Law on notary, is prescribed that supervision is conducted by the representatives from the Ministry of Justice and The Notary Chamber and president of the court (the president of the court makes supervision only in inheritance cases). In the framework of the supervision conducted by the Ministry of Justice, special commission is established by the Minister of Justice, composed by the representatives from the Ministry and judges from the competent court from the area of the notary. In addition to this provision from the law, supervision is also regulated in secondary legislation adopted by the Minister of Justice.

### 196-1. Existe-t-il un système de formation continue générale pour les notaires ?

Oui

Non

Commentaires In the Law on the Notary, there is a obligation for continuous training and the bridge of this obligation is one of the grounds for disciplinary liability. In the Article 117 paragraph 3 from the Law on Notary, Notary Chamber shall establish Notary Academy.

### I1. Veuillez indiquer les sources de votre réponse à la question 192:

Sources : Ministry of Justice,  
Notary Chamber

## 10. Interprètes judiciaires

### 10.1. Précisions sur la profession d'interprète judiciaire

#### 10.1.1. Statuts des interprètes judiciaires

### 197. Le titre d'interprète judiciaire est-il protégé ?

Oui

Non

Commentaires This title is protected by the Law on Courts. There is a Register of court interpreters. All court interpreters have own stamp and seal.

### 198. La fonction d'interprète judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

Oui

Non

Commentaires The Law on the Courts and Court book of rules.

### 199. Nombre d'interprètes judiciaires accrédités ou enregistrés :

[ 5 681 ]

[ ] NA

[ ] NAP

Commentaires New system of selection of interpreters with exam was introduced in 2008. According to new system, until the end of 2018, 2520 interpreters have passed exam and they are appointed by the Minister of Justice as court interpreters. The rest of 3161 were appointed before exam was introduced.

## 200. Existe-t-il des critères relatifs à la qualité de l'interprétation dans les tribunaux ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser (par exemple avoir passé avec succès un examen particulier) : Quality of court interpreting is provided through exams for court interpreters conducted by commission established from the Minister of Justice, composed by the university professors in the field of language teaching and other experts for languages.

## 201. Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des interprètes judiciaires ?

Oui, pour les recruter et/ou les nommer pour un mandat d'une certaine durée

Oui, pour les recruter sur une base ad hoc en fonction des besoins d'une procédure spécifique

Non, veuillez préciser quelle autorité est responsable de la sélection Ministry of Justice

Commentaires According to the Court book of rules , court interpreter can become a person who has passed exam before commission established from the Minister of Justice, composed by the university professors in the field of language teaching and other experts for languages. According to the Law on Courts, court interpreters are appointed by the Minister of Justice.

Basic conditions for passing exam are: candidate to be a citizen of the State, to have a knowledge of Macedonian language, to have graduated at some faculty (high education), to have a certificate for knowledge of foreign language and to be a citizen in the city where the court (for which translator is accredited) is located.

## J1. Veuillez indiquer les sources de votre réponse à la question 199

Sources : Ministry of Justice

## 11. Experts judiciaires

### 11.1. Profession d'expert judiciaire

#### 11.1.1. Statuts des experts judiciaires

## 202. Dans votre système, quels types d'experts judiciaires peuvent être impliqués dans des procédures judiciaires (plusieurs options possibles):

experts à qui les parties demandent d'apporter leur expertise pour soutenir leur argumentation,

experts nommés par le tribunal pour mettre à la disposition de celui-ci leurs connaissances scientifiques et techniques sur des questions de fait,

«Experts juristes » qui peuvent être consultés par le juge pour des questions de droit spécifiques ou qui ont pour tâche de soutenir le juge dans la préparation du travail judiciaire (mais qui ne participent pas au jugement).

[ ] Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires The area of expert and technical witnesses is regulated by the Law on expert witnesses, relevant secondary legislation and procedural laws (Law on Criminal Procedure and Law on Civil procedure).

The expertise activity is regulated by the Law on Expert Evidence. This Law stipulates who can perform expertise activity, as well as the conditions under which a person can obtain a license for expertise in the relevant field. The Law on Expert Evidence envisages categories of persons who, meeting the relevant requirements set by the Law on Expert Evidence, can obtain a license for expertise in the relevant area without taking the professional exam by submitting an application and appropriate documentation as evidence of meeting the legal requirements to the Ministry of Justice. In addition, according to Article 20 of the Law, the persons who can acquire a license without taking the professional exam are: Doctor of Science from the appropriate scientific field or third cycle of university studies - doctoral studies in the appropriate scientific field, Master of Science from the appropriate scientific field and the person who has passed the specialist medical examination or second cycle of university studies - Master of appropriate scientific field with five years work experience after completing the master's degree or passing the specialist examination, a person who has higher or secondary education with a registered craft from the relevant field (goldsmith and an employee of the authority of the state administration and professional institution responsible for performing expertise, who has at least five years experience in the relevant field of expertise). In addition to these persons, the Law provides for obtaining license for expertise in the relevant field by passing the professional exam, whereby, in accordance with Article 9 of the Law, any interested party is required to fulfill the following requirements: to be a citizen of the State, to have a residence in the country, to have a university degree in the relevant field (four-year university degree or degree with 300 credits according to the European Credit Transfer System (ECTS), prohibition to practice profession, activity or duty has not been pronounced, with effective decision, while the consequences of the prohibition are in progress and to have at least five years of work experience after graduation in the relevant area for which the application for taking the exam was submitted. According to the Article 244 of the Law on Criminal procedure, the public prosecutor, the defendant and the defense counsel shall have the right to nominate technical advisors from the registry of court approved experts, as of rule, but not more than two of them, who will help them in the gathering of information on professional issues or to contest the expert's report. The defendant and his or her counsel, in cases and under circumstances as prescribed in this Law for defense of indigent persons as referred to in Article 75 of this Law, shall have the right to be assisted by a technical advisor who will be paid from the State Budget. A person who cannot be an expert pursuant to Article 238 of this Law may not be nominated as a technical advisor.

According to the Article 245 of the Law on Criminal procedure, upon request by the parties, the technical advisors may be present during the expertise and give suggestions to the experts, and object regarding the expert examination, which shall be put on the record. If the technical advisors have been nominated only after the expert's report has been completed, the technical advisors may review the findings and the report and ask the entity conducting the proceedings for an authorization to examine the person, object or the location that was the subject of the expert examination.

## **202-1. Existe-t-il des listes ou des bases de données d'experts judiciaires agréés ?**

Oui

Non

Commentaires - Veuillez fournir tout commentaire utile concernant ces listes ou bases de données d'experts si elles existent (par exemple : l'expert prête-t-il serment ? comment est évaluée sa compétence ? par qui ?) : According to Article 22, paragraph 1 of the Law on Expert Evidence "the issued, revoked and extended licenses of the experts, as well as the expired licenses, shall be recorded in the Register kept by the Ministry of Justice". According to paragraph 2 of the same article, "The Register of paragraph 1 shall be published on the website and on the notice board of the Ministry of Justice, the website of the Chamber of Experts and shall be submitted to the courts". With the publication of the Register of Experts on the website of the Ministry, on the website of the Chamber of Experts and its submission to all courts in the Republic of Macedonia, expertise can be performed only by persons who are licensed by the Ministry of Justice and are recorded in the Register of Experts. Because the Register is kept in electronic form, all changes are electronically recorded in it, including updating the Register also in terms of people who will obtain the license for expertise in the relevant area issued by the Ministry of Justice. Experts have an obligation to take an oath before the Minister of Justice, President of the chamber and President of the Supreme Court.

## **202-2. Qui est responsable de l'enregistrement des experts judiciaires?**

Le Ministère de la Justice

Les tribunaux

Un organisme indépendant (association d'experts judiciaires)

Autre

Commentaires

### 202-3. L'enregistrement des experts judiciaires est-il limité dans le temps ?

Oui, pour combien de temps 5 years

Non

Commentaires

### 203. Le titre d'expert judiciaire est-il protégé ?

Oui

Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez indiquer en quoi consiste cette protection : According to the Law on expert witnesses there are two categories of candidates for expert witnesses. First category obtain licence without taking examination, upon submitted request and appropriate documentation (Ph D or Master of Science and 5 year of work experience in relevant area). Second category of candidates can obtain licence after passing theoretical and practical exam. The Minister of Justice issues licences for all expert witnesses .

### 203-1. L'expert judiciaire a-t-il une obligation de formation ?

	Obligation de formation
<b>Formation initiale</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<b>Formation continue</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires According to the Law on expert witnesses there are two categories of candidates for expert witnesses. First category obtain licence without taking examination, upon submitted request and appropriate documentation (Ph D or Master of Science and 5 year of work experience in relevant area). Second category of candidates can obtain licence after passing theoretical and practical exam. The Minister of Justice issues licences for all expert witnesses .

So there is initial training just for the second category which is obliged to pass the exam.

### 203-2. Si oui, cette formation concerne-t-elle :

la procédure judiciaire

le métier de l'expert

autre

Commentaires Exams are composed mainly of the questions related to the field of profession expertise, procedures and substantive laws.

### 204. La fonction d'expert judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

Oui

( ) Non

Commentaires The expertise activity is regulated by the Law on Expert Evidence.

### **204-1. A l'occasion d'une mission qui lui est confiée, l'expert judiciaire est-il dans l'obligation de signaler ses éventuels conflits d'intérêt ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires The Law on Civil Procedure

#### Article 239

(1) An expert witness may be dismissed for the same reasons a judge or a lay judge may be recused, but a person who was previously interrogated as a witness may also be taken as an expert witness.

(2) The party is obligated to submit a proposal for the exemption of an expert witness immediately after it learns of the reason for exemption exists, and at the latest before the start of the disclosure of evidence by means of expertise. If the court has interrogated the party about the personality of the expert witness prior to appointing expert witness, the party is obligated to declare itself about the exemption at that time.

(3) In the request for exemption of an expert witness, the party is obligated to state the circumstances which present the grounds for the requested exemption.

(4) The court decides on the request for exemption. The judge of the plea court and the president of the council decide on the exemption, if they are entrusted with the disclosure of evidence by means of expertise.

(5) An appeal against the decision by which the request for exemption is accepted is not allowed, and a separate appeal is not allowed against the decision with which the request is refused.

(6) If the party learns of grounds for an exemption after the expertise was performed and for that reason objects the expertise, the court will act as if the request for exemption was presented before the performed expertise.

The Law on Criminal Procedure

#### Article 38

Exclusion of public prosecutors and other participants in the procedure

(1)The exclusion provisions for judges and lay judges shall also be equally applicable for the public prosecutors, with the exception of the grounds as referred to in Article 33, paragraph 1, items 4 and 5 of this Law.

(2)The exclusion provisions for judges and lay judges shall be equally applicable for the record keepers, interpreters or translators and other professional staff, as well as for the expert witnesses, unless there are other provisions referring to them (Article 238 of this Law).

(3)The public prosecutor in charge of the public prosecution office shall rule on the motions for exclusion of the public prosecutors from that public prosecution office. The public prosecutor in charge of the immediate higher public prosecution office shall rule on the motions for exclusion of public prosecutors in charge of the lower public prosecution offices.

(4)The entity that conducts the procedure shall rule on any motions for exclusion of record keepers, interpreters or translators and expert witnesses.

#### Article 238

Exclusion of an expert

(1)A person who may not be heard as a witness (Article 213 of this Law) shall not be commissioned as an expert, or a person who has been relieved of the duty to testify (Article 214), as well as a person against whom the criminal offense was committed, and if such person has been commissioned, the court decision may not be founded on his or her finding and opinion.

(2)There would be a reason to exclude an expert also if that is a person who is working together with the defendant or the injured party in the same entity or other legal person, as well as if the person is working for the injured party or the defendant.

(3)A person, who has been heard as a witness, may not be commissioned as an expert.

(4)If a separate appeal against the decision to overrule the motion for exclusion of the expert is allowed (Article 36, paragraph 7), the appeal shall delay the preparation of the expert's report, unless there is a danger of procrastination.

## 205. Nombre d'experts judiciaires accrédités ou enregistrés :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'experts	1 400 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP

Commentaires Presented data are from September 2019

### 205-1. Qui fixe la rémunération de l'expert ?

- It is regulated by secondary legislation adopted by the Minister of Justice.

## 206. Existe-t-il des dispositions impératives relatives à l'exercice de la fonction d'expert judiciaire dans le cadre des procédures judiciaires ?

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser, notamment les délais impartis pour présenter un rapport technique au juge : According to the 245 from the aw on Civil Procedure, expert witness shall submit to the court his expert testimony and opinion in writing, within the time limit determined by the court, which can not be longer than 45 days or 60 days for more complex cases.

### 206-1. Nombre d'affaires pour lesquelles une expertise a été ordonnée par un juge ou requise par les parties

	Nombre d'affaires
Total (1+2+3+4)	[ X ] NA [ ] NAP
1. Affaires civiles et commerciales litigieuses	[ X ] NA [ ] NAP
2. Affaires administratives	[ X ] NA [ ] NAP
3. Affaires pénales	[ X ] NA [ ] NAP
4. Autre affaires	[ X ] NA [ ] NAP

Commentaires

## 207. Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des experts judiciaires ?

[ ] Oui, pour les recruter et/ou les nommer pour un mandat d'une certaine durée



Oui, pour les recruter et/ou les nommer sur une base ad hoc en fonction des besoins d'une procédure spécifique

Non, veuillez préciser qui est responsable de cette sélection Ministry of Justice

Commentaires The Minister of Justice issues licences for all expert witnesses. But they are recruited and appointed after passing exam before competent commission or fulfilling some conditions prescribed in the law.

## 207-1. Le juge contrôle-t-il le déroulement des opérations d'expertises ?

Oui

Non

Commentaires According to the Law on Criminal procedure, the expertise shall be managed by the entity that has ordered the expertise (the order during the preliminary procedure shall be issued by the public prosecutor, and during the main hearing it will be issued by the court).

## K1. Veuillez indiquer les sources de votre réponse à la question 205

Sources : Ministry of Justice (Register of expert witnesses) - Presented data are from September 2019

## 12. Les réformes dans le système judiciaire

### 12.1. Réformes envisagées

#### 12.1.1. Réformes

**208. Pouvez-vous fournir des informations relatives au débat actuel dans votre pays en ce qui concerne le fonctionnement de la justice ? Des réformes sont-elles envisagées ? Veuillez préciser si ces réformes sont en préparation ou si elles ont simplement été envisagées jusqu'alors. Des projets innovants ont-ils été mis en œuvre ? Si possible, respectez les catégories suivantes:**

1. Programmes de réforme généraux In November 2017 the Government of the Republic of Macedonia adopted the Strategy for the reform of judicial sector. The new Strategy gives instructions, directions for improving the judicial system by overcoming the existing normative and institutional deficiencies permeating throughout the system, The Strategy should represent a roadmap to ensure all the preconditions within its competence to create an independent, impartial, efficient, high-quality and transparent judiciary responsible for the protection of individual rights and freedoms of citizens while protecting the public interest. On the other hand, the Strategy sets out guidelines for creating legal conditions, as well as an environment for the judiciary to properly apply the principle of liability in its work.

2. Budget In the Strategy there are defined set of measures in the field of the budgeting the judiciary. An active stakeholder in the independence of each institution, hence the judiciary, is the financial autonomy. According to the Strategy, one of key priorities is creation of financial, personnel, information and other preconditions, with urgent increases in budgetary investments, in order to increase the efficiency of the judiciary and the public prosecutor's office.

Another measure is directed through future development of an autonomous and sustainable court budget, consistent with the legal

allocation from the gross national income, with greater participation of the JCB for the realisation of this guideline. Improvement of the conditions for the work of the judges by providing adequate space, technical equipment and indispensable office materials is also from the crucial importance.

3. Tribunaux et ministère public (par exemple pouvoir et organisation, modifications structurelles -par exemple la réduction du nombre des tribunaux-, gestion et méthodes de travail, technologies de l'information, arriéré judiciaire et efficacité, frais de justice, rénovation et construction de nouveaux bâtiments) Strategic Guidelines

- Monitor judicial efficiency using the indicators defined in EU Justice Scoreboard (result list), CEPEJ and other international standards;
- Consistent implementation of the Action Plan for adjudicating the old cases and regular monitoring of the situation. Introduction of special tools for identifying and prioritising cases that could lead to violation of the principle of a trial within a reasonable time.
- Harmonise the number of judges in RM with the European average per capita through the natural drain of judges;
- Reinforce the capacities of the judicial and public prosecutorial service;
- Full functionality of the court database;
- Review the system of expert opinion through legal amendments.

Transparency

- Strengthen the transparency of the Judicial Council and the Council of Public Prosecutors;
- Collection, processing and analysis of statistical data on the work of courts and public prosecutor's offices in JCRM and CPPRM;
- Strengthen the capacities for public relations;
- Align the form of the annual reports of courts, public prosecutor's offices, JCRM, and CPPRM; •Publication of the reports on the conducted regular controls of the functioning of ACMIS and the system for allocation and management of cases in the PPO.

3.1. Accès à la justice et aide judiciaire Our challenge in this area for future period will be effective implementation of new adopted Law on free legal aid.

4. Conseil supérieur de la magistrature Our challenge in this area for future period will be effective implementation of new adopted Law on Judicial Council.

5. Professionnels de la justice (juges, procureurs, avocats, notaires, agents d'exécution, etc.) : organisation, formation, etc. Amendments on the Law on court have been adopted completely harmonized with the Venice Commission opinion. This amendments are related with the disciplinary procedures for judges.

In accordance with the opinion by the Venice Commission new Law on Judicial Council of Republic of North Macedonia was adopted on 16.5.2019 for establishment of the procedure for election of the Judicial Council of Republic of North Macedonia, the manner of accomplishment of its functions, election, termination and dismissal of judge of judge-jury, the procedure for establishment of the responsibility of the judge or court president, establishment of nonprofessional and unaware performance of judicial function,

monitoring and valuation of the work of judges, the manner of work and decision as well as other issues related to the work of the Judicial Council of Republic of North Macedonia. Namely, the new Law on Judicial Council, the membership stays on professional basis, in particular the members are elected for period of six years without right on re-election. The Judicial Council counts in total fifteen members eight of whom are elected from the line of judges by immediate elections, five by the Assembly of Republic of North Macedonia while two are members per function (President of the Supreme Court and the Minister for Justice), who participate in the work of the Council without right to vote, but the same by the same cannot participate in the work on sessions for discussion and deciding upon initiated procedure for establishment of responsibility, election or dismissal of judge or court president.

The criteria for election of member of the Council are being sharpened. Namely, the member of the Council may be judge with 6-year judicial work experience and without discipline measure pronounces. Member of the Council from the line of members elected by the Assembly of RM may not be elected person who at the moment of publishing of the call performs judicial or public prosecution function or person being dismissed from judicial or public prosecution function, except in cases where the European Court of Human Rights has found violation of the European Convention on Human Rights in the procedure for dismissal, not person who in the last four years was delegate, member of the Government of Republic of Macedonia or performed function in political party body.

The Law defines the term *repute legist* for the members of the council elected by the Assembly, particularly from the line of university professors of law, lawyers, former judges of the Constitutional Court of Republic of North Macedonia, international judges and other *repute legists*.

The preparation of the Law on Judicial Council was in entire inclusivity and consultancy with Venice Commission. In that sense, in March 2019 the Venice Commission gave positive attitude on the draft amendments of the Law on Courts and Law on Judicial Council and made conclusion that the provisions from the Law on Judicial Council are in accordance with the international standards and as such may provide independency and efficiency in the judiciary.

At the same time, amendments of the Law on Council of Public Prosecutors were drafted and they are in assembly procedure for adoption, by shortened procedure. The draft Law sharpens the criteria for election of member of the Council of public prosecutors from the line of public prosecutors. Regarding the mandate of the members of the Council, it is envisaged that the mandate of the members of the Council elected by the public prosecutors should last four years with right on one more elections after expiry of at last four years after the termination of the previous mandate in the Council. It is proposed that the mandate of the members of the Council elected by the Assembly should last four years with right on one more election.

Legal stipulation of the requirement “*repute legist*” is made for election of the members of the Council of public prosecutors upon proposal by the Assembly of Republic of North Macedonia and the President of Republic of North Macedonia, from the line of university professors of law, lawyers, former judges of the Constitutional court, international judges and other *repute legists*.

The Law amending the Law on Council of Public Prosecutors is closely connected to the Law on Public Prosecution which adopts with 2/3 majority and because of this their adoption should be at the same time. The new Law on the Academy for judges and public prosecutors is undergoing parliamentary procedure, and the aim of the Law is to revise the method of selection and the taking of the entrance and final exam before an expert committee. Regarding the part for continuous training, novelties have been proposed so that it would be expanded to jury judges as well as to the professional offices in the judiciary and the public prosecutor’s offices, as well as to the entities that take part in the implementation of the laws in the area of the judiciary. Furthermore, it is proposed to impose an obligation on the newly elected judges and public prosecutors, immediately following the selection for a judge or public prosecutor, to attend continuous trainings within the specialized program.

Amendments on Law on Attorneyship are under preparation.

6. Réformes en matière civile, pénale et administrative, de conventions internationales et d’actes de coopération Regarding reforms in civil area amendments on Law on civil procedure and Law on obligation are under preparation. New Criminal code is under preparation. Also, amendments on the Law on criminal procedure are prepared harmonized with the latest legislation on EU in this area. New Law on administrative disputes was adopted. The aim of the new law is to increase the efficiency of the administrative disputes and to reduce the length of the administrative-court proceedings. The law defines the obligation to hold a public hearing, with strictly defined exceptions for deciding without public hearing. It also introduces a mandatory obligation for meritorious decision-

making of the Administrative and Higher Administrative Court. The Law will start to apply from May 2020.

New Law on Misdemeanors was adopted, the misdemeanor fines for natural and legal persons have been reduced and the misdemeanor procedure has been shortened. With the law, against the decision of the misdemeanor authority, a complaint can be filed directly to the Administrative Court. On civil matters, start the process of ratification of the Hague Conference instruments having a direct link with the EU acquis: 1996 Convention on Child Protection, 2005 Convention on Choice of Court Agreements, and 2007 Convention on Child Support and Family Maintenance and its Protocol on the Law Applicable to Maintenance Obligations.

7. Exécution des décisions de justice In the next period a single software system for recording and keeping a cases of the Bailiffs will be established. This system will be connected with the systems of the Ministry of justice, ACCMIS system and systems on other state institutions.

8. Médiation et autres mesures alternatives au règlement des litiges New Law on mediation is in parliamentary procedure. With the new Law Central Electronic Registry will be established for the number of mediation requests received and their flow, which are statistically useful and will give the parameters of the applicability and success of mediation in practice, regulate the mediator's insurance about compensation, the disciplinary liability of the mediator, introduces obligation for professional development and further development of mediators, conditions for accreditation of training programs, types of accredited programs and duration of training. Also, a novelty in the law is that the Mediation Board is composed of five members and a secretary, elected by the Government of the Republic of North Macedonia for a period of 4 years, from persons who have shown visible results in the field of mediation in the last five years.

9. Lutte contre la criminalité New Law on Public Prosecution office is under preparation. In that Law the status of the prosecution office for fight against high corruption and organized crime will be defined. Also, with a decision on the state public prosecution office a four investigative centers will be established. Investigative centers will be established in Basic PPO Skopje, Basic PPO Kumanovo, Basic PPO Tetovo and Basic Public Prosecution for fight against organized crime and corruption. The Public Prosecution office of the RNM and the Ministry of Interior signed a Memorandum of Understanding on 25.12.2019, which regulates the procedure for selection and other issues for investigators and investigative centers. Under the memorandum, investigators will be elected for a one-year term with the option of extending the term to two more years after given approve by the investigator, the public prosecutor and the Minister of Interior.

The procedure on selection on the investigators is ongoing.

9.1 Système pénitentiaire New National Strategy for Development of the penitentiary system 2020-2025 with Action Plan as well a new Strategy for development and strengthening of the capacities of the Probation Service for the period 2020-2023, will be developed by May 2020.

In May 2019, new Law on Execution of Sanctions was adopted , while in September 2019, amendments to the Law followed due to certain legal provisions regarding the retirement of the members of the prison police. The probation system has been established. The

probation service is functioning in nine local offices with 26 probation officers. A network of collaborators and a Contact List of all institutions involved in the execution of probation works (courts, public prosecutor's offices, municipalities, Centers for Social Work, NGOs) have been established.

Signed Memorandum of Understanding between the Office for Execution of Sanctions and the City of Skopje. Cooperation and support in the performance of the community service work have been agreed with the Municipality of Bitola and the Municipality of Stip as well as with the public enterprises that operate in these municipalities.

Cooperation has been established with the Academy in conducting the training of judges and public prosecutors on probation. Trainings of the probation officers on the application of the risk assessment instrument, preparation of probation reports and execution of probation works are continuously held.

9.2 La justice adaptée aux enfants The new Law on child justice is under preparation. The Law will be fully harmonized with the latest EU legislation in the area.

9.3 La violence entre partenaires We have ratified Istanbul convention for prevention and combating violence against women including domestic violence. In order to harmonize our legislation, there is a process of preparation of amendments of Criminal Code and The Law on Criminal procedure.

Also, the Draft - Law on gender based violence and domestic violence is in the Parliamentary procedure for adoption. The draft law contains standards from Istanbul convention.

10. Nouvelles technologies de l'information et de la communication In March 2019 the Government of Republic of North Macedonia has adopted the Strategy for the Justice Information and Communication Technology 2019-2024 including Action plan. The strategy is aimed at increase of the accessibility, improving of the quality, timeliness as well as data protection and safety. The amendments of the Law on Courts in May 2019 envisaged forming of Council for ICT having competence for coordination of the judiciary bodies in the working in the information-communication technology system and giving proposals for establishment of the policies regarding the issue of ICT in judiciary. Rulebook has been adopted for the contents and manner of work of the Council for ICT . Council for ICT was formed in November 2019 for the purpose of coordination of the policies and giving recommendations for implementation of the Strategy on ICT.

The third component of the project "Support of the Reforms in Judicial Sector" related to ICT Strategy in judiciary. The expert engaged is already working on studying of the ICT infrastructure and functioning of ACMIS. We expect recommendations and directions for future interventions in the part of ICT in judiciary.

11. Autres .